

Silence

N°264
Décembre
2000
25 FF
150 FB
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Technologies et solitude

Entreprises

Compagnonnage alternatif

Démocratie

Demain, j'enlève ma chemise

PUSH
HERE

Echar

4 Dossier : Nouvelles technologies Enfer ou paradis, Grand Frère ?

de Valérie Zarattian et Emile Noël

13 Société

- Poèmes pour Mumia Abu-Jamal

13 Nord-Sud

14 Santé

- Téléphone portable
- OGM
- Vache folle

15 Femmes

- Marche mondiale des femmes
- Contre la publicité sexiste

16 Energies

- Prix du pétrole

17 Nucléaire

- Bure : contre l'enfouissement des déchets

18 Alternatives Compagnonnage alternatif

de Michel Bernard

20 Alternatives

- Du côté des revues
- Education différente

21 Annonces

22 Politique

- Israël-Palestine
- Contre la marchandisation du monde
- Après Millau

24 Démocratie Demain, j'enlève ma chemise

de Mimmo Pucciarelli

26 Déchets

- Décharge ou incinérateur

de Pierre-Emmanuel Neurhor

27 Marée noire

- Nouveau naufrage

28 Environnement

- Climat

29 Paix

- Balkans

30 Les gros raflent la mise (7) Comment on apprend à servir le marché mondial

de Stephen Gorelick

36 Livres

38 Courrier

Les informations contenues dans ce numéro
ont été arrêtées au 31 octobre 2000.

Maisons à visiter...

De nombreux lecteurs sont en recherche d'expériences concrètes dans le domaine de l'habitat sain, de l'autonomie énergétique, etc. Si vous habitez dans une maison qui présente des alternatives et que vous acceptez de la faire visiter à certaines occasions merci de nous le dire pour l'annoncer dans la revue. Faire un texte court des alternatives visibles, indiquer les conditions pour la visite et joindre une ou plusieurs photos.

aujourd'hui, pour une grande part, obsolète... et nous n'arrivons pas à trouver le temps de réactualiser. S'il y a un volontaire pour faire ce travail, qu'il se signale.

Grève de la Poste

Encore des retards de courriers chez nous... et toujours des fautes d'orthographe qui arrivent ainsi à éviter le stylo rouge du correcteur.

Hors-série énergies renouvelables

On nous demande souvent de republier notre hors-série sur les énergies renouvelables (7000 exemplaires vendus). Celui-ci réédité depuis le milieu des années 80 est

Cadeaux de fin d'année

Comment faire des heureux : en abonnant cinq personnes de votre choix (n'ayant jamais été abonnées auparavant) pour 5 x 100 F (pour 6 n°s), vous bénéficiez pour votre part d'un prolongement gratuit de votre abonnement pour 12 numéros. Et cerise sur le gâteau, cette offre est valable toute l'année ! Noël !



Toit solaire

Les vingt ans de Silence

Lors de notre assemblée générale du printemps, nous avons voté dans l'enthousiasme le lancement d'un processus pour organiser un rassemblement avec les lecteurs et les mouvements sociaux, début juillet 2002, au Cun du Larzac, afin de fêter les 20 ans de la revue. Six mois plus tard, rien n'a été fait. Force est de constater que l'équipe qui anime le journal n'a pas le temps de préparer en plus une telle fête. Lors de notre dernière réunion, nous avons fait ce constat, mais nous nous sommes aperçu qu'il ne fallait pas nécessairement habiter à Lyon pour préparer cette fête. Nous lançons donc un appel : y aurait-il un groupe de lecteurs, lectrices, prêt à s'investir pendant dix-huit mois sur un tel projet ? (à Montpellier par exemple...). Il s'agirait d'ici le mois d'avril (notre prochaine assemblée générale) de prendre des contacts pour voir ce qui est possible (lieu, durée, dates, intervenants, etc.) puis d'avril à septembre 2001, de finaliser un programme, à partir de septembre, cette fois-ci en lien avec l'équipe lyonnaise, d'assurer la promotion de l'initiative, et enfin, aux dates choisies, d'aider à la tenue de cette fête. Nous n'avons pas de financement particulier pour animer cette fête, toutefois, il est possible de prendre en charge, après s'être mis d'accord, les frais de communication et de déplacements. Par ailleurs, ceux et celles qui voudraient proposer des activités pour cette fête peuvent aussi nous contacter.

SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le midi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique

Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAUX
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore
par Atelier 26 - Loriot - Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.
La reproduction des textes est autorisée sous réserve
d'en indiquer la source et le nom des auteurs
(photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 4^{ème} trimestre 2000

Tirage : 5500 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey
Vice-présidente : Sylviane Poulenard
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-trésorier : Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey Secrétaire de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarro Gestion et abonnements : Michel Jarro Documentaliste : Julie Rougier Maquette et publicité : Vincent Cheynet Stands salons et fêtes : Raymond Rasse Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtie, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard. Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot Dessinateurs : Aliho, Dédé, Lasserre, Lebre, Mahlen, Mutio, Alexis Nouaillet, Thiriet, Xavier Ucas, Versée Iconographie : Madeleine Nutchey, Michel Bernard. Circulateurs : Raymond Vignal, Chantal Grosnollard Expédition : Melanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Pavez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Xavier Semidine, Myriam Travestino, Suzanne Vignal Correspondants : Georges David, René Hamon, Christian Jacques, José Oriá, Minelle Oriá, Jean-Luc Thierry Et pour ce numéro : Loïc Gaudin, Gilles Gesson, André Larivière, Pierre-Emmanuel Neurhor, Emile Noël, Nono, Vahé Zartarian.

Couverture : dessin original de Mahlen

Venez nous voir !

N°265-266 - Janvier

Comité de clôture des articles
samedi 25 novembre à 14 h

(clôture brèves : mardi 30 novembre à 12 h)

Expédition

vendredi 15 décembre de 14 h à 21h30

N°267 - Février

Comité de clôture des articles
samedi 6 janvier à 14 h

(clôture brèves : jeudi 11 janvier à 12 h)

Expédition

vendredi 26 janvier de 14 h à 21h30

Cette revue est réalisée en grande partie
par des bénévoles. Vous pouvez y participer.
Pour faire connaissance, vous êtes invités
aux expéditions. Celles-ci comprennent
un goûter à 17 h et un repas à 21h00
offerts par Silence.

**Bulletin
d'abonnement page 39**

HALLOWEEN! HALLOWEEN! HALLOWEEN!



VACHE FOLLE: 1 TONNE DE VIANDE CONTAMINÉE
MISE EN VENTE EN OCTOBRE



Incontournable Big Brother ?

Avec le combat anti-McDo, on commence à refuser les éléments-symboles les plus voyants d'une sous-culture mondialisante à l'avantage exclusif des marchands prêts à te refiler n'importe quoi pour un argent facile et rapide.

Comment expliquer qu'on n'ait pas encore rejeté ce douteux breuvage brunâtre qui envahit les moindres recoins de la planète ? Bien sûr, l'instinct grégaire et la facilité du mauvais goût étant très contagieux, on discerne peu. Il est pourtant facile de s'extirper de ces petites habitudes artificielles et de reprendre le pouvoir sur le petit 100 F qui séjourne au fond de nos poches.

Car ce Big Brother n'est fort que des milliards apportés à son moulin par des foules inconscientes ; y compris celle des jeunes qui jubile devant l'uniforme des armées multinationales (Nique and co). Retirons à Big Brother les espèces sonnantes de notre servitude volontaire et il s'écroulera aussitôt dans le néant.

Mais avec les *nouvelles technologies* (ordinateur, télévision-satellite, téléphone portable, Internet), Big Brother semble devenir plus *incontournable* que jamais car on ne peut presque plus ne pas passer par ses systèmes, sous peine d'être largué en chemin, de rester sur le bas-côté, avec les multitudes pauvres du Sud, anachronique, incapable de prendre part au monde contemporain ; cette menace planant même sur les milieux militants.

Mais que nous en coûte de fricoter avec ce Big Brother dans ses aspects les plus performants et insidieusement dictatoriaux ? Solitaire, rivé sur son écran, mais pour des gestes solidaires ? Cela n'empêche pas l'ordinateur d'être l'outil par excellence de la mondialisation marchande. Et si les nouvelles technologies n'étaient que le dernier mirage de l'ère post-industrielle ? Et si, en même temps qu'elles ouvrent une fenêtre sur d'innombrables communications, elles ouvraient grande la porte à toutes les manipulations du décervelage de masse ? Et si la sur-communication, tout en droguant, produisait toujours plus de solitude ? Le contact virtuel ne serait alors qu'une bien mince consolation...

André Larivière ■

Nouvelles

Enfer ou Paradis,

VIRTUALITY

À propos des Nouvelles Technologies de l'Information, sommes-nous à la porte de l'Enfer ou dans l'antichambre du Paradis ? On dit tant de choses des fameuses « Nouvelles Technologies de l'Information » : qu'elles vont transformer le monde, révolutionner notre mode de vie. Certains y voient une bénédiction, d'autres une malédiction. En tout cas, elles ont envahi, ou commencent à envahir nos vies : téléphone portable, Internet, bouquets de chaînes télévisées par câble ou satellite, paiement électronique, vidéo surveillance, systèmes électroniques de repérage de position (GPS), etc. Qu'on le veuille ou non, elles sont omniprésentes. Preuve en est le déluge de publicités dont nous sommes les victimes plus ou moins consentantes.

Grand Frère ?

Par ailleurs, un réseau semble se constituer capable de réaliser l'interconnexion de tous ces univers : satellites, câbles, fibres optiques, ondes radio, etc. Quasiment toute la planète se couvre d'un véritable maillage d'irrigation capillaire destiné à transporter l'information depuis n'importe quel point jusqu'à n'importe quel autre.

Un tel réseau peut devenir un instrument de contrôle dangereux. Même s'il n'est pas mis au service de la terreur répressive d'un gouvernement totalitaire, il peut néanmoins représenter un vrai danger pour les libertés individuelles. Ce danger est suffisamment réel pour que la France ait mis en place une commission chargée de surveiller l'utilisation et l'interconnexion des fichiers informatiques, la «Commission Informatique et Libertés». Mais on connaît les limites d'efficacité de ce genre d'institution, plus encore quand les acteurs et les enjeux sont transnationaux. Quels sont les risques de dérives ? Allons-nous être tous pris aux mailles du filet ? Y aura-t-il moyen de passer au travers ?

Autre danger que peut présenter cette instrumentation : la déresponsabilisation. Ces systèmes peuvent tout gérer, tout décider, inonder d'informations, vraies ou fausses, toute une population qui abandonnant son libre-arbitre, cesse de réfléchir et agit véritablement en «automate». Ainsi le laissait pressentir, il y a déjà quelques années aux USA, une publicité d'une société de pompes funèbres : «Mourrez, nous ferons le reste» !

Ces machines pensent pour nous, nous divertissent, au sens premier du mot : nous détournent de notre véritable personnalité, nous récompensent quand nous allons dans le sens de la norme qu'elles ont définie, nous punissent quand nous n'y allons pas, en bref, nous abrutissent.

Propos excessifs ? En sommes-nous si loin ? Et le monde de demain sera-t-il, grâce ou à cause de ces technologies, Enfer, Paradis, ou Purgatoire ? Difficile de dire leur impact réel à long terme. Mais nous pouvons, sans trop de risque, annoncer l'avènement des cybermondes. En fait, ils pointent déjà leur nez !

Pourtant, le risque qu'un Big Brother nous mette tous sous surveillance n'est sans doute pas le plus imminent. Malgré la puissance des machines et des réseaux, il reste encore d'énormes difficultés techniques et humaines à

surmonter pour tous les apprentis manipulateurs. Les tentatives des «grandes oreilles» anglo-saxonnes dont on a entendu parler ces derniers temps ont bien montré leurs limites, ne serait-ce que dans l'impossibilité de traiter tout ce qui «arrive».

Non, les véritables dangers, pour le moment, sont ailleurs : dans un effet de masse très particulier et dans un véritable risque de «décervelage».

Effet de masse et décervelage

C'est un truisme de dire que ce qui manque le plus à une foule c'est la tête. La dangerosité de la masse est bien connue. Par ailleurs, il n'est que de consulter quelques études déjà anciennes pour comprendre que les situations actuelles plongent leurs racines à quelques décennies d'ici.

David Riesman (1) a montré comment une véritable révolution s'est opérée au XX^e siècle, effaçant les idéaux de la Renaissance, qui voit le mythe de la consommation l'emporter en importance sur celui de la production.

Serge Moscovici (2), de son côté, rassemblant les travaux de Gustave Le Bon, Gabriel de Tarde et Sigmund Freud, entre autres, a posé quelques éléments de réponse sur ce qui fait agir les masses,

ce qui fait un meneur, comment on peut être entraîné par les processus de masse ou, encore, sur quoi repose le culte de la personnalité. Surtout, on y voit comment une «psychologie des foules» s'élabore et les méthodes qu'elle préconise pour le gouvernement des masses, méthodes appliquées un peu partout dans le monde, avec succès.

Enfin, dans un ouvrage récent, Philippe Breton (3) décrit différentes techniques de manipulation qui saturant notre environnement, en prenant des exemples dans les domaines de la politique, de la publicité, de la psychothérapie et de la communication : «Les manipulations de la parole sont aujourd'hui devenues courantes dans les sociétés modernes. La démocratie, qui a placé la parole au centre de la vie publique, paraît menacée par la prolifération des techniques qui visent à nous contraindre, sans que nous nous en rendions compte, à adopter tel comportement ou telle opinion».

En ce sens, les discours affirmant l'inévitabilité de certaines évolutions, comme l'avènement de la société de l'information ou le génie génétique, sont sujets à caution. On ne peut prétendre à la fois être en démocratie et poser le caractère inéluctable du développement de certaines techniques. Est-il recevable que tous les changements importants que va connaître notre société échappent au débat démocratique ? L'évolution de nos sociétés dépendrait-elle de lois météorologiques ou cosmiques ?

La science-fiction verrait-elle plus juste ?

Quiconque regarde l'histoire, tant lointaine que récente, constatera sans peine que les prophètes se sont presque toujours trompés. Idem pour les futurologues patentés, qui en sont les avatars modernes, chargés d'entretenir nos craintes du futur ou de les calmer : il y en a pour tous les goûts. Ils ont beau étayer leurs prédictions avec des statistiques, des schémas, des formules mathématiques, elles n'en sont pas moins presque toujours aussi fausses.

Ce qui se passe dans la tête des gens, voilà ce qui façonne le futur et que ne savent pas prendre en compte les futurologues, trop obnubilés par la technique. C'est ce qui rend leurs travaux si peu intéressants, voire risibles avec le recul. Aussi, est-il plus évocateur de s'adresser à des écrivains de science-fiction pour nous ouvrir quelques portes du futur. Plus sensibles et plus intuitifs, plus libres aussi, car n'ayant pas à fournir les «preuves» de leurs affirmations, ils sont à même d'explorer avec beaucoup plus de justesse ce qui se passe dans la tête des hommes, individuellement et collectivement, et entrevoir certains devenir. Qu'il soit clair qu'il ne s'agit pas de prédictions, mais d'exemples d'évolutions globales possibles, à partir des nouvelles technologies.

Il y a un nombre considérable d'écrits de science-fiction, extrapolant sur des humanités futures, éventuellement extragalactiques. La quantité même et la diversité de ces œuvres excluent que l'on puisse se référer à toutes. D'ailleurs, tout ce qui relève de «l'héroïque fantaisie» ou du «space opera» n'est pas pertinent pour ce qui nous occupe.

En revanche, quatre modèles proposés dans le cadre de cette littérature, fournissent

(1) David Riesman, *La foule solitaire*, Arthaud, 1964.

(2) Serge Moscovici, *L'âge des foules*, Fayard, 1981.

(3) Philippe Breton, *La parole Manipulée*, La Découverte/Poche, 2000.





Technologies et solitude

un éclairage intéressant sur des futurs potentiels. Deux auteurs appartiennent à la génération contemporaine des avancées technico-conceptuelles des décennies 30-40 : Aldous Huxley, pour *Le Meilleur des mondes* (1932), et George Orwell pour 1984 (1949). Les deux autres sont plus proches de nous : Ira Levin, pour *Un bonheur insoutenable* (1970), et William Gibson pour *Neuromancien* (4)(1984).

Même si certains de ces auteurs semblent avoir placé leur histoire dans un avenir lointain, ce qui nous intéresse c'est la «gestion sociale» des humains qui y est pratiquée et qui n'est pas si invraisemblable pour notre époque. C'est en ce sens qu'on peut qualifier ces quatre utopies de «réalistes», car elles se fondent sur des extrapolations technologiques du présent et non sur des innovations inconcevables aujourd'hui, comme les voyages à travers l'hyperspace, par exemple.

Il n'est pas question ici d'entrer dans le détail. Simplement, à considérer ces modèles, on y voit, certes, des différences :

Le meilleur des mondes est contrôlé par la génétique et l'hypnopédie. Le déviant est «gentiment» neutralisé, envoyé vivre en exil dans des îles spécialement affectées.

L'Océania de 1984 est contrôlée par la manipulation de la langue, la falsification systématique de l'information et de l'histoire, l'espionnage généralisée, et la terreur. Le déviant est physiquement éliminé, après qu'un lavage de cerveau l'a fait revenir avec enthousiasme à l'idéologie idolâtre de Big Brother.

Dans le troisième modèle, le contrôle social est assuré par une étroite synergie de la technologie informatique et de la régulation médicamenteuse de l'humeur. Il est normal de signaler la déviance de quelqu'un. C'est un service à lui rendre puisqu'il n'est pas coupable, juste malade. Après traitement, il réintègre le long fleuve tranquille de la vie. Ce bonheur n'est insoutenable que pour les quelques extrémistes qui vont s'éliminer d'eux-mêmes en allant vivre dans des «réserves» qu'ils constituent, réserves dont

l'existence est radicalement déniée par le système qui contrôle tout, même, d'ailleurs, l'immigration des déviants qu'il neutralise de cette façon !

Mais, dans ces trois mondes, chacun doit être exactement à sa place. Rien ne doit dépasser. Tout déviant doit disparaître. La stabilité sociale est à la fois la fin et le moyen. On ne voit pointer aucun autre dessein. La violence, qu'elle soit conditionnement, terreur ou camisole chimique, reste l'instrument central de la régulation de ces sociétés sans avenir et sans but, sinon, comme le dit Orwell : «le choix pour l'humanité se situe entre la liberté et le bonheur, et pour l'immense majorité le bonheur est préférable».

Informatique et biologie

Ces sociétés «au carré», sous leurs différentes formes, se caractérisent par l'impossible accès aux responsables, l'absence même de responsables identifiables, la suppression des libertés, la négation, le mépris de l'individu. Il n'y a plus aucune place pour une pensée individuelle originale. Bref, les fonctions supérieures du cerveau sont devenues inutiles ! Les dirigeants eux-mêmes n'ont pas d'existence personnelle.

Dans le «neuromancien», la maîtrise biologique et informatique est poussée à un point tel, qu'on peut se trouver directement «branché» sur la «matrice» et être entièrement immergé dans un monde virtuel indiscernable de la réalité.

À noter, en effet, que ces sociétés fonctionnent sur seulement deux avancées technoscientifiques : l'informatique et la biologie, les deux domaines les plus actifs et fonctionnant en synergie dans notre propre société actuelle.

Malgré ces convergences, ces quatre modèles ne sont évidemment pas à prendre au pied de la lettre. Certains éléments de ces futurs possibles sont déjà actualisés, d'autres le seront sans doute bientôt, et d'autres encore ne le seront probablement jamais. On pourrait débattre longtemps sur la probabilité d'actualisation de tel ou tel élément, ou sur les décisions politiques à prendre pour influencer sur le cours du futur, ou encore sur la dialectique bonheur/liberté... Il n'est pas sûr que l'on en tirerait quelque chose d'utile, car dans ce genre d'exercice, on peut justifier tout et son contraire !

En revanche, un point mérite d'être relevé. Au-delà des divergences et même des contradictions entre ces modèles, au-delà de convergences politico-sociales dont on ne saurait dire si elles sont fondamentales, surgit inopinément une constante qui semble devoir plus à la «nature humaine» qu'à des choix politiques ou technologiques : le décervelage de masse.

Chacun sait qu'une foule a une intelligence inversement proportionnelle au nombre d'éléments qui la constituent. Jusqu'à il y a peu, le mécanisme de décervelage de masse ne pouvait opérer que dans des circonstances très précises : un grand nombre de gens physiquement rassemblés, en un même temps et un même lieu, pour suivre un événement chargé d'affectivité. Par exemple : discours d'un leader charismatique, jeux du cirque, exécutions publiques ou encore rencontres sportives.



(4) Gibson W., *Neuromancien*, J'ai lu 2325, Paris, 1988.

Ce que permettent les nouvelles technologies, c'est, par le biais de machines, la création de «foules virtuelles» dont les membres sont séparés spatialement, voire temporellement. Ils ne savent donc même pas qu'ils sont constitués en foules, ce qui n'empêche nullement les mécanismes de décervelage de masse de fonctionner.

Autrement dit, le vrai danger qui se profile derrière toutes ces nouvelles technologies est plus sournois et plus pervers que les dangers les plus apparents. Ce décervelage, synonyme de perte de la capacité personnelle de jugement, de la capacité d'accomplir des actes individuels, «dératoires» peut-être mais significatifs, mène au bout du compte à l'instauration d'une société triste et figée, sans avenir, sans créativité, sans passion et donc sans beauté, bref un bonheur insoutenable dans le meilleur des mondes.

Décervelage et maîtrise sociale

Dans les romans évoqués plus haut, toutes sortes de mécanismes de décervelage sont à l'œuvre pour contraindre les gens dans une normalité nivelée par le bas : les drogues, l'eugénisme, le lavage de cerveau par torture physique et psychologique, les rituels collectifs, l'hypnotisme, la perte des repères... Il est important de noter que ces mécanismes de décervelage ne sont pas des inventions d'écrivains. Ils sont à l'œuvre dans toutes les sociétés humaines, sous diverses formes plus ou moins dissimulées et selon des proportions variables.

Est-ce à dire que l'homme est, par nature, inapte à vivre en société sans une forte limitation de ses capacités individuelles ? Ou bien n'est-ce pas plutôt la peur qui le conduit à vouloir se perdre dans la chaleur accueillante de la foule et se laisser diriger sans se poser de questions ?

Quoiqu'il en soit, force est de constater, d'une part, la mise en œuvre de ces mécanismes partout sur la planète et, d'autre part, le rôle amplificateur que jouent les nouvelles technologies. Quand on sait que certains événements sportifs comme les jeux olympiques suscitent des émotions chez des milliards d'êtres humains grâce à la télévision, ou que la marque Coca-Cola est connue de 90 % de la population mondiale, faut-il y voir des manifestations de ce que l'homme a de meilleur ? Quant à certains aspects de la «mondialisation» actuelle, ne rappellent-ils pas l'uniformisation décrite dans nos utopies littéraires ?

Les occasions de polémiquer ne manquent pas. Aussi nous bornerons-nous à trois aspects du décervelage où les nouvelles technologies de l'information jouent, dès à présent, un indépassable rôle amplificateur : la régression mentale par la pseudo communication, l'hypnotisme de l'information, et la perte des repères dans les cybermondes.

La communication n'est pas la communication

Les techniques de communication, liées à des transformations de nos univers de signification, ont toujours été très discutées. Investies symboliquement, suscitant adhésions enthousiastes et rejets violents, elles sont un objet de débats sur leur rôle dans la société. Rappelons le rejet de l'écrit par Socrate, considérant qu'écrire un savoir correspondait à une perte fondamentale, qu'un savoir écrit devenait une «illusion de savoir». Seul le débat dialectique oral était le bon instrument de maïeutique.



Chaque évolution dans le domaine des techniques de la communication entraîne un acquis (un progrès ?) et une perte. Communiquer à distance est un acquis qui prive du contact charnel. Communiquer à très longue distance prive même de l'instantanéité de l'échange, 1 seconde de la Terre à la Lune. En gros tout se paie. Ce qui est gagné ici est perdu là, un peu comme ces équations dont la résolution doit toujours être égale à zéro.

L'ambivalence à l'endroit des innovations technologiques n'est donc pas récente. On trouve toujours cette double attitude qui y voit, pour les uns une bénédiction, pour les autres une malédiction.

Certaines formulations s'y prêtent. Prenons le «village planétaire» de Mc Luhan. Association incongrue, oxymore. Existe-t-il formulation plus contradictoire ? L'intimité, voire la chaleur de la proximité villageoise, et l'universalité du planétaire. Quelle promesse ! Les autoroutes de l'information réaliseront-elles cette «révolution» ? Ou, ne serait pas plutôt un des avatars possibles de l'effet «foules virtuelles» ?

À l'inverse, des voix vont s'élever, en Cassandra, marquant d'un signe négatif les

transformations sociales véhiculées par ces nouvelles technologies

De tous les mass médias, c'est généralement la télévision qui prend, pour le moment, le plus de place. Les attaques sont fréquentes et banales, à peu près toujours de même nature, avec l'argumentation contraire. Bref, lieu de polémique, sans qu'on n'arrive jamais à attester, encore moins à prouver, quoi que ce soit.

La télé rend bête, la télé abrutit. La télé élève le niveau moyen de culture. La télé aliène, la télé libère. La télé informe, la télé désinforme. On peut y voir la tentative ou le risque d'élever le niveau le plus bas et de rabaisser le haut niveau. Avènement d'une classe moyenne pléthorique, homogène, consommatrice où, encore une fois, rien ne dépasse plus, ni les pieds ni la tête. Ne reste plus qu'un tronc, une humanité tronc, un ventre, voire un bas-ventre.

Cela ne peut que convenir au marché libéral mondial. Même la course aux gadgets de la communication, qui se présentent pourtant comme des instruments de liberté, semble indiquer un aplatissement généralisé des comportements.

Certes, il y aura toujours des «non-conformes». Combien ? Seront-ils tolérés encore longtemps ? Sinon, qu'en sera-t-il fait ?

Bien sûr, la médiatisation de la communication conduit à une multiplication des échanges, des communications (téléphone mobile, e-mail...), par lesquels l'individu tente de se relier au monde. Mais on assiste parallèlement à un appauvrissement des contenus, tant dans leur variété que dans leur signification.

Plusieurs autres facteurs interviennent dans ce phénomène, notamment :

- un appauvrissement du langage courant, et donc de la capacité à conceptualiser et à penser librement ; exemple : le langage des banlieues qui, par certains côtés, fait penser au «novlang» d'Orwell (5).
- une perte de la capacité à se concentrer longtemps : la culture «zapping», qu'on observe de plus en plus chez les enfants, s'étend, en fait, à presque toutes les couches de la population.

En fin de compte, sous prétexte de vouloir plus communiquer, jusqu'au monde entier, on en arrive à une société faite d'individus isolés qui ne communiquent plus ! En d'autres termes, toutes ces communications ne nourrissent pas. Elles occupent, certes, mais ne soulagent en rien le sentiment de solitude que la plupart éprouvent.

Communiquer, c'est beaucoup plus qu'échanger des mots, dont on sait l'ambivalence, ou même des images, dont on prétend que chacune vaut 10 000 mots.

Les vrais besoins de communication n'étant pas satisfaits, il se crée un état de manque qui pousse à une boulimie de communications — comme le montre l'explosion du téléphone portable — lesquelles ne nour-

(5) Le parler des banlieues, Science-et-Vie, septembre 1999.



Tech nologies et solitude

risissent toujours pas, et ainsi de suite. Se met donc en place un cercle vicieux qui provoque une surconsommation de communications révélatrice d'une solitude toujours plus grande. En d'autres termes, plus on croit se nourrir à l'aide de ces pseudo communications, plus on se vide de sa substance. Un peu comme un assoiffé dont le corps réclame de l'eau, mais qui n'aurait comme seule boisson que de l'alcool.

Si nous nous laissons prendre au discours dominant selon lequel nous nous relierions au monde exclusivement à travers nos sens physiques, alors nous sommes en grand danger de régression. C'est une réduction de l'homme à la seule dimension de machine, avec pour résultat, forcément, une mise en boîte de nos cervelles, métaphore pour indiquer que l'on pourrait faire vivre quelqu'un entièrement dans un univers virtuel, et lui faire croire à n'importe quelle réalité. Qu'est-ce que la réalité, alors ? Plus aucune interaction avec le monde physique «réel» lui-même, mais uniquement des sensations physiques engendrées artificiellement par des machines ? C'est ce que l'on voit dans le film *Matrix*, dont le succès témoigne de la dangereuse familiarisation avec cette idée, au moins chez les plus jeunes. Mais bien avant d'en arriver là, l'homme sera devenu une enveloppe tellement vide qu'il emploiera le peu de lucidité qui lui restera à achever de se décerveler tant la vacuité de son existence lui semblera insupportable.

D'où l'importance que chacun retrouve l'envie de la communication authentique, chargée de sens et sans arrière-goût amer, une communication totale qui intègre tous les sens physiques ainsi que les dimensions non-physiques, même si on n'a pas forcément conscience de cet enchevêtrement, même si cela peut être douloureux dans un premier temps puisque cela exige de surmonter ses peurs pour briser des murailles que l'ego a dressées.

L'information n'est pas l'information : hypnotisme

Il existe d'innombrables définitions de l'information. Les spécialistes débattent depuis longtemps sur la question de savoir s'il faut prendre en compte la signification ou pas, et si oui, comment. Sans rentrer dans les détails, chacun sent bien que le mot «information» ne désigne pas tout à fait la même chose selon que

l'on parle des 'autoroutes de l'information', des 'informations du journal', ou de 'l'information codée dans l'ADN'.

L'idée essentielle est donc qu'une information n'existe qu'en rapport avec une intention. Si vous n'avez pas d'intention, alors les signaux que vous envoie le monde ne sont pas de l'information, juste du bruit. Si vous n'avez pas d'argent investi à la bourse et n'avez aucune intention d'en investir, à quoi vous sert de suivre les évolutions quotidiennes du CAC 40 ?

Une importante conséquence est qu'il n'existe pas d'information objective puisque, nécessairement, dans la construction d'une information, intervient le filtre de nos présupposés. Sans nous en rendre compte, nous opérons un filtrage dans l'océan de données, ne

Dire que nous sommes dans une société de l'information est une affirmation illusoire. Il serait plus juste de dire que nous sommes dans une société du bruit ! Le problème n'est plus, comme par le passé, de récupérer péniblement quelques maigres informations utiles dans un minuscule ruisseau de données ; il est, au contraire, d'aller pêcher dans un véritable océan et de trier... trier sévèrement. Sans compter que les divers canaux de l'information sont tout autant pollués que l'air des grandes villes. Ce n'est pas à la portée (ni technique, ni intellectuelle) de tous, loin de là. Concrètement, presque tout ce que nous recevons est du bruit, qui absorbe une part importante de notre énergie, pour finir au bout de compte... à la poubelle ! La meilleure image



retenant que ce qui va dans le sens de nos croyances et de nos intentions, et rejetons le reste dans l'inexistence. Le problème est que ce mécanisme a de plus en plus de mal à fonctionner correctement étant données les proportions gigantesques que prend cet océan. Citons quelques chiffres pour fixer les idées :

- un seul exemplaire d'un quotidien comme *Le Monde* ou le *New York Times* contient plus d'informations (le mot «données» serait plus exact) que n'en pouvait acquérir durant toute son existence une personne vivant au XVII^e siècle ;
- on estime qu'en 30 ans plus d'informations ont été produites qu'au cours des 5000 précédentes années ;
- dans le seul domaine de l'information technique, certainement plus pertinente que la vie des princesses, plus de 20 millions de mots sont imprimés chaque jour sur divers supports ; une personne capable de lire 1000 mots à la minute, 8 heures par jour, ne parviendrait dans toute sa vie active à ne lire que la production d'une année ;
- chacun de nous est soumis quotidiennement à un bombardement équivalent à 3 millions de mots, soit un livre de plus de 5000 pages !

est celle des prospectus qui encombrant nos boîtes à lettres. Mais, combien d'équivalents prospectus dans tout ce qui est écrit dans les journaux, ce qui est dit à la radio ou à la télévision, et même au téléphone, sans parler de ce qui «flotte» sur le Web.

Pour vous convaincre que nous sommes bombardés de bruit et non d'information, voici une petite expérience simple à réaliser. Reprenez une semaine ou un mois après des informations dont vous vous êtes nourris et que vous avez pris soin de conserver pour les besoins de l'expérience : un journal acheté, une émission TV magnétoscopée, des pages Internet imprimées, etc. Demandez-vous alors ce qui, dans tout cela, vous a vraiment servi. Demandez-vous surtout en quoi votre vie serait différente aujourd'hui si vous n'aviez pas eu toutes ces informations. Le résultat est édifiant. Et, à quelques distances encore de là, que reste-t-il de vrai dans les commentaires et les prédictions ? La pérennité des pouvoirs repose sur cette étrange faculté d'oubli du «bon peuple».



DR

Rien dans le passé de l'homme n'a préparé son cerveau à fonctionner à un tel surrégime. Résultat : il se noie dans cet océan de données et ne comprend plus rien. Plus précisément, il est comme hypnotisé. Habitué à la rareté, il se trouve soudain confronté à l'abondance. Alors, ne sachant trop que faire face à cette situation nouvelle dont il n'a d'ailleurs guère conscience, se déclenchent automatiquement ses vieux réflexes de prédation : il prend, il prend, et prend encore, sans jamais s'arrêter puisque la source est intarissable.

Et c'est ainsi qu'on ne peut plus vivre sans savoir le temps qu'il fait là où on n'habite pas, sans savoir le dessous des films que l'on n'ira pas voir, sans savoir les derniers soubresauts dans des pays que l'on n'est même pas capable de situer sur une carte, sans savoir les dernières paroles proférées par des hommes politiques dont on sait pourtant que leurs discours sont souvent trompeurs.

Ce phénomène est évidemment amplifié par les médias qui, dans leur course à l'audience pour le profit, font une surenchère de "bruit".

Bref, nous ne sommes plus du tout dans l'information, nous sommes dans du spectacle qui se fait passer pour de l'information. La guerre devient spectacle, les hommes politiques font du spectacle, les stars font le spectacle de leurs spectacles. Tout le monde est hypnotisé par ce déluge de paroles et d'images. D'une certaine manière, nous sommes déjà en pleine réalité virtuelle.

On pourrait croire qu'un outil comme Internet va sortir l'utilisateur de sa passivité, et donc redonner à l'information sa valeur. C'est d'ailleurs un des arguments vendeur d'Internet, l'interactivité, plus d'un milliard de pages sur tous les sujets possibles et imaginables à portée d'un clic de souris.

En fait ce n'est pas si simple. La recherche dans cette immensité est beaucoup plus com-

plexe qu'on ne le dit et la plupart s'y perdent et s'abandonnent aux grandes voies pré-balisées par les marchands d'illusions. En sortir exige de réels efforts. En premier lieu, il faut savoir très précisément de quoi l'on a besoin, autrement dit revenir à la base de ce qui fait l'information, à savoir nos intentions. Sinon on se retrouve à nouveau hypnotisé par un déluge de mots et d'images. On zappe d'un site à un autre, on butine un mot ici, un mot là, et, des heures plus tard, on y est encore sans avoir rien retenu.

Ensuite, il faut apprendre à naviguer sur Internet, connaître les arcanes des annuaires, des moteurs de recherche, et d'autres subtilités qui demandent du temps et de la réflexion. Enfin, il faut un esprit critique très aiguisé pour être à même de savoir si une information a de la valeur ou si elle est trompeuse. Car sur Internet, n'importe qui peut dire n'importe quoi.

En fait, la véritable navigation personnalisée sur le Web reste l'apanage d'une minorité.

La perte des repères dans les cybermondes

À travers nos sens, ce n'est pas le monde tel qu'il est que nous voyons. Nous nous en construisons en fait une image représentative. Et nos sens, à cause de leurs limitations, peuvent être facilement abusés. Ainsi du fameux tableau de Magritte où l'on voit une pipe dessinée, accompagnée de cette inscription : « ceci n'est pas une pipe ». Effectivement, on ne peut pas y mettre de tabac et encore moins la fumer ! N'empêche, tout le monde s'écrit en voyant le tableau : « c'est une pipe ! ».

Nous sommes donc déjà en pleine « réalité virtuelle ». Celle-ci peut être définie, en effet, comme la génération artificielle de stimuli à partir desquels nous reconstruisons une repré-

sentation signifiante du monde. Bien sûr, chacun voit bien qu'une image-télé est loin de ressembler au monde lui-même, mais chacun se laisse abuser : « ceci est une pipe ».

L'un des buts des nouvelles technologies est de rendre la réalité virtuelle plus réaliste, non pas au sens où elle représente mieux le monde mais au sens où elle abuse mieux nos sens. L'objectif final de ces techniques est l'immersion totale du participant, de sorte qu'il se sente entièrement présent dans le monde virtuel, avec la faculté de s'orienter, de se mouvoir, d'entendre des sons en provenance de toutes les directions, de manipuler des objets, etc.

Dans une telle réalité virtuelle immersive, le participant ne se contente pas de contempler un monde depuis l'extérieur, comme lorsqu'on regarde un écran de télévision ou d'ordinateur. Il vit cette réalité de l'intérieur. C'est cette immersion totale, ainsi que le réalisme élevé permis par la numérisation et la puissance de calcul des ordinateurs modernes qui, au niveau des sensations, rendent monde réel et mondes virtuels de plus en plus difficiles à discerner.

Notons encore que même si on ne sait pas reproduire les sensations olfactives et gustatives, cela n'empêche pas d'avoir le sentiment d'une immersion totale. D'une part, on peut remarquer que la plupart de nos rêves paraissent très réels bien que ne comportant que des sensations visuelles et auditives. D'autre part, des recherches ont montré que les sens accaparent notre attention selon les proportions suivantes : vue : 70 % ; ouïe : 20 % ; odorat : 5 % ; toucher : 4 % ; goût : 1 %.

L'immersion dans une réalité virtuelle paraît d'autant plus « réaliste » que le participant n'est pas un observateur passif mais qu'il a aussi la possibilité d'interagir avec ce monde, d'avoir prise sur lui. Il doit donc pouvoir se mouvoir et manipuler des objets. Bien sûr, de telles possibilités existent déjà dans les jeux vidéos. Mais manœuvrer une souris, un joystick ou taper sur les touches du clavier ne sont en rien comparables au fait de marcher ou de prendre un objet avec la main. C'est pourquoi l'immersion dans les mondes virtuels passe par le port de combinaisons spéciales. Grâce à cela, il est possible de manipuler des objets virtuels, c'est-à-dire qui n'existent qu'en tant que représentations abstraites dans un ordinateur et pas physiquement, tout en ayant les sensations de leur poids, de leur température ou de leur consistance.

Tous ces appareils sont encore très imparfaits. Malgré des progrès prévisibles, il n'est pas sûr que cette voie permette d'aller beaucoup plus loin dans le réalisme immersif. D'où l'intérêt d'une approche radicalement différente consistant à brancher directement l'ordinateur sur le cerveau pour recréer toutes les sensations que l'on désire. Même si l'on est encore loin des interfaces cérébrales du *Neuromancien*, un grand nombre de recherches en cours incitent à penser que l'objectif n'est pas inaccessible.



Technologies et solitude

Les mondes virtuels dans lesquels il est possible de s'immerger sont d'une richesse infinie, que l'on peut toutefois classer en deux grandes catégories : les mondes de réalités ordinaires, et les mondes de réalités non ordinaires.

Dans les premiers, tout semble familier, de la forme des objets aux mouvements que l'on effectue. On est proche de la simulation et de la reconstitution. Par exemple, il est possible de visiter des maisons avant qu'elles soient construites, ou même des bâtiments détruits, reconstitués virtuellement, comme l'église de l'abbaye de Cluny.

Dans les mondes de réalités non ordinaires, tout ce qui constitue nos repères habituels dans la réalité physique, et qui d'une certaine manière nous limite, est susceptible d'être remis en cause : l'espace peut se déformer, devenir fractal, le temps peut se dilater ou se contracter jusqu'à donner l'illusion de déplacements instantanés, des objets apparemment solides peuvent être traversés et avoir une consistance liquide ou gazeuse, les mouvements peuvent être régis par d'autres lois que le principe d'inertie et la force de gravité, etc. Bref, on rentre dans des univers façonnés de toutes pièces comme des œuvres d'art, des uni-

vers magiques en quelque sorte.

Le vrai danger des réalités virtuelles est donc la perte des repères, soit que la vraie vie devient indiscernable de l'expérience virtuelle, soit qu'on ne sait plus quels rapports existent entre les deux. Evidemment, ce danger est d'autant plus grand qu'il y a des interactions entre cybermondes et monde réel.

Qu'il soit clair que lorsque nous énonçons cela, nous ne pensons pas seulement à des dangers futurs représentés par des technologies immersives encore embryonnaires mais à des dangers déjà présents. Et, les progrès techniques sont tels que d'ici quelques années, des gens ou des machines pourront parler directement dans notre tête sans qu'on sache trop faire la différence, des machines réagiront à des commandes mentales comme si elles étaient des prolongements de nos membres.

Il est à craindre que ces dangereuses perspectives n'entravent en aucune façon le développement des cybermondes, pas plus d'ailleurs que les catastrophes qui ne vont pas manquer de se produire dans leur sillage. C'est que leur attrait est puissant.

Il faut reconnaître que le contact avec ces mondes simplifiés apporte souvent des satisfactions plus faciles et gratifiantes qu'avec le monde réel : nous pouvons explorer des contrées inhospitalières sans souffrir de fatigue, ni de soif, ni des piqûres d'insectes. Nous pouvons affronter des ennemis sans avoir à faire preuve de courage, commettre des erreurs sans en subir les conséquences, dire à quelqu'un qu'on l'aime sans avoir à ouvrir son cœur... Et les règles du jeu sont simples. Dans ces mondes simplifiés, il est infiniment plus facile

de se croire en position de les maîtriser. L'ego s'en trouve valorisé, d'autant qu'il a moins à supporter le regard des autres. Il ne peut donc que craindre la reprise de contact avec le monde réel, une réalité complexe, elle, très difficile à maîtriser, et qui nous renvoie continuellement à la figure nos peurs, nos faiblesses, nos lâchetés. Ces mondes, alors, peuvent devenir comme une drogue, plus on en prend moins on se sent apte à affronter la réalité, donc plus on est tenté d'en reprendre.

Consommation, consommation

La réduction de l'homme à sa seule dimension de consommateur ne peut se faire qu'à condition qu'il n'ait pas trop conscience d'être le dindon de la farce. Sinon, ou bien il sort du système, ou bien il s'oppose, tant la futilité d'une telle existence est insupportable. D'où la nécessité du décervelage pour rendre l'existence un tant soit peu acceptable : de l'information qui n'en est pas donne l'illusion que tout cela a un sens, de la communication qui n'en est pas donne l'illusion qu'on existe et qu'on n'est pas seul, des mises en scène du monde donnent l'illusion d'être dans le monde et de le maîtriser.

Remarquons qu'au XIX^e siècle la réduction de l'homme à la fonction de producteur a elle aussi nécessité un décervelage de masse. Un exemple frappant est le travail dans les mines. De tout temps et dans presque tous les pays du monde, travailler dans les mines était une punition réservée aux bandits et aux criminels. Voilà donc un travail pénible, dangereux, où l'on meurt jeune, et jugé par tous comme un des pires qui soient. Par un renversement inattendu des valeurs, travailler dans les mines est devenu une fierté ! C'est au point que chaque fermeture de puits déclenche des torrents de larmes et de regrets ! Le même phénomène s'observe dans maintes autres professions. La manipulation est tellement grosse que seules des doses massives d'alcool et autres dérivatifs ont permis de l'oblitérer !

Sans le décervelage, ce n'est pas seulement l'organisation globale de notre société qui serait remise en cause. C'est aussi ce qui, en amont, fait que cette société est ce qu'elle est, les croyances que les individus entretiennent sur eux-mêmes et sur le monde. Des croyances de peur que la plupart n'osent pas affronter, pas même voir même si, au-delà d'elles, se trouvent des espoirs de liberté. Répétons ce que Orwell disait à ce propos : «le choix pour l'humanité se situe entre la liberté et le bonheur, et pour l'immense majorité le bonheur est préférable», étant entendu que «bonheur» se réduit ici à «sécurité». Il ne s'agit pas d'un dogme de parti totalitaire. C'est un fait avéré lorsque les croyances des hommes sont trop nourries de peurs. Peu sont donc prêts à sacrifier la sécurité de leurs habitudes, même si elles sont très inconfortables, pour aller à la rencontre d'eux-mêmes et surmonter ce qui les entrave. Reste à



trouver le moyen de survivre à cet inconfort, et surtout à ne pas avoir à faire face à sa propre lâcheté. D'où le décervelage, qu'il prenne la forme d'adhésion irréfléchie à des dogmes, d'un assoupissement de la conscience en évitant de la confronter à rien de dérangeant, d'un abrutissement par des agitations frénétiques, de rêves que des fortunes gagnées au loto pourront guérir notre mal être et améliorer nos relations avec les autres, ou tout bonnement d'une annihilation par des drogues diverses. La forme importe peu. Seuls comptent le résultat et le fait qu'un bout de nous sait avoir choisi cette voie du décervelage.

Appel aux nouveaux barbares

Même s'il est difficile d'échapper à tout cela, nous avons la chance de vivre dans une société qui présente suffisamment d'interstices, tant géographiques que sociaux, où l'on peut s'insinuer pour n'avoir pas le sentiment d'être réduit à une moelle épinière. Mais attention tout de même, cela exige un peu de subtilité si l'on ne veut pas être rattrapé par une 'police de la pensée' insidieuse.

Une forte tentation existe souvent de vouloir changer radicalement sa façon de vivre, sortir du système et retrouver une vie primitive, jouer à «l'africain», à «l'indien», au «gitan», au punk ou au hippie. Mais, nous ne sommes plus dans les plaines du far-west d'il y a deux siècles, ni en Afrique, et il y a des frontières partout. Dans nos pays, tout est administrativement réglé : «vous ne pouvez pas dormir ici, vous ne pouvez pas faire de feu là, vous ne pouvez pas ramasser ces plantes, vous n'avez pas le droit de vous soigner comme vous le voulez, pour passer ici montrez-moi vos papiers...». On est vite rattrapé par le système, et la nouvelle vie devient aussi insupportable que l'ancienne.

L'autre branche de l'alternative, plus efficace, consiste à accepter de vivre dans cette société telle qu'elle est mais à se comporter vis-à-vis d'elle en «barbare». «Barbare» signifiant ici saboteur d'idées reçues et aussi créateurs d'autres futurs possibles. Exemple de barbares des temps modernes : les hackers qui interviennent sur les systèmes informatiques, animés du désir de comprendre et d'améliorer les choses, que les médias ont tendance à confondre avec les crackers qui, eux, sont de vrais criminels. Autre exemple : les militants écologistes ou les militants anti-mondialisation. Qu'il soit clair que cette barbarie-là n'est pas porteuse de brutalité et d'inculture, encore moins de terrorisme mais, au contraire, d'innovation et de vitalité.

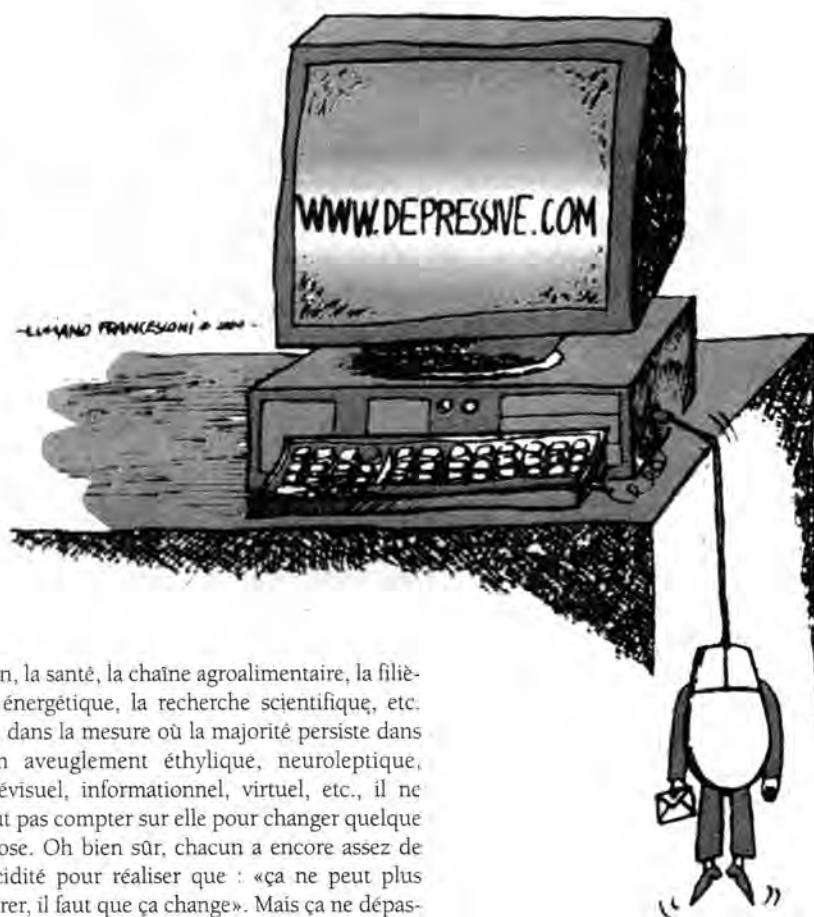
Sous l'apparence d'une extraordinaire dynamique, qui n'est en fait qu'une vaste agitation suscitée par des technologies nouvelles, nos sociétés sont complètement sclérosées. On le voit à l'impossibilité de réformer en profondeur quoi que ce soit d'essentiel, où pourtant les dysfonctionnements sont patents : l'éduca-

tion, la santé, la chaîne agroalimentaire, la filière énergétique, la recherche scientifique, etc. Et, dans la mesure où la majorité persiste dans son aveuglement éthylique, neuroleptique, télévisuel, informationnel, virtuel, etc., il ne faut pas compter sur elle pour changer quelque chose. Oh bien sûr, chacun a encore assez de lucidité pour réaliser que : «ça ne peut plus durer, il faut que ça change». Mais ça ne dépasse pratiquement jamais le stade de l'incantation rituelle collective dans un bar autour d'un café ou d'une bière : paroles de comptoir.

Nos sociétés ont donc plus que jamais besoin de nouveaux barbares pour les secouer et les sortir de leur léthargie.

Un monde sans tête

Que cache donc ces cybermondes ? La cybernétique a justement montré que des systèmes complexes peuvent se réguler eux-mêmes. Ce monde semble donc marcher tout seul, sans tête ! Même ceux qui se croient aux commandes parce qu'ils gouvernent des nations puissantes, qu'ils gèrent des milliards de dollars ou qu'ils font la pluie et le beau temps dans des «world companies», n'ont pas plus de lucidité sur les tenants et les aboutissants de leurs actes que les consommateurs qui portent sur leur T-shirt le logo de leur compagnie, de leur équipe ou de leur parti ! Ils amassent certes des fortunes, jonglent avec des milliards, prennent des décisions qui touchent des milliers voire des millions de personnes, mais ils passent à côté de la vie, à côté de l'amour de leurs proches, à côté de leur corps qui finit souvent par les trahir douloureusement, à côté de la beauté du monde. Du plus haut au plus bas de l'échelle, le décervelage fait son œuvre. On a attribué à Einstein cette remarque alors qu'il regardait défiler des militaires : «Pourquoi ont-ils un cerveau, la moelle épinière leur suffirait». Pour le paraphraser, on pourrait dire : «Pourquoi auraient-ils un cerveau puisqu'un servomécanisme leur suffirait ?». La boucle est bouclée, c'est le triomphe des



hommes machines, en attendant la prise de pouvoir des machines elles-mêmes !

Dans les utopies citées plus haut, on voit des dirigeants qui finissent par croire à leur action et peuvent être, eux-mêmes, sacrifiés sur l'autel du «parti», d'une idéologie ou équivalent dont la volonté est tout aussi insondable que celle de Dieu. Dans notre société actuelle, les PDG et autres dirigeants y croient de la même façon et peuvent tout aussi bien en crever sur l'autel du marché dont la volonté est tout aussi insondable.

À y regarder de plus près, rien ne gouverne rien. La dynamique du système échappe à tout contrôle. Le marché du libéralisme ne mène à rien, sinon à un système qui se mord la queue : le peuple fait le marché, donc le peuple est le marché qui exploite le peuple. Qui manipule qui ? Personne et tout le monde. Le marché, c'est la victime qui est le bourreau. La masse impose le mode de fonctionnement qui exploite la masse. Et même les profiteurs sont victimes de cette course au profit, car s'ils n'avaient pas perdu leur cerveau, ils mèneraient une vie moins bête.

Est-ce irrémédiable ou peut-on retrouver sa tête ?

Le monde dans lequel nous vivons est le reflet de ce que nous sommes. Et s'il ressemble à une gigantesque poubelle, c'est que nos têtes elles-mêmes sont pleines de débris nauséabonds, sous forme de pensées de haine, de colère, de peur, de souffrance...

Et au lieu de nous lamenter, que ce soit une occasion de prendre conscience de



Technologies et solitude

l'homme ou de la femme que nous sommes et que nous souhaitons être.

À défaut d'être un nouveau barbare réussi, on peut être un simple quidam qui n'a pas envie de perdre son cerveau, qui souhaite trier parmi tous ces dithyrambes autour des prétendues merveilles des nouvelles technologies.

Quant aux technologies de l'information, elles se présentent à un moment opportun pour fournir à l'humanité l'occasion de dépasser certaines limites, déployer de nouveaux talents. Bien sûr, beaucoup ne comprendront rien et ne verront qu'un prétexte à gagner plus d'argent et manipuler les foules, certains même succomberont à la tentation "Big Brother", et d'autres passeront complètement à côté. Mais quelques uns sauront saisir l'opportunité qui leur est offerte de grandir, et aideront ainsi l'humanité à grandir avec eux.



Et le dérisoire comme acte fondateur

Il semble difficile de limiter l'essor de ces technologies tant est grande la fascination qu'elles exercent et les enjeux qu'elles représentent. Un «principe de précaution» semble inapplicable pour faire face à l'imprévisibilité de leurs effets à long terme.

Ce qui est possible, en revanche, c'est de donner à chacun les moyens de juger par lui-même. Car la bonne position consiste à être ni paranoïaque ni enthousiaste écérvélé ! Qu'attendre de ces grands systèmes de communication ? L'Internet est-il vraiment la bonne configuration technique ? Ne risque-t-il pas d'apparaître un autre système dont la fonctionnalité s'avérera plus adaptée à une utilisation globale ? Peut-être toutes ces technologies vont-elles finir en un flop gigantesque, peut-être n'auront-elles que des conséquences bénéfiques, peut-être vont-elles nous entraîner dans

des mondes infernaux... Nul ne le sait. Chacun, pourtant, doit connaître les enjeux : connaître les dessous de ces technologies pour les utiliser à bon escient, connaître les effets pervers qui peuvent en résulter pour les reconnaître quand ils apparaissent et ne plus cautionner alors le système. Par exemple, on pourra décider en toute conscience de reprendre sa santé en main, de ne plus l'abandonner entre celles de docteurs Frankenstein. On pourra encore décider de jeter télévision et téléphone portable à la poubelle.

Cela peut sembler dérisoire. Gandhi disait : *«Tout ce que tu feras sera dérisoire, mais il est essentiel que tu le fasses»*. C'est parce que bien des gens ont accompli des actes «dérisoires» que les droits de l'homme ont vu le jour, que l'on dispose d'informations sur les dangers du nucléaire et de l'agriculture moderne, ou encore que l'on peut télécharger gratuitement des logiciels de cryptage comme PGP (pretty good privacy).

Accomplir un acte «dérisoire» avec la pleine conscience de ses effets sur soi, sur la collectivité, sur la planète entière, sur l'avenir, c'est le charger de sens et de puissance. Bien sûr, face aux débordements des nouvelles technologies et des grandes compagnies qui les propulsent sur le devant de la scène, on peut se sentir dépassé, également face aux états, qui déploient des moyens de surveillance sans précédent. Même les états démocratiques ont leurs franges incontrôlées. Alors souvenons-nous de ce que scandaient les habitants de Leipzig en 1989, à la veille de l'effondrement de la RDA, devant des forces de sécurité complètement dépassées : «nous sommes le

peuple». Il est bon de garder cela à l'esprit, quand on est trop souvent confronté à des bureaucrates, des élus, ou des gouvernants qui s'arrogent un droit plus ou moins exclusif de parler au nom du peuple. Or, «nous sommes le peuple», et ce à chaque instant de notre vie et pas seulement lorsque nous glissons un bulletin dans une urne ou quand nous payons nos impôts !

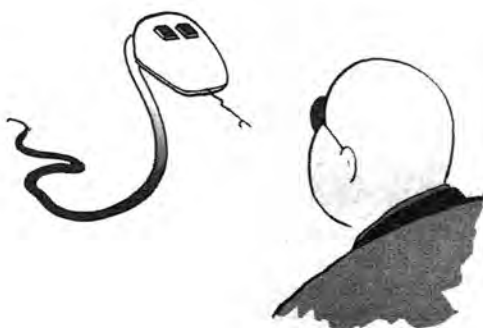
N'oublions pas non plus que les états, par le biais de ceux qui en tiennent les rênes, ont plus de morts, de souffrances, et de délits de toutes sortes à leur actif que tous les criminels de la planète réunis ! Alors que ceux qui parlent en leurs noms ne viennent surtout pas donner des leçons aux citoyens en matière de préservation des libertés et de lutte contre la criminalité.

«Nous sommes le peuple», voici ce que nous pouvons et devons affirmer par des actes «dérisoires» au quotidien. Et si nous nous laissons endormir et dessaisir de ce pouvoir d'accomplir des actes «dérisoires» en nous en remettant constamment et pour tout à des instances supérieures, alors nous serons mal venus de nous plaindre ensuite que nous n'avons plus de liberté !

Qui pourrait se résoudre à n'être qu'une moelle épinière ? !

Vahé Zartarian et Émile Noël ■

Auteurs de *Cybermondes, où tu nous mènes Grand Frère*, Ed. Georg, 2000, présenté en livre du mois dans Silence n°261, septembre 2000.



Sport : et les sponsors ?

Ainsi tous les coureurs cyclistes sont dopés. Un ancien coureur témoigne qu'il en est ainsi depuis l'après-guerre, même si les drogues évoluent sans cesse. Un coureur professionnel a son espérance de vie qui diminue de quinze ans pendant sa brève carrière. Et l'on commence à parler d'inculper les responsables des instances cyclistes. Mais si tout ce beau monde use et abuse des drogues c'est pour gagner des courses, condition indispensable pour trouver des sponsors. A quand l'inculpation de ces derniers ?



Télévision ou amour ?

Privés de télévision pendant plusieurs jours à la suite de la tempête de décembre dernier, les habitants de l'Ouest ont trouvé de quoi s'occuper : 15 % de naissances en plus à Royan en septembre, 12 % à Bordeaux et à La Rochelle. (Canard Enchaîné, 27 septembre 2000)

McCrado Exploitation des enfants

Les syndicats de Hong-Kong ont rendu public les conditions de travail des enfants de la banlieue de Shenzhen. Ces derniers, âgés de 14 à 16 ans, travaillent 16 à 17 heures par jour pour fabriquer des jouets qui sont ensuite distribués à d'autres enfants dans les établissements McDonald's. La firme a affirmé avoir immédiatement cessé ces approvisionnements avec l'entreprise accusée et avoir mis en place des contrôles avec les nouvelles usines locales. Mais les syndicats dénoncent cette fausse sortie. Selon eux, il est facile d'avoir de fausses cartes d'identité sur lesquelles est modifiée la date de naissance pour faire croire à un âge plus



Procès de Millau

important, et par ailleurs, les contrôles sont annoncés à l'avance ce qui permet de congédier à temps les enfants présents dans les ateliers. Un boycott des établissements McDo a été lancé par les syndicats à Hong-

Kong. Une campagne de lettres de protestation a été lancée par le Réseau-Solidarité à adresser au directeur de McDo France. Réseau-Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes.

Poèmes pour Mumia Abu-Jamal

Mumia Abu-Jamal est surnommé «La voix des Sans-voix». Ce journaliste et écrivain, militant afro-américain est condamné à mort en 1982 suite à un procès truqué et bâclé. Celui-ci ressemble fort à un lynchage, cet art festif pratiqué en Amérique de 1882 à 1968, un règlement de compte politique pour le punir de son engagement dans les Black Panthers. Depuis, loin de se taire, Mumia dénonce le système carcéral, vitupère la justice inique et raciste, soutient ses co-détenus, intervient dans les combats du monde. «Mumia, je veux écrire pour toi, / pour que d'autres hommes se lèvent / pour que les mains s'ouvrent en toute écoute / et pour que la vie / te soit reconnue» écrit Marie France Champeau dans un bien beau recueil de poésies. Aujourd'hui, une poignée de poètes et quelques artistes, invités par l'actif comité de soutien marseillais à Mumia Abu-Jamal offrent des mots et des dessins à celui qui parla et parlera encore pour «les Sans». Juste retour des choses. Ensemble, le cri de douleur comme l'écrit de révolte viennent soutenir Mumia, nous ouvrir les cœurs et les yeux. L'ouvrage commence et se ferme avec les mots de Mumia. Vous y trouverez aussi l'utile rappel des faits et un extrait d'interview de L. Weinglass, son avocat principal. Voilà 23 poètes qui, dans des styles variés, ponctués de fortes illustrations non redondantes (celles de P. Guallino, par exemple) nous livrent là un bel ouvrage original évitant le larmoyant et le morbide. Un grand et sincère bravo à celles et ceux qui ont rendu cela possible, à la généreuse persévérance du comité. Il est disponible contre 40 F (+8 F de port) auprès de Comité Mumia Abu-Jamal, Viretto & Dieudonné, 18, place Jean-Jaurès, 13001 Marseille, tél : 04 91 42 98 47.

Nord-Sud



Matériel pédagogique

L'association Orcades de Poitiers s'est spécialisée depuis de nombreuses années dans la diffusion de matériel pédagogique sur les questions Nord-Sud. Vous pouvez obtenir le catalogue du matériel disponible en écrivant à : Orcades, 12, rue des Carmélites, 86000 Poitiers, tél : 05 49 41 49 11.

Bolloré : tentacules africaines

L'association Survie a lancé une campagne de lettres à différents ministères et au président de la République pour protester contre les activités du groupe Bolloré en Afrique. Le groupe Bolloré est présent au Congo-Brazzaville via trois compagnies de transports, Saga, Rail et Société congolaise de transport maritime, et l'un de ses représentants, Pierre Aïm, est un proche du président Denis Sassou Nguesso. Le groupe Bolloré contrôle ainsi une bonne part des transports du pays, mais a également une grosse participation dans le tabac et le bois (avec destruction des forêts tropicales). Il est également présent dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le Cameroun, etc. Pour maintenir ses positions privilégiées, ce groupe est suspecté de soutenir financièrement les régimes en place (corruption)... ce qui, au vu des règles du commerce international, est parfaitement illégal. Dossier d'explication et modèles de lettres à demander (contre 4 F) à Survie, 57, avenue du Maine, 75014 Paris, tél : 01 43 27 03 25.

Commerce équitable : nouvelle dérive ?

Pendant deux ans, les principales organisations faisant la promotion du commerce équitable (Artisans du Monde, CCFD, Max Havelaar, Andines, Aspal, Artisanat Sel, Alter Eco...) se sont rencontrées pour mettre en place une «plate-forme française pour le commerce équitable». Les critères retenus sont encore assez exigeants, même si des critiques sont possibles (voir les articles de Silence sur le sujet). Or, le nouveau secrétariat d'Etat à l'économie solidaire conteste cette plate-forme et souhaite en définir une autre. La contestation porte sur le fait que les produits que l'on retrouve dans le commerce équitable sont des produits importés alors qu'il est aussi

possible de concevoir un commerce équitable local. Le secrétariat envisage de mettre en place une «norme» qui permettrait d'ouvrir la notion de commerce équitable à des entreprises locales. Les organisations de commerce équitable craignent que ceci ne soit le prétexte à de grosses structures commerciales de s'emparer de la notion de commerce équitable... comme les grands distributeurs l'ont déjà fait avec l'agriculture biologique.

AGEN forum solidarités Nord-Sud

Le 18e forum des solidarités Nord-Sud se tiendra du 7 au 9 décembre à Agen, au Parc des expositions. Environ 150 exposants seront présents, surtout des ONG travaillant dans le domaine de la solidarité internationale. Le forum accueille cette année une réunion mondiale sur le thème de la micro-finance, avec la présence, entre autres, de Muhammad Yunus, président de la Grameen Bank. Des ateliers permettent aux visiteurs de mieux comprendre comment fonctionne le volontariat, les aspects juridiques et fiscaux des ONG, les sources de financement. La Guilde Européenne du Raid, 11, rue Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 43 26 97 52.



Ethers de glycol

Après l'amiante, le prochain scandale dans le milieu industriel pourrait être

celui des solvants contenant des éthers de glycol. Ces produits sont soupçonnés d'être dangereux pour les femmes enceintes (fausses couches, enfants malformés) et à l'origine de certains cancers. La revue mutualiste *Viva* cherche des personnes ayant des problèmes de santé à la suite de contacts répétés avec ces produits. *Viva*, 3-5, rue de Vincennes, 93108 Montreuil cedex.

Vache folle

■ **Principe de précaution ?** Le gouvernement vient d'interdire, fin octobre, pour la deuxième fois l'usage des farines animales pour les ruminants, normalement interdites depuis le 24 juillet 1990. Les intestins de bovins sont également interdits d'usage pour les andouilles... comme le recommandait déjà un rapport d'experts remis au gouvernement le 8 juillet 1997 ! Les fournisseurs de boyaux ont, par un lobbying incessant, réussi à repousser la décision de trois ans. C'est sans doute ainsi que le gouvernement applique le principe de précaution.

■ **Record de détection.** Mi-octobre, on en est à 167 cas signalés en France dont 71 cas pour la seule année 2000. Depuis le début de l'année, on a, par précaution, abattu 1100 bêtes.

■ **Plus de 80 victimes humaines.** Malgré l'abattage de centaines de milliers de vaches britanniques, nos voisins d'Outre-Manche comptent déjà 84 morts côté humain.

■ **Au-delà des farines.** La découverte d'un cas de «vache folle» dans les Vosges chez un agriculteur qui n'a jamais utilisé de farines alimentaires pose la question de la cause réelle de la maladie. La multiplication récente des cas, alors que l'on a interdit maintenant les farines animales depuis plusieurs années, ne peut plus s'expliquer par l'introduction de déchets animaux dans la nourriture. Rappelons l'hypothèse d'un traitement contre le varron mis en cause par un chercheur britannique, cause jamais étudiée.



D.R.

Téléphones portables

Kolette



■ **Déchets dangereux.** S'il existe encore des doutes sur le niveau de danger des téléphones portables lors de leur fonctionnement, il n'y a pas de doute sur leurs dangers lorsqu'ils tombent en panne : ils sont classés «déchets dangereux» car ils contiennent outre une pile fortement polluante, des composants dangereux au niveau des circuits électroniques. Il ne faut donc pas jeter un vieux téléphone portable à la poubelle mais le rapporter à une agence. Malheureusement, comme pour les piles, on peut penser que le taux de retour sera extrêmement faible.

■ **Pour une réglementation.** Une association s'est mise en place pour demander une réglementation concernant les antennes de télé-

phones mobiles : *Priartem*, 9, rue Jean-François-Gerbillon, 75006 Paris, tél : 01 42 22 87 47.

■ **Grenoble : association.** Les locataires ne pouvant que constater l'apparition des antennes sur les toits des immeubles, un collectif a vu le jour qui demande à la mairie de signer un papier comme quoi elle garantit qu'il n'y a aucun danger. *Collectif des habitants concernés par les antennes relais de téléphonie mobile*, 50, place des Géants, 38100 Grenoble.

■ **Distances de sécurité.** En Angleterre, les antennes relais doivent être à plus de 500 m de toute habitation, 200 m en Australie, 50 m en Italie, 300 m en Allemagne... En France, aucune interdiction, les antennes sont posées n'importe où. (*Soleil Vert*, novembre 2000)

■ **Violences à l'école.** Les publicités vous vantent que le cher petit peut ainsi appeler ses parents... Encore faudrait-il qu'il ait encore son téléphone : depuis l'arrivée des téléphones portables dans les cartables, les actes de vols avec violence se multiplient aux sorties des collèges et des lycées.

CANADA sang français interdit

Depuis le 30 octobre 2000, toute personne qui aura passé plus de deux semaines en France ne pourra plus donner son sang au Canada. Cette

mesure a déjà été prise pour ceux qui vont en Grande-Bretagne. La raison : la peur de la «vache folle». Si seulement trois personnes sont mortes en France de la maladie de Creutzfeldt-Jacob, l'agence Santé-Canada applique là un principe de précaution... qui ne prive le Canada que de 3 % de ses collectes. Et en France, on contrôle comment le sang collecté ? Mystère !

OGM

■ **Mauvais rendements.** L'Institut d'agriculture et des ressources naturelles de l'Université de Nebraska (USA) a fait une étude sur le soja qui conclut que les rendements du soja transgénique sont moindres que celui du soja traditionnel. Une raison de plus pour arrêter de cultiver ces semences. (*Campagnes solidaires*, septembre 2000)

■ **Novartis renonce... en partie.** L'un des pionniers des organismes génétiquement modifiés a écrit à Greenpeace pour lui annoncer qu'il renonçait à l'usage de cette technique dans ses produits à la date du 30 juin 2000. Toutefois Greenpeace signale que Novartis continue à vendre des semences modifiées comme le maïs BT, une attitude pour le moins schizophrène d'autant plus que ce maïs Bt a déjà été interdit dans plusieurs pays européens en raison des risques qu'il présente (destruction de certains insectes). *Arnaud Apoteker*, Greenpeace, 22, rue des Rassellins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.

■ **Paris : OGM et faim dans le monde.** Les associations OGM Dangers et Attac OGM organisent le mardi 5 décembre à 19h30 une conférence sur ce thème animée par Marc Dufumier de l'INRA et Reneta Menasche, agronome brésilienne, au 17, rue Léopold Bellan, 75002 Paris (M°Sentier). *OGM Dangers*, BP9, 95360 Montmagny, tél : 01 43 73 49 49.

■ **Procès de Foix.** Quatre militants (trois Verts et un Confédération paysanne) passaient en procès le 5 septembre dernier pour avoir organisé la destruction d'une parcelle expérimentale de colza génétiquement modifié. Originalité : c'était le premier champ détruit appartenant à un organisme de recherche publique. Environ 2000

personnes se sont retrouvées devant le tribunal où stands et débats se sont tenus toute la journée. Douze mille cartes de soutien ont été remises au tribunal. Le 3 octobre, le verdict est tombé : 10 000 F d'amende solidaire et 8000 F d'amende individuelle avec sursis. Un CD de soutien «faucher le transgénique» avec deux chansons est disponible contre 100 F auprès de *ADAGIO*, Brouilh, 09420 Rimont.

■ **Montpellier : procès en vue.**

Le 5 juin 1999, dans le cadre de la «Caravane intercontinentale», cent cinquante personnes dont cinquante paysans indiens, pénétraient dans l'enceinte du CIRAD, Centre international de la recherche agronomique pour le développement, où elles détruisaient quelques milliers de plants de riz transgénique. Le 22 juin, une dizaine de personnes étaient interpellées à la suite de la plainte du CIRAD. Trois seulement sont poursuivies : José Bové, René Riesel et

Dominique Soullier. Une expertise a estimé que les dégâts se montent à 247 706 francs. Le CIRAD conteste ce chiffre qui, selon lui, ne tient pas compte des préjudices de nature scientifique (retard de publication, rémunération en pure perte) et moraux (scientifiques traumatisés, les pauvres !) et demande au moins douze millions de francs ! Dans l'hypothèse où les inculpés seraient condamnés à un travail d'intérêt général, pendant combien de siècles devraient-ils travailler gratuitement au CIRAD pour dédommager les chercheurs ? Il serait bon de rappeler que quelques mois après cette affaire, le CIRAD se voyait contraint à renoncer à faire des plantations de riz transgénique en Camargue à la demande expresse des producteurs. Le CIRAD, organisme d'Etat, est-il un service public ? Le procès est prévu à Montpellier le 8 février 2001.

fauchage d'un champ lors du passage de la caravane intercontinentale en juin 1999



D.R.

ISRAËL violences sexuelles

Il n'y a pas que les Palestiniens qui ramassent. L'armée israélienne étant mixte, les plaintes pour harcèlement et violences sexuelles se multiplient contre les supérieurs hiérarchiques. (Le Monde, 6 septembre 2000)

LIBAN manifestation féministe

Le Liban est le lieu d'une confrontation des cultures. Le 23 septembre dernier, pour la première fois, des milliers de femmes ont manifesté dans les rues de Beyrouth pour la défense des droits des femmes et contre la discrimination sexuelle.

(Monde Libertaire, 5 octobre 2000)

Contre la publicité sexiste

«A-t-elle les reins solides ? Vérifiez la solidité de votre entreprise !» publicité pour un serveur minitel représentant une paire de fesses de femme. «Il a l'argent, il a la voiture, il aura la femme», publicité pour une marque de voiture. «Vous dites non, on entend oui» publicité représentant une mannequin nue à la peau couleur de chocolat, pour une marque de chocolat. «Votre fiancée va en rester bouche bée» avec une poupée gonflable la bouche ouverte, publicité pour un téléphone mobile. «Je la lie, je la fouette et parfois elle passe à la casserole», corps d'une femme sans tête, publicité pour une marque de crème... Des militantes féministes lancent une pétition contre le déferlement des publicités sexistes :

«Les publicitaires utilisent hors de propos l'image du corps, surtout celui des femmes et des scènes de sexualité ou de violence. Ils les appliquent à n'importe quels produits. Sous couvert de 'création', ils nous imposent leurs normes et leurs fantasmes. Les publicitaires renforcent les clichés sexistes en enfermant les femmes dans des rôles : maman ou putain, femme-enfant ou salope, ange ou démon, maîtresse ou esclave, ménagère ou femme-objet, etc ; en montrant les femmes entre elles comme des rivales jalouses ou des lesbiennes exhibitionnistes ; en représentant les hommes comme des machos obsédés par leur puissance, des hommes-objets ou des 'papas-poules' ; en opposant petites filles passives et garçons actifs.

Ça suffit ! Non aux représentations dégradantes, dévalorisantes ou déshumanisantes des êtres humains et des rapports entre eux !

Non, les publicitaires n'ont pas tous les droits ! Non, le corps humain n'est ni un objet ni une marchandise. Oui à la sexualité comme dialogue de désirs entre des personnes ! Oui au respect de la personne humaine ! Nous n'achèterons pas les produits vantés par des publicités sexistes. Nous, signataires de ce manifeste, nous demandons :

- A toutes et à tous de réagir aux publicités sexistes et de ne plus acheter les produits vantés par celles-ci. Nous répondrons à cette violence par le refus de ce que ces publicités veulent nous faire acheter.
- Aux publicitaires et aux annonceurs de s'engager à ne pas représenter des êtres humains de manière dégradante, dévalorisante ou déshumanisante.
- Aux médias de refuser de diffuser des publicités sexistes.
- Aux élu-es de prendre des mesures pour faire cesser ces publicités sexistes : qu'ils enjoignent aux publi-



citaires, aux annonceurs et aux médias d'adopter un code de bonne conduite, élaboré en concertation avec des féministes signataires de ce manifeste ; qu'ils votent une loi anti-sexiste pour encadrer les pratiques publicitaires».

Manifeste c/o Florence Montreynaud, 12, rue Elzévir, 75003 Paris, e-mail : chefdemeute@wanadoo.fr.

Regard de femmes

L'association Femmes & Changements propose aux femmes qui ont une expérience intéressante à faire partager de prendre le temps de faire un film. L'association peut mettre en relation des personnes ayant des projets proches, former des femmes non professionnelles à la réalisation d'un scénario, au langage des images, au tournage, au montage. Outre son adresse à Paris, elle dispose de deux antennes à Lyon et en Pays-de-Loire. Femmes et changements, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 44 65 00 66.

Marche mondiale des femmes



Photos marche des femmes / FFQ

Entre 20 et 30 000 personnes se sont retrouvées à Bruxelles le 14 octobre pour le dernier rassemblement européen de la marche mondiale des femmes. Venu-e-s de toute l'Europe, les femmes (et les hommes) présentaient «2000 raisons de marcher». En tête, une femme israélienne marchait la main dans la main avec une femme palestinienne. Beaucoup de slogans mettaient l'accent sur les inégalités ici, mais aussi dans le Sud, dénonçaient les méfaits de la mondialisation capitaliste. La police belge a fortement encadré la manifestation la confinant dans le quartier européen pratiquement désert le week-end. Pour protester, plusieurs centaines de femmes se sont retrouvées sur la Grand-Place, lieu hautement touristique où très rapidement les banderoles ont occupé deux côtés du lieu, le commissariat de police sur la place réagissant trop tard.

Le 17 octobre, plusieurs milliers de femmes, dont 300 déléguées françaises, se sont retrouvées devant le siège de l'ONU, à New-York, pour clore une année de mobilisation en faveur des droits des femmes. Une centaine de vélos ont été nécessaires pour amener sur place les milliers de feuilles de pétition collectées à travers le monde entier. Au total, ce sont 4 736 089 signatures qui ont été recueillies.

Après une manifestation de rue, fortement policée, les femmes se sont retrouvées à Union Square où sur écran géant, elles ont pu visualiser des actions menées sur les cinq continents. L'intervention la plus remarquable a été celle de la déléguée afghane. Elle est montée à la tribune entièrement voilée, expliquant qu'elle n'avait pas le droit d'être là, ni de faire ce qu'elle allait faire, arrachant alors son voile. Les délégués ont conclu par la perspective d'une nouvelle marche dans cinq ans.



USA

photopiles à grande échelle

Disposant d'un vaste désert aux portes de la ville, la municipalité de Sacramento a commencé à y implanter des photopiles lorsqu'une loi est passée en 1996, en Californie, obligeant les municipalités à mettre en place un programme autonome d'énergie. Depuis, ce sont 8 MW qui ont été installés avec comme objectif 15 MW pour 2003. La production actuelle couvre les besoins en électricité de 2260 maisons, en 2003, ce



Désert de Sacramento

Parking «solaire» sera environ 4500 maisons (soit plus de 15000 personnes) qui seront «solaire». Parallèlement, la ville incite à l'installation de «toits solaires» (tuiles remplacées par des photopiles) afin que progressivement la production solaire provenant du désert soit destinée à l'industrie. (*Renewable Energy World*, septembre 2000)

Prix du pétrole

76% DE L'ÉLECTORAT ÉCOLO POUR LA BAISSE DE L'ESSENCE*



■ **Trop peu cher.** Si les carburants étaient trop chers, les gens hésiteraient à en acheter... or de 1990 à 1999, la consommation d'essence en Europe comme en Amérique du Nord a augmenté de 11 %.

■ **Qui va payer ?** L'essence pour les particuliers est toujours au même prix, mais en plus, nous allons devoir payer plus d'impôts pour combler les recettes perdues au niveau des professionnels. Le résultat économique sera à sommes nulles... (soit on paie l'Etat, soit on paie les transporteurs) mais au niveau de l'environnement, on y gagne plus de gaz d'échappement.

■ **Et les avions ?** Saviez-vous que les compagnies aériennes ne paient aucune taxe sur leur carburant : le kérosène est en effet vendu à son prix net, soit à peine plus d'un franc le litre actuellement. Ceci explique les bas prix des voyages aériens, alors que l'avion reste l'un des moyens de transport le plus gaspilleur. En taxant au même niveau que la voiture, cela permettrait de mettre fin au week-ends en avion, et ferait cesser de fait tous les trajets courts de moins de mille kilomètres où le rail est une alternative le plus souvent déjà existante. Mais personne n'ose taxer le kérosène de peur que les compagnies aillent atterrir ailleurs.

■ **Réserves mondiales.** Au niveau de consommation actuel, il reste 41 ans de pétrole devant nous, mais alors que dans les années 70, les prospections permettaient de trouver presque autant de nouveaux gisements qu'on en épuisait, aujourd'hui on ne trouve plus qu'un baril pour quatre consommés.

■ **Quelques moyens pour ne pas payer les taxes sur l'essence ?** La marche à pied, le roller, le vélo, le bus, le train, etc.

■ **Le fuel baisse.** A chaque tentative de hausse du fuel pour limiter les effets du transport routier, nous assistons à des blocages par les camions. Conséquences : malgré les multiples annonces en faveur du rééquilibrage route-rail, le prix du fuel pour les camions a baissé de 30 % en vingt ans ! (*Bretagne Verte*, octobre 2000)

EFFET DE SERRE ET ÉLEVATION DU NIVEAU DE LA MER



QUÉBEC séchoir solaire

Le premier séchoir solaire du Québec a été installé dans une ferme de Cookshire (est de Sherbrooke) qui produit des œufs bios à grande échelle puisqu'elle élève 30 000 poules. Cela fait 3300 kg de fumier par jour. Pour limiter les épandages de fumier, la ferme a mis en place un séchoir solaire. Le fumier séché est ensuite commercialisé comme fertilisant. Le séchoir solaire comprend un immense mur incliné de 3 m de haut pour 50 m de long, orienté plein sud. Au soleil, ce mur permet de chauffer l'air à 25°C et de le faire circuler dans le bâtiment où l'humidité du fumier peut être ainsi abaissée de 75 à 20 %. Par temps nuageux, un système de biomasse permet de suppléer le manque de soleil. La vente de fumier rapporte



Séchoir solaire

environ 40 000 F par an, et cela permet une économie de 50 tonnes par an de gaz à effet de serre. (*Mercurie solaire*, été 2000)

SUISSE rejet de la taxe

Les Suisses ont rejeté par 68,1 % la proposition de loi visant à introduire une taxe d'un centime suisse (4 centimes français) par kilowattheure, en faveur des énergies renouvelables. Pas de chance pour les écolos suisses, le vote a eu lieu au moment où les manifestations contre la hausse de l'essence se tenaient un peu partout en Europe.

Compteurs électriques trop puissants

Au nom de la sécurité, EDF a tendance à mettre des compteurs trop puissants. Après une expertise poste par poste, l'OPAC de l'Isère a fait baisser la puissance de nombreux compteurs. A l'arrivée, une économie d'abonnement de 1 million de francs sur 8,5 au départ (12%) qui permettra une baisse des loyers. Même si cet ajustement ne fait évidemment pas baisser la consommation réelle, il est intéressant de faire la démarche car EDF justifie son besoin en centrales par le total de la puissance susceptible d'être demandée. Vous ferez également des économies : 500 F par an pour le passage d'un 12 à 9 kVa, 1000 F par an pour le passage de 12 à 6 kVa. Le compteur le moins puis-



sant sur le marché est de 3 kVa, ce qui peut suffire si votre logement ne dispose pas de tous les gadgets électroménagers, et si vous avez choisi des appareils économes. (*Ageden Nouvelles*, été 2000)

BRUXELLES maison des énergies renouvelables

Cinq associations se sont regroupées pour ouvrir une maison commune à Bruxelles : *Maison des énergies renouvelables*, rue du Trône 26, 1000 Bruxelles. (*Tam-Tam*, octobre 2000)

Greenpeace : toits solaires

Les toits solaires sont des toits où les tuiles sont remplacées par des photopiles, permettant de produire de l'électricité à partir du soleil. Lancée au mois de juin, la campagne de Greenpeace pour la réalisation de 10 000 toits solaires rencontre un vif succès : plus de 850 personnes ont rejoint un «Réseau soleil» chargé de faire la promotion du projet, 400 propriétaires ont déjà manifesté leur intérêt pour avoir un toit solaire chez eux. Les premiers fonds recueillis vont symboliquement servir à installer deux toits solaires : le premier sur l'immeuble du CLER, Comité de liaison énergies renouvelables, à Montreuil ; le deuxième sur le toit du nouvel immeuble occupé par Greenpeace dans le 20e arrondissement à Paris. Ce sera là le premier toit solaire dans la capitale. Pour en savoir plus sur cette campagne : *Hélène Gassin*, Greenpeace, 22, rue des Rasseins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02

PUY-DE-DÔME maison à visiter

Si vous voulez installer un chauffe-eau solaire couplé avec une chaudière pour la fourniture d'eau chaude, vous pouvez visiter l'installation de Marcel Breugnot, à Riom, qui fonctionne avec satisfaction depuis 1983 (6 m² de panneaux solaires). Prendre rendez-vous avec lui au 04 73 63 09 75.

ISRAËL réacteur fantôme

Israël nie toujours l'existence de son réacteur de recherche de Dimona. La photo aérienne de ce site est pourtant visible sur Internet. Pour en avoir révéillé l'existence, Mordechai Vanunu est en prison depuis 18 ans.

Sous-marins en panne

Les centrales nucléaires ont pour la plupart des réacteurs dont la technique provient à l'origine de celle des sous-marins nucléaires. Or ces derniers vieillissent mal : le «Koursk» est le sixième sous-marin connu à rester au fond des eaux. Actuellement un seul des cinq sous-marins nucléaires britanniques de la classe «Swiftsure» est en état de fonctionnement, deux seulement des sept sous-marins nucléaires lanceurs d'ogives (classe Trafalgar) sont en service. Le 2 septembre dernier, la marine française a annoncé une progression anormale de la radioactivité dans l'un des six sous-marins nucléaires d'attaque Rubis. Six mois de travaux sont prévus à Toulon. (Tam-Tam, octobre 2000)

TCHÈQUE réacteur en marche

Le premier des deux réacteurs de la centrale de Timelin a divergé le 7 octobre, malgré une longue campagne de protestation de l'Autriche (le réacteur est à 60 km de Vienne). Ces réacteurs à l'origine russes ont été 'modernisés' par Westinghouse. Le gouvernement autrichien a annoncé qu'il bloquerait la demande d'entrée de la République Tchèque dans l'Europe tant que cette centrale serait en route. Il a également procédé à des distributions des pastilles d'iode dans toute la région frontalière.

ALLEMAGNE fermeture d'une centrale

Le développement rapide de la cogénération, des éoliennes, des toits solaires, et les ventes à perte d'EDF qui solde son surplus nucléaire, alors que la consommation d'électricité est stable, fait que l'Allemagne connaît une surproduction d'électricité. L'excès de puissance disponible atteint les 10 000 MW. Le groupe allemand E.ON Energie, deuxième producteur électrique du pays, a annoncé, le 4

octobre dernier, la fermeture de centrales à charbon et nucléaires. Un premier réacteur nucléaire a été effectivement fermé le 9 octobre à Stade près de Hambourg. (Réseau Sortir du nucléaire, octobre 2000)

Spectacle sur Tchernobyl

La compagnie Nerhus, théâtre dansé à vocation écologique, propose un spectacle sur le nucléaire d'une heure et demi environ, nécessitant une régie classique. Peut aussi être joué dans la rue. Il peut s'intégrer dans des salons, des fêtes, des conférences... Compagnie Nerhus, 2, chemin des Etangs, 69570 Dardilly, tél : 04 74 64 35 12.

BUGEY scènes de panique

Le 7 septembre dernier, une piscine du réacteur n°5 de la centrale de Bugey (30 km à l'est de Lyon) déborde alors qu'une cinquantaine de personnes, employés et sous-traitants, travaillent en contre-bas. L'alarme annonce immédiatement l'incident et les hauts-parleurs demandent l'évacuation. Les personnes se rendent vers le sas d'entrée : celui-ci est fermé de l'extérieur. C'est la panique ! Coups contre la porte, cris, avant que des agents EDF viennent leur indiquer une autre sortie possible. Le rapport EDF annonce simplement l'incident et l'évacuation du personnel. Dans la réalité, un psychologue devra recevoir les plus traumatisés. EDF demande le silence sur cette affaire qui montre une nouvelle fois que le personnel n'est pas préparé — pour des raisons de coûts — à réagir en cas d'incident. Les sous-traitants ne connaissent pas les portes à utiliser. Que ce serait-il passé en cas d'accident plus grave ? L'affaire n'a été révélée par France-Soir que le 26 octobre !

Formation

La CRII-Rad, Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, organise des stages ouverts à tous dans son laboratoire :

- Radioactivité et radioprotection, le 27 janvier ou le 28 avril, de 9 h à 17 h. Qu'est-ce que la radioactivité, les moyens de détection, les effets du rayonnement sur la santé, la protection des populations.
 - Utilisation d'un compteur Geiger, le 21 février, de 14 h à 18 h. Comment effectuer des mesures, limites de l'appareil, savoir interpréter les résultats, comprendre les notions d'activité, d'irradiation, de dose et d'équivalent de dose, savoir évaluer les risques et s'en protéger.
- CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

BURE

contre l'enfouissement des déchets

■ **Présence maintenue.** Si le camp a été levé à la fin août, les associations surveillent toujours le site et interviennent quand c'est nécessaire. Ainsi, une vingtaine de personnes ont réussi à perturber la pose de la première pierre du laboratoire qui s'est déroulée le 27 septembre. Avec de vrais billets de banque épinglés sur leurs vêtements, les opposants ont hué le président de l'Andra et la labo «scienti-fric». La première pierre à peine posée par le Préfet, un opposant a réussi à la faire tomber.

■ **Intervention à Soulaïnes.** Le 1er octobre, des antinucléaires venus de la Meuse se sont glissés sur le site de Soulaïnes, dans l'Aube, à l'occasion d'une journée portes ouvertes. L'occasion de rappeler que sur ce site, les fûts faiblement radioactifs qui y sont stockés sont écrasés à leur arrivée pour gagner de la place... ce qui a déjà provoqué des fuites de gaz radioactifs. (Réseau Sortir du nucléaire)

■ **Les élus contre l'enfouissement.** Six conseillers généraux de la Haute-Marne, deux de la Meuse ont pris position contre le projet de site à Bure. Un appel des élus circule actuellement avec comme objectif de rassembler plusieurs milliers de signatures. Pour en savoir plus : tél : 03 29 89 80 06.

■ **Blocage de transports.** Le gouvernement allemand a annoncé que les transports de déchets en direction de La Hague pourraient reprendre d'ici la fin novembre. Ils avaient été interrompus en 1998 à la suite de multiples actions de blocages en Allemagne, puis reportés après l'arrivée des Verts au pouvoir. Alors que les contrats prévoyaient une possible rupture sans indemnités, l'Allemagne a décidé de poursuivre ses envois pour encore cinq ans. Greenpeace rappelle que l'usine de La Hague rejette chaque jour 1,4 million de litres d'effluents radioactifs dans la Manche. Le 12 octobre, une centaine de militants de Greenpeace-Allemagne ont réussi à pénétrer sur trois sites de centrales où ils ont trouvé effectivement des containers prêts à être chargés sur rail. Cela confirme l'imminence de la reprise des transports. Une cinquantaine d'autres militants ont bloqué la ligne de chemin de fer au niveau de Strasbourg, sur le pont qui enjambe le Rhin. En liaison avec les groupes antinucléaires allemands, les opposants à Bure aimeraient pouvoir bloquer un de ces transports. Il faut pour cela des volontaires. Si vous êtes intéressé-e laissez vos coordonnées sur le répondeur au 03 29 45 45 55 ou contactez Greenpeace, 22, rue des Rasseins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.



Blocage à Gorleben (Allemagne)

■ **Transparence ?** L'Andra a passé de nombreux contrats avec des institutions ou des privés dans la région de Bure, permettant sous certaines formes d'acheter les consciences. Afin d'en savoir plus, au nom de la loi sur la transparence administrative, les groupes locaux ont demandé, en octobre 1998, à avoir accès à ces documents. Comme l'Andra a fait la sourde oreille, l'affaire est allée devant les tribunaux. Le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne s'étant bizarrement déclaré incompétent, les associations ont fait un recours devant la cour de cassation qui a renvoyé l'affaire devant le tribunal administratif de Paris, lequel a finalement donné raison aux associations début septembre. Depuis, l'Andra fait la sourde oreille... Nous sommes en démocratie, si, si !



Barrières enfoncées le 27 août

■ **Un permanent pour la lutte.**

Afin de dynamiser cette lutte de longue durée (la décision de faire un lieu de stockage pour les déchets doit être prise en 2006), les groupes locaux cherchent des personnes volontaires pour verser de petites sommes régulières en versement automatique. Vous pouvez prendre contact avec elles :

• CEDRA 52, BP17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél : 03 25 04 91 41.

• Collectif d'action contre l'enfouissement des déchets radioactifs, Cacendr, 56, rue du Colonel-Moll, 54520 Laxou, tél : 03 83 90 00 69.

• Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs, 33, rue du Port, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.

• Cendr, 24, grande rue, 88630 Moncel-sur-Vair, tél : 03 29 06 91 38.

• Collectif Haute-Saône, Jean-Marc Dalval, Les Armons, 70270 La Lanterne, tél : 03 84 94 31 26.

Compagnonnage alternatif

Depuis 1995, les porteurs de projets disposent d'un outil précieux : le compagnonnage alternatif qui permet de découvrir comment fonctionnent déjà les entreprises alternatives existantes.

Un réseau informel est né en 1995 de la volonté de quelques entreprises alternatives de se rencontrer pour échanger sur leurs pratiques. Dans un premier temps, deux rencontres thématiques ont été organisées chaque année par l'une ou l'autre de ces entreprises : quelle culture d'entreprise ?, la dérive du projet initial, l'argent, la formation, constitution et évolution d'un groupe, relations entre groupe et individus, relations avec les fondateurs...

Le débat sur la question de la dérive du projet initial s'est poursuivi sur celui du recrutement qui se fait souvent sur des critères peu en lien avec le projet initial : opportunité d'élargissement, proximité géographique, compétence dans un domaine précis...

Cela a débouché sur la question de la transmission des savoirs, des savoir-faire et des pratiques alternatives. L'idée a alors été d'étudier comment à partir des expériences en route, inciter d'autres personnes à se lancer dans de telles aventures en toutes connaissances de cause : la force d'un travail collectif, mais aussi la nécessité d'apprendre à vivre ensemble.

Il a été proposé une sorte de «compagnonnage» dans les différentes structures. Les personnes intéressées pourraient alors travailler dans quelques entreprises pour se former et se forger leurs propres idées. Les déplacements des personnes se feraient encadré par un comité de pilotage dont le but est de mutualiser les pratiques.

Naissance du compagnonnage

Tout de suite s'est posée la question de la couverture sociale des «compagnons». L'association REPAS, réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, a ainsi vu le

jour. Mais comment créer une sorte de formation professionnelle sans tomber dans la démarche d'insertion pour personnes en difficulté, sans délivrer de diplômes, sans garantir de débouchés professionnels, sans critères d'âge... C'est une formule expérimentale qui a été négociée avec l'administration et, la première année, il a fallu se plier à quatre critères : moins de 25 ans, non diplômés, ayant quitté le système scolaire depuis plus d'un an et originaires de la région Rhône-Alpes. Ce cadre très contraignant exclut de fait toutes les personnes pour qui un compagnonnage pourrait être intéressant. Depuis, l'appel à candidature se fait avec moins de critères (avoir entre 18 et 25 ans) et une solution est cherchée pour chaque cas : en 1999, certaines personnes n'entraient dans aucun des cadres légaux, les compagnons ont alors décidé de faire une caisse commune pour aider ceux qui étaient sans ressources, signe d'un bon esprit de groupe.

La première année, en 1997, la session a duré six mois, avec trois mois de prolongation

pour ceux qui le voulaient pour approfondir une question. Une dizaine de structures ont assuré l'accueil d'une dizaine de compagnons. Au bout de cette année expérimentale, quatre entreprises se sont déclarées insatisfaites de la formule. Il y a en effet une difficulté à harmoniser les besoins de recrutement des entreprises alternatives et un besoin social de personnes, pas forcément en difficulté, mais en recherche pour un projet personnel ou collectif.

Au cours des trois premières années, sur 26 compagnons qui ont participé à cette formation,

- 4 ont créé une activité,
- 4 ont été embauchés dans les structures du réseau,
- 7 sont salariés dans d'autres structures,
- 8 se sont engagés dans des formations qualifiantes,
- 3 sont encore en recherche.

Déroulement d'un compagnonnage

Pour la sélection, l'annonce n'est faite que dans des revues alternatives (1) et par des affiches dans les coopératives biologiques, quelques lycées ayant des formations spéci-



Ardelaine

Michel Bernard



Ambiance bois

fiques (comme la protection de la nature), des maisons de la Nature... Un comité de pilotage fait une première sélection en fonction des lettres de motivation reçues. Une tâche peu évidente. Puis un stage d'une semaine est organisé où les compagnons font connaissance, présentent leurs projets, leurs motivations. A la fin de cette semaine, le compagnonnage est décidé ou non.

L'«immersion» dans la première entreprise se fait par tirage au sort. Il s'agit de la découverte d'une structure alternative, pendant trois semaines, à la suite de laquelle d'autres suivent, de 15 jours à un mois, avec une volonté

d'approfondissement du projet du compagnon. Un tuteur suit le compagnon et des échanges écrits se font, avec un bilan en bout de route. Un regroupement se fait en fin de période (au Viel Audon, dans l'Ardèche) pendant trois à cinq jours pour une mise en commun des expériences, des débats sur les thèmes qui posent question.

Des outils complémentaires sont proposés : des petits groupes sont formés entre compagnons pour animer un débat sur un micro-projet commun en lien avec une entreprise (et donc pas forcément celui voulu par le compagnon au départ). Cela leur permet d'aborder toutes les questions qui se posent.

Le rôle pédagogique de ce compagnonnage est de faire découvrir que la coopération et l'utilité sociale sont des leviers importants pour imaginer un développement qui ne soit pas qu'économique. Trop de formation mettent l'accent sur la technique et oublient les motivations humaines. Ici la technique n'est pas oubliée, mais elle n'est pas cen-

Les entreprises participant au compagnonnage

- Ambiance Bois (Creuse). Filière bois du sciage à la vente de produits finis en habitat sain.
- Ardelaine (Ardèche). Transformation de la laine et commercialisation de produits finis.
- Les Nouveaux Robinsons (Montreuil). Coopérative de consommateurs en alimentation biologique.
- Le Cun du Larzac (Aveyron). Centre d'accueil sur la non-violence, les énergies renouvelables, le développement personnel...
- Champs Libres (Haute-Vienne). Groupement agricole de production et vente directe d'aliments bios.
- Terre Ferme (Sud-Est). Groupement d'agriculteurs assurant formation et coopération internationale.
- Vieil Audon (Ardèche). Hameau reconstruit assurant accueil pour chantiers de jeunes, formation, élevage, maraîchage.



Le village du viel Audon

trale. De même, notre scolarité forme à la compétition, la découverte de la coopération peut se faire à tout niveau d'éducation. Le compagnonnage permet une approche pragmatique, d'expériences, de coopération, d'expression, sans être une démarche de création d'entreprise classique.

Au moment où beaucoup trop laissent leurs idées dans un coin de leur tête parce qu'ils ne voient pas comment passer à la pratique, la découverte d'entreprises en activité est un bon moyen d'apprendre comment on peut progresser sur la voie des alternatives.

Michel Bernard ■

(1) Silence, Quatre saisons du jardinage, Village magazine, Alternatives rurales, Campagnes Solidaires...



«BÉBÉS ÉCOLOS»

**Une vraie alternative
au gaspillage et à la pollution**

*couches en coton lavables
et réutilisables
avec attaches velcro*

Demandez notre brochure contre 3 F en timbre.

«BÉBÉ ÉCOLOS»
B.P. 11
34380 ST MARTIN DE LONDRES
Tél. et Fax : 04.67.55.08.78

Ecovillages et antispécisme

Un groupe de réflexion s'est constitué au sein du Réseau Ecovillages pour étudier ce que peut être une dimension alternative et antispéciste (sans exploitation animale). Renseignements : CARAPA, Vaugrau, 30480 Saint-Paul-Lacoste (joindre un timbre).

GRENOBLE centre psychiatrik autogéré

Un nouveau squat a vu le jour fin août à Grenoble avec de drôles de malades. Ceux-ci s'affirment en effet malades de voir de nombreux bâtiments vides depuis plusieurs années ; malades de voir que de nombreux groupes, personnes, artistes manquent de place pour se loger, pour créer, pour agir ; malades de voir une société détruire les surplus plutôt que de partager ; malades des maisons standardisées, malades de la société de consommation ; malades mais pas complètement givrés ! Ils ont donc

décidé d'occuper l'ancienne usine MAPE, usine en voie de pourrissement. Il s'agit maintenant de la transformer en lieu non-marchand, autogéré où se développent activités culturelles, artistiques, socialement engagées. On peut venir y parler de tout et d'autres choses aux heures du thé, les mercredi, jeudi, samedi, dimanche, de 16 à 19 h. Centre psychiatrik autogéré, 124, rue d'Alembert, 38000 Grenoble, tél : 06 14 42 19 35.

KORFBAL l'anticompétition

Il existe un jeu de ballon qui semble échapper à la dictature commerciale : le korfbal. Il se pratique sur un terrain de la taille d'un terrain de hand, se joue avec des paniers en osier et un ballon. Originaire des Pays-Bas, il se développe en Ardèche, Drôme et Isère. Il vise à développer vitesse et habilité, en équipes mixtes et non-violentes. Pour en savoir plus : Jean-Luc au 04 76 71 58 27.

BRETAGNE Carnet de champ

Maurice Langlois est professeur d'horticulture dans le pays de Fougères. Il participe à des associations de protection de l'environnement. Il est parti à la recherche des savoirs traditionnels (attelage de chevaux, fabrication du pain, du beurre, du cidre, des cochonnailles), les jeux traditionnels, et publie un livre illustré de quatre-vingts pho-

tos légendées en français et en gallo. Il est en souscription contre 98 F (+ 16 F de port) auprès de l'association Pays Gallo, Martigné Nominoë, 35133 Le Châtelier.

LYON jeux coopératifs

Tous les jeux font l'éloge de la compétition ? Tous, non ! Les jeux coopératifs cherchent à développer l'entraide, la solidarité face à un problème, à un conflit.

Ces jeux, qui reprennent les méthodes d'action de la non-violence, s'adressent à toute la gamme des enfants et des adultes. La Maison de l'Ecologie de Lyon vous propose de les découvrir lors de trois rendez-vous : le samedi 2 décembre à partir de 14 h, les mercredis 6 et 13 décembre à partir de 15 h. Une conférence avec le MAN, mouvement pour une alternative non-violente, sur le domaine du jeu, est également en préparation, téléphoner pour se renseigner. Maison de l'Ecologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.

Education différente



■ Nouveaux lycées différents ?

Depuis l'arrivée de Jack Lang à l'Education nationale, un virage a été observé en direction des expériences pédagogiques. Les tenants de la pédagogie Freinet espèrent ainsi convaincre le gouvernement de développer cette pédagogie au-delà du primaire. Le ministère envisagerait l'ouverture de quatre structures publiques innovantes

pour la rentrée 2000. Des enseignants se sont déjà retrouvés sur ce sujet dans différentes villes : Brest, Nantes, Dordogne, Grenoble, Lille... Le Mouvement Freinet appelle les enseignants intéressés à se faire connaître pour coordonner les propositions : ICEM, 18, rue Sarrazin, 44000 Nantes, tél : 02 40 89 47 50 ou Déclit, 39, rue Girardot, 93170 Bagnolet, tél : 01 43 63 89 35.

■ **Val-de-Marne : forum de l'éducation alternative.** Le deuxième forum de l'éducation alternative se tiendra le samedi 27 janvier 2001 au Centre culturel Alain-Pohier d'Ablon-sur-Seine. Ce forum est animé par l'association Oiseau-Lyre qui s'est créée dans le but de favoriser les échanges entre les projets pédagogiques novateurs. L'occasion de faire se rencontrer les pédagogues, les élèves, les parents des écoles Steiner, Montessori, Dolto, Freinet, et autres... Oiseau-Lyre, 5, rue Pierre-Brosselette, 94480 Ablon-sur-Seine, tél : 01 45 97 96 96.

■ **Isère : éducation différente.** L'Association Déclit 38 s'est créée le 28 juin 2000 afin d'œuvrer pour des changements dans l'éducation. Elle est partie d'un certain nombre de constats :

- L'école ne permet pas suffisamment le développement du potentiel global de bien des enfants.
- La formation pédagogique et psychologique des enseignants ne les prépare pas toujours à amener les enfants à la culture ni à un apprentissage de la vie (l'autonomie, la coopération, la citoyenneté...).
- Les programmes ne permettent pas de dégager assez de temps pour d'autres approches, projets ou activités utiles.
- L'élaboration et la gestion des projets éducatifs sont trop souvent le fait des seuls enseignants sans participation active des autres acteurs (enfants, parents, professionnels...).
- Les innovations pour y remédier sont marginalisées, voire combattues. Déclit 38 a pour but de soutenir :
 - la mobilisation des co-éducateurs/trices et personnes concernées pour la définition et le suivi des projets (et des besoins) d'établissements scolaires pionniers ;
 - la création ou la transformation d'écoles, collèges et lycées publics constitués sur la base de projets pédagogiques coopératifs ;
 - l'aide à la constitution d'équipes affectées dans ces établissements ;
 - la mise en place par le ministère de l'Education nationale d'un statut de l'innovation (afin d'encourager et protéger ces innovations contre diverses pressions pour rentrer dans les rangs) ;
 - la mise en réseau des lieux et personnes pour créer un espace d'échanges et de soutien pour les personnes encore isolées et le développement de recherches et de débats relatifs aux méthodes actives et coopératives dans le cadre de l'enseignement public.
- Déclit 38 compte déjà 30 membres actifs et a envie de rencontrer tous les acteurs qui partagent au moins une partie de ses analyses et ses objectifs pour mettre en place des alternatives au sein de l'Education nationale. Si cette démarche vous intéresse, vous pouvez contacter Marie Trousselle, 55, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 21 29 48 ou Gregg West, 45, rue des Alliés, 38100 Grenoble, tél : 04 76 09 75 05.

Du côté des revues

■ Bouffée d'Air

Environnement et développement alternatif
23, rue Gosselet, 59000 Lille
Essentiellement une revue de presse liée aux activités énoncées dans le titre de l'association.

■ Courrier des Alternatifs

BP 284, 59019 Lille cedex
Petite revue des Alternatifs du département du Nord (ex Rouges-et-Verts).

■ FNAUT-Infos

32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris
tél : 01 43 35 02 83
fax : 01 43 35 14 06
e-mail : fnaut@wanadoo.fr
site : perso.wanadoo.fr/fnaut.

Revue de la fédération nationale des associations d'usagers des transports. Coordination des actions en faveur du transport collectif et contre la voiture particulière. Dénonce les cadeaux du gouvernement en faveur de la route, le manque d'initiatives de la SNCF, la timidité des élus...

■ Mée socialiste

19, rue Basse, 44110 Châteaubriant,
tél : 02 40 28 29 91.
e-mail : journal.la.mee@wanadoo.fr
site : http://pro.wanadoo.fr/journal.la.mee.
Revue militante hebdomadaire de la région de Châteaubriant (entre Rennes et Saint-Malo). Douze pages très complètes sur la vie locale et relais d'infos extérieures.

■ Notes et Morceaux choisis

Bertrand Louart, 52, rue Damremont, 75018 Paris
Petite revue individuelle gratuite et irrégulière qui diffuse des textes récents ou anciens que l'auteur trouve importants.

■ Nouvelles d'Afghanistan,

BP 254, 75524 Paris cedex 11.
Le travail des rares ONG qui arrivent encore à agir dans un pays dévasté par vingt ans de guerre.

■ Plein droit

3, villa Marcès, 75011 Paris,
tél : 01 43 14 84 84
fax : 01 43 14 60 69
e-mail : gisti@ras.eu.org
Revue du GISTI, groupe d'information et de soutien des immigrés. Met l'accent sur les écarts entre les belles déclarations des «droits de l'homme» et la réalité des immigrés au quotidien.

■ Une Suisse sans armée

GSsA, case postale 151, CH 1211 Genève 8
Le groupe radical contre l'armée en Suisse, s'intéresse aussi à la question européenne avec la naissance d'une armée sous contrôle ou non de l'Otan.

■ Zivil Courage

DFG-VK, Schwanenstrasse 16, D 42551 Velbert
Revue de l'internationale des résistants à la guerre, section allemande. Milite pour l'abolition de toutes les armées.

LYON le petit altern'actif

Depuis de nombreuses années, les étudiants de commerce de Lyon animent un guide gratuit financé par la publicité. Les jeunes de *Chiche !* ont décidé de mettre en route un contre-guide, sans publicité, «pour bouger autrement à Lyon». Un premier recensement d'une cinquantaine de lieux alternatifs ne demande qu'à s'épaissir pour les prochaines éditions. Vendu à prix coûtant (10 F) chez *Chiche ! ESGC, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 29 92 02.*



RHÔNE commerce équitable

L'association SECOL, solidarité, écologie, citoyenneté de l'Ouest lyonnais, organise, à Vaugneray, deux jours sur le commerce équitable. Vendredi 15 décembre, à 20h30, à la salle des fêtes, soirée-débat avec Max Havelaar, Artisans du Monde et Agir Ici. Samedi de 9 h à 12 h, présence sur le marché de stands équitables : Max Havelaar, Artisans du Monde, Aspal, Artisanat SEL. SECOL, c/o Jean-Régis Ferraton, 13 bis, rue du Dronaud, 69670 Vaugneray, tél : 04 78 45 73 95.

RENNES repas à thème

L'Archipel, espace d'économie alternative et solidaire, propose des tables d'hôtes (bios et locales) à thème tous



Archipel

Salons, fêtes, foires

■ **Loire-Atlantique : journée de la bio-dynamie.** 25 novembre. Centre de formation de la Pommeraye, 44330 Vallet. Présentation de l'agriculture et du jardinage bio-dynamique par Pierre Masson, conseiller bio-dynamiste, présentation de matériel et de méthodes de travail du sol. *Christian Bastard, tél : 02 40 36 53 06.*

■ **Paris : Vivez Nature.** 13e édition. Cité des Sciences et de l'Industrie, La Villette. Salon de l'agriculture biologique et des produits au naturel. Du 30 novembre au 4 décembre. 135 exposants (dont bio 70 %). *Naturally, Chantal Malherbe, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*

■ **Grenoble : Naturissima.** 15e édition. Alpeexpo. 2 au 10 décembre. Bio, bien-être, santé, goûts et saveurs. *Alpeexpo, Anne-Bénédicte Desies, BP 2408, 38034 Grenoble cedex, tél : 04 76 39 66 00.*

■ **Montpellier : Harmonies.** Première édition. Parc des expositions, 8 au 10 décembre. 150 exposants (bio, habitat sain, santé, tourisme vert, jardinage, environnement). 30 conférences. *Goral, Frédéric Suau, 4, rue Numa-Boucoiran, 30000 Nîmes, tél : 04 66 71 56 50.*

■ **Pau : Asphodèle.** 5e édition. 16 et 17 décembre au Parc des expositions. 150 exposants (bio, artisans, éco-construction, défense de l'environnement, tiers-monde, pédagogie, librairies). Une douzaine d'animations et de conférences, deux expositions, salle vidéo, ateliers. Soucieux de faire la promotion d'une éthique sociale, le salon offre une entrée à tarif réduit à ceux qui viennent en vélo ou en voiture au GPL, ainsi qu'à ceux et celles qui disposent d'un compte dans une banque éthique. *Editions Utovie, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93.*

■ **Hauts-de-Seine : Foire écologique.** 2e édition. 17 décembre au Centre administratif, 5, rue de la Liberté, face à la mairie, à Colombes. 30 exposants (bio et associations). *Oxygène-Colombes, 15, rue de Légnano, 92700 Colombes, tél : 01 47 60 82 72.*

les vendredis à midi (prix libre entre 52 et 78 F). Prochains thème : le 1er décembre : cuisiner avec un diable, le 8 décembre : ces étonnantes graines germées. *L'Archipel, 1, rue Anatole France, 35000 Rennes, tél : 02 23 46 05 06.*

HÉRAULT Enc'rage

L'association Enc'rage est à même de réaliser tout motif de tee-shirts militants. Si vous désirez en réaliser un pour un groupe ou pour une cause, n'hésitez pas à prendre contact avec *Enc'rage, Sophie et Robert Latapy, 11, rue de l'Olivette, 34190 Ganges.*

Annonces

Emplois-jeunes

■ Confédération paysanne de l'Hérault cherche animateur-trice en emploi-jeune pour embauche à partir de décembre, bonnes connaissances agricole et syndicale demandées. Envoyer candidature et CV avant fin novembre à *Dominique Soulier, Domaine des Agriolles, 34150 La Boissière.*

■ Greenpeace embauche, sous forme d'emploi-jeune, un-e «chargé-e de mission junior nucléaire» pour renforcer son implication sur la question des déchets nucléaires. Des déchets, le poste pourra ensuite évoluer vers l'ensemble de la problématique nucléaire, selon un processus de 3 à 5 ans lui permettant à terme de mener en pleine responsabilité une campagne sur le sujet. La personne doit être en accord avec les valeurs de Greenpeace, en particulier sur la question énergie et nucléaire, être curieuse, ouverte, capable d'initiative et autonome, si possible avoir une connaissance scientifique dans le domaine, avoir une expérience militante dans le milieu associatif, une bonne capacité rédactionnelle, parler anglais, maîtriser les outils informatiques. Salaire de départ selon expérience entre 130 et 145 % du Smic. Progression jusqu'à 14 000 F brut mensuel en 4e année. Treizième mois, mutuelle prise en charge par l'employeur, ticket restaurant. CV et lettre de motivation à *Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.*

■ Association de promotion et de distribution alternative (musiques, lectures, prestations) engage emploi-jeune pour s'occuper du secrétariat, des permanences et de l'infoshop, du courrier et des commandes. Il est nécessaire d'avoir une bonne culture musicale, d'avoir un minimum de compétences avec les outils informatiques et de parler (un peu) l'anglais. Poste adaptable en fonction des compétences. Logement fourni. Véhicule apprécié. *Infoshop Bokal, 3, rue Lazare-Carnot, 01000 Bourg, tél : 03 85 35 24 77 ou 06 20 83 08 43.*

Emplois - demandes

■ Sud-Ouest, secrétaire très expérimentée, 50 ans, cherche CES ou CIE avec formation à technique professionnelle de massage (sensitif, oriental, holistique, ayurvédique ou autres), *Marie, tél : 06 20 37 92 58 après 20 h.*

Vivre ensemble

■ Association RAPEL propose accueil sur lieu convivial à personne intéressée par expérience de partage de vie quotidienne en groupe. Petite exploitation bio, chèvres, maraîchage, tél : 05 65 99 00 11.

■ Marre de la mondialisation et de la pensée unique, j'aimerais participer à un projet avec associations ou éco-villages libertaires, vie en semi-autarcie, région Auvergne-Cantal. Autre région selon proposition. *Patrick, tél : 01 42 35 11 15 vers 19 h.*

Recherche

■ Cherche pour compostage déchets végétaux (fond de coupe, etc.), un broyeur adaptable sur tracteur 30 ch. *D. Marty, Le Roc rouge, 46160 Cajarc, tél : 05 65 40 69 96.*

■ Cherche tous documents concernant la fabrication d'éoliennes et de moyens de

stockage de l'énergie. *Serge Meyer, La Roche-de-Faite, 68910 Labaroche, tél : 03 89 49 87 55 (soir ou week-end).*

■ Christèle et Gilles, esprit Silence, région Montpellier, souhaitent acquérir des savoir-faire en bio et alternatif (autoconstruction, autoproduction, pédagogie, cuisine, etc.) et offrent leurs bras et leur temps libre en échange. A bientôt. Tél : 04 67 59 42 53, 4 avenue des Cévennes, 34570 Saint-Paul-et-Valmalle.

■ Cherche le livre «Homéopathie vétérinaire» de Henry Quiquandon. *Frédéric Albert, Chambron, 79160 Ardin, tél : 05 49 04 36 60 ou 05 49 04 37 08.*

■ Cherche yourte mongole d'occasion (y compris avec réparations à faire). Urgent. Tél : 05 55 67 99 10.

Echanges, entraides

■ Couple avec expérience souhaiterait remplacer à la ferme des fermiers (lières) désirant prendre des petites vacances. Nous avons déjà gardé l'année dernière une petite ferme avec troupeau de chèvres, des ânes, lapins et autres animaux de basse-cour. Nous souhaitons refaire cette forme d'échange cet hiver-printemps (vacances scolaires ou hors-saison). *Sabine et Daniel, tél : 02 23 40 45 54 (le soir).*

■ Offre broyeur végétal électrique en échange de filtres à eau. *Tél en Bretagne : 02 99 95 44 16.*

■ Propose à personne responsable, libre usage d'un bosquet à 40 km de Bordeaux pour loisirs écolo-alterno-non-violents (ruche, jardin, camping, arts, contemplation, etc. habitat exclu). *Marie, tél : 06 20 37 92 58 après 20 h.*

Voyages

■ Désert. Mon amie Hourryia est Mauritanienne Maure. Elle m'a accueillie à l'aéroport, hébergée, accompagnée chez son oncle qui vit sous la tente dans le désert avec sa famille. Nous avons roulé le cous-cous, trait les chèvres, barraté le zrig, cuit le pain de sable, joué aux bâtons, aux noyaux, ri, échangé des cadeaux, bu les thés, causé, farnienté. Nous sommes allées à Chinguetti à dos de chameau. Hourryia vous propose la même aventure tranquille, en famille, en petit groupe d'amis ou seul. Elle parle parfaitement notre langue, connaît nos mentalités, c'est une merveilleuse interprète pleine de tact et de générosité. Vous conviendrez avec elle du prix et du programme. Je peux vous mettre en relation avec elle et vous aider à préparer votre voyage (de novembre à avril). Tél : 06 20 37 92 58 (Marie).

A vendre

■ Pour aider un orphelinat au Togo, vendis éolienne Unicum/Uniwatt 7, 7,5 kVA 380 et 220 V, diamètre 7,5 m sur mat de 9 m minimum. Tripales carbone. Livraison possible. *J.L. Rémy, tél : 03 84 85 47 88.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Israël-Palestine

■ **Lutte inégale.** Pendant l'Intifada, ce sont plus de 1000 Palestiniens qui sont morts sous les balles. Début octobre, ce sont encore plus d'une centaine de personnes qui sont mortes, la plupart palestiniennes (au 31 octobre, 145 Palestiniens ou Arabes israéliens contre 9 Israéliens) et de moins de 20 ans. On compte également plus de 4000 blessés. A chars et armes automatiques contre pierres, la lutte est inégale.

■ **Politique intérieure.** La provocation du chef de la droite israélienne, Ariel Sharon, a parfaitement réussi : craignant un accord historique entre la gauche laïque et les députés arabes israéliens (au nombre d'une dizaine), il est allé se promener devant la Mosquée de Jérusalem, sachant bien qu'il allait provoquer une réaction violente. Il était entouré par plusieurs centaines de soldats israéliens, ce qui signifie pour le moins un soutien de l'armée. Ariel Sharon est haï par les Palestiniens car il représente la répression pendant l'Intifada et les massacres de Sabra et Chatila. Tout espoir de paix est anéanti, probablement pour de nombreuses années.

■ **Colonialisme.** Les techniques colonialistes se poursuivent, repoussant maison par maison, champ par champ, les Palestiniens. Les colons, armés de fusil par l'armée israélienne, n'hésitent pas à faire le coup de feu. Ces colons, soutenu par les religieux et la droite, sont à l'origine de tous les échecs de négociations. Pour eux, la conquête du «grand Israël» doit se poursuivre.

■ **Comme en Algérie ?** En Algérie, certains Français témoignent qu'il aurait été possible de s'entendre pour une décolonisation en douceur, mais les plus extrémistes, en voulant tout, n'ont obtenu que le départ de tout le monde. C'est le même scénario qui se développe en Israël. A chaque fois qu'un accord de paix semble possible, les «faucons» de la droite religieuse font tout capoter.

■ **Pétrole contre soutien américain.** Le comportement des «faucons» israéliens n'est tenable que parce qu'ils ont le soutien des Etats-Unis. Conscients de cette situation, les pays pétroliers (Arabie Saoudite, Iran, Irak...) menacent de bloquer la production de pétrole si les Etats-Unis ne prennent pas mieux en compte les demandes palestiniennes. Pour le moment, le prix du pétrole augmente lentement, mais les pays arabes menacent maintenant de bloquer la production ce qui provoquerait une envolée du prix du pétrole et déstabiliserait les pays occidentaux.

■ **La guerre de l'eau.** Derrière les négociations territoriales se cache la question du contrôle de l'eau potable. Ainsi Gaza dépend à 96 % d'une nappe phréatique souterraine partagée avec les Israéliens. Les pompes sont tels que le niveau baisse d'année en année tandis qu'augmente la salinité des eaux. Les colons israéliens qui dépendent de cette nappe (7000 personnes) consomment en moyenne sept fois plus d'eau par personne que les Palestiniens. Même problème en Cisjordanie où Israël veut garder le contrôle du Jourdain.

■ **Pour une paix juste.** Comment est-il possible de sortir de la violence actuelle ? La coordination de l'action non-violente de l'Arche propose des rencontres pour essayer de répondre à cette question. Il y a des groupes de réflexion pour le moment à Millau (12), Perpignan (66), Lodève (34), Saint-Marcellin (38), Verdun (55)... CANVA, Arche 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52.

■ **Aide en médicaments.** Différentes associations organisent des achats et collectes de médicaments pour venir en aide aux services médicaux palestiniens complètement débordés par les nombreux blessés actuels. Vous pouvez les aider en prenant contact avec l'AMFP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 72 15 79.



Manifestation pour la paix à Jérusalem

Manif Seattle - 1999



Gilles Gesson

Contre la marchandisation du monde

■ **Melbourne : patrons perturbés.**

Du 11 au 13 septembre se tenait à Melbourne (Australie), un sommet des 1000 plus grandes entreprises. Entrée à 22 000 dollars (près de 150 000 F) pour la journée. Pour protéger le casino où devait se tenir la réunion, la police avait décidé d'ériger un mur de 2,50 m de haut en ne laissant que 6 entrées possibles... ce qui a grandement facilité le blocage des lieux par environ 10 000 manifestants. Le premier jour, entre 300 et 400 délégués n'ont pu pénétrer dans les lieux où la réunion s'est déroulée dans un grand désordre. A la fin, les délégués ont dû repartir par hélicoptère depuis les toits du bâtiment. A l'extérieur, 400 lycéens ont fait sensation en participant au blocage avec leur uniforme scolaire. Des heurts ont eu lieu toute la journée (une centaine de blessés) mais avec peu d'arrestations (seulement quatre). Le premier ministre de l'Etat, venu pour inaugurer, n'a pu éviter les manifestants. Sa voiture a été bloquée, les pneus crevés et la voiture repeinte en vert pendant qu'un militant Aborigène montait sur le capot pour lui expliquer l'histoire du pays. La police n'a pu dégager la voiture et le ministre qu'une heure plus tard. Bill Gates devait donner une conférence devant 4500 lycéens. Les manifestations l'ont fait reculer et le premier ministre a annoncé que la conférence se ferait finalement de manière plus large sur Internet. (*Le Monde Libertaire*, 28 septembre 2000)

■ **Prague : violente répression.** A partir du 23 septembre, entre 15 000 et 20 000 personnes se sont retrouvées à Prague pour essayer de bloquer la réunion du FMI, Fonds monétaire international, une des grandes organisations responsable du pillage de la planète. Et ceci malgré un impressionnant filtrage aux frontières (l'Europe du fichage militant marche bien !). Trois cortèges sont mis en place : les

bleus regroupent les anarchistes, les radicaux, les autonomes ; le rose les marxistes, le jaune les écologistes, les non-violents, les socio-démocrates. Dès l'arrivée face à la police, celle-ci sort les grands moyens : gaz lacrymogènes, canons à eau, et matraquage intensif. Malgré cela, environ 500 personnes du groupe bleu arrive à contourner le dispositif policier et sont stoppés en vue du palais des congrès. Une partie des roses bloque à son tour un autre accès et les délégués du FMI n'ont plus que le métro pour être évacués, ce qui sera fait dans la précipitation après que des manifestants aient essayé de bloquer le réseau souterrain. Le soir même, une soirée prévue à l'Opéra est annulée car les accès sont bloqués par les manifestants. Les arrestations se multiplient à l'extérieur tandis qu'à l'intérieur, l'ordre du jour est bâclé pour finalement clore la réunion avec une journée d'avance. 892 personnes ont été arrêtées pendant ces journées, essentiellement dans les rangs des bleus, les plus revendicatifs, dont au moins cinq Français. Les conditions de détention ont été particulièrement dures : entassement dans des pièces mal aérées, déshabillage intégral, etc. Une femme a sauté par une fenêtre pour échapper aux fouilles au corps, un manifestant a eu une oreille coupée... Différentes manifestations de soutien se sont tenues dans le monde devant les ambassades tchèques. (*Monde Libertaire*, 5 octobre 2000 et *Rouge* 12 octobre 2000)

■ **Nice : contre-sommet européen.** Différentes manifestations se tiennent à Nice, du 6 au 8 décembre, pour faire entendre un autre message que celui du libéralisme :

□ Les Verts organisent, dans le cadre des Etats généraux de l'écologie, un forum sur «vivre ensemble en citoyens en Europe». Renseignements au 01 43 55 24 07 ou www.etatsgeneraux.org.
□ Un collectif regroupant les Alternatifs, trois sections CFDT, Artisans du monde, Génération Solidarités, Attac, Mrap, Gauche socialiste, LCR... prépare sur place les hébergements, la communication, etc. On peut contacter : *Les Alternatifs*, BP 2016, 06101 Nice cedex 2.

USA

Ralph Nader, candidat réaliste

«N'attendez jamais des médias commerciaux qu'ils aident un nouveau mouvement». Il faut bâtir «un mouvement progressiste et un pays dont la marque déposée est la justice, pas McDo». Seul candidat contre la peine de mort, seul à s'intéresser aux sorts des 47 millions d'États-Uniens vivant sans couverture sociale, Ralph Nader, candidat des Verts, a été boycotté pendant toute la campagne électorale malgré des meetings payants dépassant à plusieurs reprises les 10 000 personnes. Après deux tentatives avortées en 1992 et 1996, pour la première fois, ce célèbre avocat, connu pour sa défense des consommateurs contre les grosses firmes, a mené une campagne nationale jusqu'au bout. Son score figurera-t-il dans les journaux après le vote du 7 novembre ? Une revue de presse sur cette candidature inédite est disponible auprès d'Ecodif, 107, avenue Parmentier, 75011 Paris (contre 20 F).

Démocratie et secret

Notre Constitution nous présente comme une République démocratique. Mais la démocratie peut-elle accepter le secret (d'Etat, industriel, défense ?). Pour réfléchir à la question, Jean Pignero propose un document d'une dizaine de pages. Il diffuse également d'autres textes sur le même sujet. Jean Pignero, 41, rue de Seine, 77240 Seine-Port.

Distributisme, écologie, usages

Ancien chroniqueur de la «Gueule Ouverte» dans les années 70, Jean-Paul Lambert, auteur de plusieurs livres sur le distributisme, vient de lancer une revue de débats sur le distributisme et l'écologie : *Prosper*. En franche opposition avec les théories étatistes des Verts, un retour aux sources des réflexions écologistes. 32 F le numéro. *Prosper*, Les Salles, 30570 Valleraugue.

Verts : pour la proportionnelle

Prévu dans l'accord Vers-PS de 1997, une dose de proportionnelle dans les élections législatives n'a pas vu le jour à cette date. Réunis en assemblée générale régionale le 29 et 30 octobre, les Verts ont voté, à une très large majorité, pour le respect de ce point de l'accord... condition préalable à toute négociation en vue de ces élections. Le Parti socialiste a, dès le 30

octobre au soir, annoncé une «fin de non-recevoir». Les dirigeants des Verts vont donc sans doute, par respect de la démocratie interne, étudier leur sortie du gouvernement et le retour de l'autonomie d'ici 2002.

Lalonde rejoint l'extrême-droite

Leader de l'UNEF en 1968, Lalonde, en trente ans de vie politique, a couvert tout l'échiquier politique pour rejoindre maintenant l'extrême-droite après cette déclaration : «Les Européens feraient mieux de se préoccuper de la menace islamiste qui me paraît sous-estimée par rapport à celle des McDonald's». (*Politis*, 26 octobre 2000)

Identité bretonne

Un sondage réalisé par *Le télégramme de Brest*, le 5 septembre, montre une montée de l'identité régionale bretonne. 71 % (contre 63 % en 1986) des habitants de Loire-Atlantique souhaitent leur rattachement administratif à la région Bretagne, 49 % souhaitent que le breton soit systématiquement enseigné dans les écoles. Les sympathisants Verts sont les plus nombreux (75%) à demander que la région ait plus de compétence en matière d'environnement. Si la grande majorité demandent plus d'autonomie, ils sont peu nombreux à revendiquer l'indépendance (de 27 % chez les sympathisants RPR à 16 % chez les Verts).

PAYS BASQUE les démos

Alors que les méthodes fascistes de l'ETA sont décriées même dans les rangs régionalistes, un nouveau mouvement est apparu en Pays Basque qui s'appuie sur les techniques non-violentes de Gandhi et Martin Luther King. Les démos (pour démocratie) mènent des actions symboliques et aussi spectaculaires que possible pour attirer l'attention de la population sur la question basque. Ils s'interdisent toute violence physique ou verbale sur les personnes. Premières actions menées : enlèvement des chaises des élus basques au conseil général des Pyrénées-Atlantiques, enchaînement à des avions chargés de déplacer des prisonniers politiques, utilisation d'un document de revendication départementale datant de 1789 au sein du palais de justice...

Le petit groupe se veut collectif et s'affiche donc avec des masques blancs pour ses actions. Sur un maillot blanc, ils portent un slogan annonçant le sens de l'action. Chaque action est expliquée par un communiqué. Ils demandent principalement le respect des prisonniers politiques basques, une politique linguistique efficace, la création d'un département basque côté français. (*Jakilea*, septembre 2000)

Après Millau

■ **Concurrence médiatique.** Inquiet pour les élections agricoles qui doivent se tenir en janvier prochain, Luc Guyau, président de la FNSEA, syndicat des gros exploitants agricoles, a demandé le renfort de l'agence de publicité Séguela pour essayer de contrer l'effet médiatique de José Bové. (*Canard Enchaîné*, 27 septembre 2000)

■ **Les femmes protestent.** Il y avait 300 personnes lors du démontage du McDo de Millau, avec des jeunes et des vieux, des hommes et des femmes. Christine Thelen, installée depuis vingt-quatre ans sur le plateau du Larzac, a protesté publiquement en faisant remarquer qu'il n'est pas normal que ce soit seulement dix hommes qui soient inculpés. Où est l'égalité que prône la loi ? (*Politis*, 21 septembre 2000)

■ **Les dérapages d'un maire.** Après avoir recommandé aux commerçants de fermer leur magasins pour éviter les hordes des banlieues qui allaient piller la ville, après avoir demandé «discrètement» aux gendarmes de prévoir des cercueils, après avoir supprimé les poubelles municipales pour montrer combien les manifestants laissaient traîner leurs papiers partout, le député-maire RPR de Millau, Jacques Godfrain continue dans la finesse en dénonçant le voyage de José Bové en Colombie, pays bien connu pour son trafic de drogue, et en signalant qu'un militant local est «un basque espagnol, très connu pas ses manœuvres violentes», en fait un militant des Alternatifs. En gros, les jeunes de banlieues sont fournis en drogue par José Bové, meurent d'overdose et se heurtent à l'ETA s'ils osent protester ! (*Rouge et Vert*, 22 septembre 2000)

■ **Difficultés financières locales.** La mairie de Millau a décidé d'enfoncer le clou en facturant la location du terrain où s'est tenu le concert à un prix exorbitant (soi-disant pour sa remise en état). De fait, le comité de soutien aux inculpés a le plus grand mal à boucler son budget et a déjà pris la décision de licencier son demi-permanent le 13 septembre dernier. Un appel à soutien est lancé afin que le comité puisse préparer sans souci un rassemblement pour l'appel à Montpellier (date non encore connue). Mention «suite du 30 juin» au dos des chèques à adresser à : *Larzac Solidarités*, Les Mares, 12100 La Roque-Sainte-Marguerite.

■ **Rennes : Parlement muré.** Pour protester contre le jugement de Millau, trois cents agriculteurs bretons se sont retrouvés à Rennes le 16 septembre pour murer le Parlement de Bretagne sous le slogan : une justice comme celle-là, il faut l'enfermer. (*Campagnes solidaires*, octobre 2000)

■ **Syndicat de machos.** Peu avant l'été, José Bové a quitté sa compagne Alice Monier. Celle-ci, dans une lettre ouverte à la Confédération paysanne s'étonne de l'absence totale de soutien qu'elle a pu recevoir depuis : «Ce syndicat de machos, sous couvert de 'non ingérence dans la vie privée' de ses responsables, applique la vieille tactique masculine : courage fuyons (...) Quelle est la valeur d'une organisation sociale qui oublie la personne au profit du développement de la structure ?». Alice Monier suggère la motion suivante : «La confédération paysanne défend aux conjoints et conjointes non-syndiqués d'apporter un quelconque soutien aux actions syndicales. Elle interdit notamment aux conjoints et conjointes de préparer des pique-nique lors des occupations de locaux, barrages de route... ; de recevoir gratuitement des responsables à la maison ; de participer à des envois en nombre de journaux et circulaires ; de rendre visite à des militants emprisonnés ; et bien entendu d'exécuter tout travail agricole en remplacement des exploitants en déplacement syndical». (*Campagnes solidaires*, octobre 2000)

Place de Millau - 30 juin 2000



Michel Bernard

Demain, j'enlève ma chemise

Le désir de fonctionner dans des structures horizontales doit-il nous couper automatiquement des échéances électorales, lieux de pouvoirs verticaux ? Pas sûr, d'autant plus qu'en dehors de nos activités «alternatives», nous sommes, au jour le jour, impliqués dans la vie quotidienne de la cité.

Comment les initiatives qui s'en dégagent peuvent-elles concrètement être transposées dans la société tout entière ?

Côté pratiques, nous avons aussi besoin d'apporter des témoignages concrets sur les multiples pratiques institutionnelles ou pas qui nous paraissent pouvoir illustrer le plus clairement possible nos propos pour qu'un réel échange se fasse sur le fond et la forme à partir de ce qui est notre vécu.

Profiter de l'ambiance préélectorale

L'approche des élections municipales du printemps prochain nous donne la possibilité de nous entretenir donc sur la question d'une participation active dans les cités. Non pas parce que nous pensons que le jour du vote est un moment décisif pour la démocratie, mais parce que la période préélectorale, et en particulier celle concernant la vie de nos communes, de nos arrondissements, de nos villes petites et moyennes, nous interpelle au premier chef en tant que simple habitant-e d'un lieu où l'on connaît souvent mieux ce qui se passe autour de nous. C'est la raison pour laquelle nous ressentons à ce propos un plus fort désir d'intervenir directement pour que les choix quotidiens dans tout ce qui concerne l'habitat, les transports, la bouffe et les activités quotidiennes auxquelles nous nous consacrons puissent être les plus satisfaisantes possibles pour tout un chacun.

Mais face à ce désir le problème auquel nous les «alternatifs» devons faire face est, d'une manière générale, plus compliqué par exemple que celui de nos ami-e-s de gauche. Pour eux, pour elles, il s'agit de choisir qui va les représenter. Habités qu'ils, elles, sont à fonctionner dans des structures verticales, la question principale réside à «faire le bon choix» compte tenu des rapports de forces, des tendances des jeux et des enjeux de pouvoirs

dans leurs partis entre les chefs ou leaders qu'ils et (plus rarement, ou encore très rarement) qu'elles soient.

Notre choix est plus complexe car nous ne sommes pas habitués à faire vivre nos groupes, nos mouvements d'une manière verticale. Nos activités «alternatives» sont en général l'expression d'une dynamique collective où, sans avoir éliminé une fois pour toutes les questions de leadership, de pouvoir, de représentativité, celle-ci est vivante est indispensable à l'engagement individuel et respectueuse de l'autre, des autres. Non pas que les milieux alternatifs soient exempts de contradictions, mais celles-ci sont mille fois débattues et par-là même elles lui fournissent régulièrement de nouveaux éléments pour ne pas accepter un seul type de fonctionnement, et des lignes de conduites une fois pour toutes.

En fait, la complexité du mode de fonctionnement des alternatifs représente, à mes yeux, une véritable forme de «démocratie» (si l'on prend ce mot selon «le sens commun» qui lui est attribué, c'est-à-dire de participation des individus, des citoyens et citoyennes aux affaires de la cité, ou de la vie collective). Le mode d'organisation des alternatifs, les diverses formes d'autogestions qui supportent leurs initiatives, leurs modes de décisions prises dans des réunions de groupes ou dans des assemblées, voilà ce que nous voudrions voir se réaliser dans les quartiers et les communes dans lesquelles nous vivons. Mais cela est-il possible ?

Dépasser le niveau d'alternatives actuel

En évitant de se poser cette question, nous pourrions aussi penser à une politique alternative se limitant au seul renforcement de celles qui sont nos activités et à les faire connaître davantage en attendant que d'autres personnes choisissent de s'engager dans des initiatives allant dans le même sens que les nôtres. Ce choix, ne me semble pas être satisfaisant à long terme. Il nous oblige à ne regarder que ce qui concerne notre propre groupe ou activité, en nous éloignant quelque peu des questions qui sont celles de tout un chacun. En effet, si l'on se contentait de faire vivre ou développer notre propre initiative sans se préoccuper de ce qui se passe chez les voisins, de ce que veulent les gens autour de nous, on ne ferait que perpétuer, ou on essaierait de le faire, l'activité alter-



Autour de Silence se retrouve un ensemble de personnes intéressées par l'écologie, la non-violence, la démocratie directe, l'autogestion, le mouvement libertaire et toutes les pratiques visant la réalisation d'utopies vécues se voulant toujours expérimentales et jamais closes sur elles-mêmes face au devenir du monde. Pour un certain nombre d'alternatifs la question d'une intervention politique dans la cité s'est posée depuis très longtemps. En reprenant ce débat dans Silence, il ne s'agit pas de définir une ligne politique mais de mettre à disposition des éléments pour enrichir la discussion.

Après le texte théorique de Bookchin (1) et les analyses faites par plusieurs observateurs sur l'expérience de Porto Alegre sur laquelle Paul Boino nous offre un éclairage assez critique, mais par là source de réflexions et réactions (2), il faudrait alimenter le débat avec d'autres interventions aussi bien théoriques que pratiques.

Côté théorique, par exemple, comment articuler le concept de démocratie, les possibilités que nous avons d'aller «au-delà» du système représentatif actuel avec les formes de gestions de nos assemblées, autogestionnaires, de démocratie directe que nous tentons de faire vivre dans nos divers milieux «alternatifs».

native en question. Alors que, par notre vie quotidienne, nous sommes parties prenantes de la vie de la cité.

Si certains nous considèrent (et parfois c'est nous-mêmes qui le faisons) comme étant marginaux ou minoritaires, je pense que nous ne sommes ni l'un, ni l'autre. Nous ne sommes en réalité qu'une partie de la société, cette partie où les questions, la problématique relative aux changements et transformations sociales sont vécues avec une sensibilité à fleur de peau et probablement, plus qu'ailleurs, par un engagement à la première personne du singulier. Nous avons donc notre place dans cette société, et même si nous voulons la transformer — ou justement à cause de cela — je pense que nous devrions avoir un regard sur la politique en général qui ne soit ni dogmatique, ni sectaire, c'est-à-dire que l'on devrait ôter pour l'observer les fameuses lunettes idéologiques toujours en vente sur les agoras publiques.

Alors s'agissant de la vie de la commune, et parce que nous y participons déjà activement, ne serait-ce que parce que nous y avons des lieux ouverts à tous et à toutes, que nous côtoyons tous les jours nos voisins, parce que nous y réalisons des manifestations, des actions diverses, y compris avec d'autres groupes ou partis politiques, parce que parfois nous avons à nous entretenir avec des représentants institutionnels, partager des bribes de vie sociale et politique avec eux, parce que d'un point de vue économique nous sommes quotidiennement à la merci de l'argent-roi, même si dans nos milieux il a une valeur «relativement» différente — nous essayons de vivre avec mais sans toujours en faire un objectif fondamental pour la réalisation de nos activités —, pour toutes ses raisons, je pense qu'il nous faut aussi accepter de nous lancer dans les débats publics. Je dirais qu'il faut mouiller sa chemise.

Elargir le cercle des interlocuteurs

Je pense qu'une politique alternative dans la cité, existe déjà dans les pratiques quotidiennes, différentes se reconnaissant dans cette démarche ou l'ayant de fait. Mais je pense aussi qu'il nous faut élargir toujours plus le cercle de nos intérêts et de nos possibles interlocuteurs et interlocutrices, et ceci en toute occasion. Or pendant la période préélectorale il est peut-être plus facile de faire connaître nos points de vue et notre façon d'agir. Cela semble être un de ces moments privilégiés où l'on cherche avec d'autres des possibles «alternatives» car tout au long de cette campagne les «gens» sont peut-être plus sensible au débat autour de ces questions.

Ce sont donc des moments que l'on peut utiliser pour ne pas rester enfermés dans nos cercles «alternatifs». Profitons alors de ce moment pour réfléchir, entre nous et avec les autres — en commençant par ceux et celles qui sont les plus proches de nous ou dont on se

sent les plus proches — sur les éventuelles possibilités que nous avons de réorganiser des pans de sociétés entières selon des «modèles» ou des «principes» que nous servent pour faire vivre nos structures.

On peut me rétorquer que la période électorale n'est sûrement pas le seul moment pour le faire, et que la cohérence essentielle intrinsèque à une politique alternative est celle de se manifester au jour le jour. Bien évidemment je suis de cet avis. Mais, c'est justement là que réside la difficulté majeure pour la réalisation d'une politique alternative dans la cité. Celle-ci resterait «alternative» à condition qu'elle ne soit pas polluée par les dysfonctionnements relatifs aux démocraties représentatives.

Je me demande si on peut, tous les jours et tous les instants, être alternatifs à 100 %. N'y a-t-il pas déjà des moments dans notre quotidien où nos principes sont quelque peu malmenés, voir écartés et où nous suivons le «courant» dans des choix ne respectant pas toujours nos idées ?

Pour envisager de développer une politique alternative dans la ville, je ne pense pas non plus qu'il faille se draper de la toge de la compromission et se laisser emporter par la vision hiérarchique et centralisatrice qui est la voie royale portant nos candidat-e-s à assumer des places de prestige en acceptant, en assumant même parfois des choix politiques et stratégiques loin de ce qui sont les engagements quotidiens remettant en cause les injustices sociales, la dégradation de la vie sur la planète, etc. Je pense en effet qu'une politique alternative ne pourra jamais faire l'économie de cette remise en cause, et devra se méfier de toute forme d'institutionnalisation bloquée.

Le choix de présenter des candidat-e-s aux élections municipales de la part de quelques secteurs des «mouvements alternatifs» — le parti des Verts, et des formations politiques d'extrême gauche me semblent avoir déjà depuis longtemps, en particulier à leur sommet tranché sur cette question —, ne me semble pas être une initiative «antidémocratique», «contre-révolutionnaire», «anti-écologique». L'abstention ou le boycott quant à eux, lorsqu'ils sont exprimés publiquement, sont certes une manifestation politique, une prise de position précise et «cohérente», mais l'on sait aussi qu'elles ne sont pas toujours dynamisantes et que parfois elles sont stériles...



Affiche électorale des Alternatifs

Il me semble que si l'on veut discuter de municipalisme libertaire, de démocratie directe, démocratie participative (3), etc., il nous faut partir de ce que nous sommes, ce que nous faisons tous les jours, afin de penser comment développer, élargir nos cercles ayant comme objectifs de proposer un sens différent au concept de démocratie, peut-être le remplacer par un autre plus proche de ce que nous désirons, de ce que nous vivons dans nos propres expériences. Pour cela, il nous faut aussi non seulement mouiller sa chemise, mais aussi tenter de se jeter à l'eau, tout nus si possible.

Je pense que si la couleur dont on se teint le visage n'est pas un simple maquillage, celle-ci ne se dissoudra pas au simple contact avec l'environnement aussi pollué soit-il.

Vouloir chercher à mettre en pratique une politique alternative, pour moi signifie être prêt à confronter mes idées et mes pratiques avec celles de mes voisins. Cela signifie aussi réfléchir sans *a priori* au sens que l'on peut donner à cette vieille dame, la «démocratie», et réfléchir à comment la déshabiller pour qu'on puisse profiter ensemble d'un bain de jeunesse. Ou faut-il la tuer?

Mimmo Pucciarelli ■

(1) Silence n°262, octobre 2000.

(2) Silence n°263, novembre 2000.

(3) Lors du récent référendum sur le quinquennat, parmi les rares affiches appelant à voter «oui», il y avait celles du RPR justifiant ce choix afin «d'élargir la démocratie participative». Perplexe ? Choqué ? Intrigué ? Essayons de donner du sens aux mots et aux concepts que nous choisissons. Essayons ensemble de définir au mieux ce qu'on entend par exemple par «démocratie participative» et si tout compte fait, il ne faut pas ôter «cratos» («pouvoir») de la démocratie...

Dangers des plastiques chlorés

A la suite de campagnes d'associations comme Greenpeace, depuis le 7 décembre 1999, tous les objets susceptibles d'être portés à la bouche par un bébé ne peuvent plus être en plastique souple, du PVC additionné de DEHP pour le côté technique.

Le CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, a révélé le 23 octobre dernier un rapport qui montre que de nombreux enfants sont contaminés par le DEHP par d'autres biais que les objets portés à la bouche. Le DEHP provoque des retards dans le développement, une baisse de la fertilité par modification des testicules chez les hommes, un dysfonctionnement ovarien chez les femmes, des malformations, et parfois la mort de fœtus. Ce DEHP peut atteindre le fœtus de différentes manières car il peut franchir les parois du corps au niveau des artères, des poumons et de la barrière placentaire. Les sources de contamination en milieu médical sont les poches de plasma, les masques respiratoires, les gants d'examen, les bracelets d'identification... Tout plastique souple est potentiellement dangereux. C'est pourquoi le CNIID demande la mise en place d'alternatives qui n'utilisent plus ni PVC ni DEHP.

Dioxines : l'art du mensonge

Le 30 juin dernier, le ministère de la Santé a publié un rapport intitulé «Dioxines : données de contamination et d'exposition de la population française». Le CNIID a soumis ce rapport à une contre-expertise, ce qui lui a permis de découvrir les méthodes de trucage du gouvernement. En voici quelques unes : les Français ne respirent pas (soit une sous-évaluation de l'ordre de 10 %), les enfants de moins de deux ans n'existent pas (5 % en moins), utilisation de facteurs d'équivalence toxique erronés (10 % en moins), publie des pollutions par les PCB... ce qui revient à diviser d'un seul coup les expositions par 3 ! Ainsi, au lieu des 1,3 pg par kilo de poids corporel annoncé, les calculs une fois refaits, on se retrouve à 4,9... soit au-dessus de la limite maximale de 4, et très loin de la norme «de

qualité» de 1. Toujours en refusant les calculs sur les trois millions de Français les plus exposés, le chiffre grimpe à 9,45.

Autocollant

Le CNIID diffuse un autocollant contre l'incinération.

Celui-ci est en papier pour être facilement recyclable ;

ceux en plastique dégageant du chlore en cas d'incinération. On peut en recevoir en envoyant un don à :

CNIID, 51, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.



RHÔNE plombémie virtuelle ?

Les riverains de l'usine Metaleurop, spécialisée dans le recyclage des batteries, près de Villefranche-sur-Saône, se sont inquiétés des risques de pollution par le plomb (voir «Du plomb dans le sang», Silence n°249) et ont fait effectuer eux-mêmes des analyses de sang qui ont indiqué des taux dignes d'une exposition professionnelle. Depuis, la DDASS a mené l'enquête, une commission locale d'information a vu le jour, et dernière mesure en date : l'usine a dû financer une étude d'impact. Celle-ci confiée à l'Inéris a été rendue publique au début de l'automne. Une lecture détaillée montre qu'aucune nouvelle mesure n'a été faite autour de l'usine. On y trouve pourtant de très nombreuses infos sur les pollutions au plomb comme par exemple dans la culture du riz (très développée dans la vallée de la Saône !)... Bref, un ramassis d'infos disparates que n'importe qui peut aller compiler en surfant sur Internet. Ce ne serait pas trop grave si l'usine était à l'arrêt, mais ce n'est pas le cas, le préfet se contentant d'aller régulièrement taper sur les doigts du directeur. Ouh, que ça fait mal !

Le Mans et son incinérateur

Union civique des contribuables citoyens de la Sarthe, U3C, vient de publier un document sur l'usine d'in-

Décharge ou incinérateur ?

Vous avez le choix : vous préférez la peste ou le choléra ? Dans certains coins de France, on se pose actuellement une question assez bizarre : un incinérateur plutôt qu'une décharge, une décharge plutôt qu'un incinérateur ? Question bizarre puisqu'à moins de posséder une baguette magique, incinération = décharge. Les présenter comme deux choses distinctes, c'est un peu comme croire au Père Noël. Brûler des déchets crée en fait quatre décharges !

Première décharge : les polluants toxiques — quel que soit le système de filtration — sortent de la cheminée et vont dans une décharge très spéciale. Elle n'a ni panneaux, ni grillages, c'est la nature. Les fumées, et leur contenu peu ragoûtant, se déposent où bon leur semble.

Deuxième décharge : des polluants toxiques — métaux lourds, dioxines — sont éparpillés partout en France lorsque les cendres toxiques issues de l'incinération sont utilisées comme remblai le long des routes. C'est une autre décharge, mais il n'y a pas de sigle «décharge» et le ministère n'en tient pas compte. Pour ceux qui ne le savaient pas, la molécule de dioxine est par essence légale, elle décide de ne plus être toxique s'il n'y a pas de panneau.

Troisième décharge : des polluants toxiques — cendres volantes, gâteaux de filtration, etc. — sont mis dans des décharges de déchets industriels.

Mais c'est la quatrième décharge créée par l'incinération qui est la plus importante. Elle se ballade sur deux jambes : c'est nous. Une molécule de dioxine sortie d'une cheminée d'incinérateur va, via la chaîne alimentaire se retrouver en chacun de nous.

Opposer incinération et décharge est un non-sens. Il faut s'opposer aux deux, parce que jusqu'à preuve du contraire, les écologistes n'ont pas vocation à servir de voiture-balai à un système qui est le plus gigantesque producteur de déchets que l'humanité ait jamais connu. Et qui de plus continue à augmenter cette «production» (3 % l'an !).

En s'opposant à l'incinération et aux décharges, on obtiendra la pression nécessaire en faveur de la réduction à la source. «Mais ce n'est pas réaliste !» disent certains. Si les syndicalistes du début du siècle avaient été à ce point imperméables à la notion de rapport de forces, il y aurait encore aujourd'hui des enfants de huit ans dans les mines de charbon parce qu'il faut être réaliste.

Pierre-Emmanuel Neurhor

CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, 51, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.

cinération de la Chauvinière. En 54 pages, le tour des mensonges et omissions des autorités sur les rejets de l'incinérateur, les pollutions réelles, la question des déchets. Le document peut être commandé contre 30 F (franco de port) à U3C-Sarthe, 33, rue François-Cevert, 72100 Le Mans.

FINISTÈRE incinérateur illégal

L'incinérateur de Carhaix fonctionne depuis 1992. Sa construction a été autorisée en pleine zone humide, au lieu-dit Kervoazou, ce qui signifie en breton «le lieu des sources». Elle fonctionne sans plate-forme de stockage pour les mâchefers, lesquels présentent un risque de pollution des nappes d'eau par les métaux lourds. Ce stockage est illégal, tout comme le dépôt de mâchefers dans les décharges locales voisines. Le comité de riverains a obtenu du tribunal administratif l'annulation de l'arrêté d'autorisation. Le syndicat qui gère l'engin a demandé une dérogation provisoire de fonctionnement. Plusieurs associations demandent la mise en place d'une autre politique des déchets par la collecte sélective et le recyclage. Eaux et Rivières de Bretagne, 6 rue Joseph-Pennec, 22110 Rostrenen, tél : 02 96 29 09 24.



Contenu obscur

Décidément, Total est prêt à tout pour que l'on ne puisse pas savoir ce que contenait exactement l'Erika. L'association des bénévoles d'Erika avait obtenu la désignation d'un huissier devant le tribunal de grande instance du Havre afin que ce dernier puisse faire des prélèvements sur ce qui serait remonté des soutes de l'épave. Dix échantillons ont été ainsi prélevés. Le 12 septembre, Total a alors attaqué l'association au tribunal des référés pour demander la restitution de ces échantillons ! Association des bénévoles d'Erika, 251, rue du Pont-de-Pierre, 59600 Maubeuge, tél : 03 27 64 69 57.



Chlorure de benzalkonium

Selon les analyses des échantillons prélevés par l'huissier, il a été démontré la présence de ce produit. Une extrapolation sur les quantités indiquées qu'il y en avait 120 tonnes dans l'Erika. Ce produit aurait été rajouté de manière illégale au fuel. Il aurait pour but de fluidifier un fuel qui autrement serait trop solide pour être brûlé. Ces analyses confirment les analyses du laboratoire indépendant Analytika, d'autres analyses faites par huissier pour le compte cette fois de l'association Avenir de Sauzon (sur Belle-Île-en-Mer) et par Paris-Match (à la verticale de l'épave). Non seulement, la présence de ce produit est illégale, mais en plus, il a des propriétés irritantes qui explique les conjonctivites observées chez des bénévoles, les problèmes de muqueuses, etc. L'association des bénévoles demande que l'incinération de ce produit à Gonfreville (près du Havre) soit suspendue car il y a un risque évident de production en quantité de dérivés du chlore (dioxines).

Sibérie : 500 Erika par an !

Le 17 octobre, des militants de Greenpeace sont allés déverser plu-

sieurs centaines de kilos de sol pollué devant le siège de TotalFinaElf, à la Défense. Ces terres contaminées proviennent de Sibérie, où comme en Birmanie et ailleurs, le groupe pétrolier fait des profits énormes au détriment des droits de l'homme et de l'environnement. A l'Ouest de la Sibérie, les champs pétrolifères gérés par la multinationale laissent échapper chaque année 15 millions de tonnes de pétrole au niveau de pipelines vétustes. Cela représente 500 fois la cargaison de l'Erika ! Alors que le groupe annonce des profits records, Greenpeace demande que la firme lance un programme pour stopper les fuites, mais aussi un programme pour nettoyer les sols. Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.

Exxon Valdez

Le 24 mars 1989, l'Exxon Valdez heurte un récif en Alaska et perd 38 800 tonnes de pétrole qui polluent 1600 km² de côtes. A la suite de cet accident les pétroliers à simple coque sont interdits sur le littoral nord-américain. Qu'à cela ne tienne, la compagnie Exxon (Esso en France) rebaptise son navire «S/R Mediterranean» et reprend le service entre la Mer Rouge et le port français de Fos-sur-Mer où il est venu accoster huit fois en 1999. (source : L'Humanité, 24 mai 2000)

Paludiers en procès

Le groupement des paludiers de Guérande a décidé de ne pas produire de sel en 2000 pour éviter une baisse possible de la qualité liée à la présence de fuel dans l'eau. Et ceci malgré les autorisations préfectorales qui permettant 200 nanogrammes d'hydrocarbures par litre d'eau de mer contre 2 à 12 avant (voir Silence n°259/260). Eh bien, la Fipol, caisse de solidarité entre pétroliers les attaque en justice pour demander des dommages et intérêts prétextant un préjudice imaginaire ! On les soutient : Groupement des paludiers de Guérande, Pradel, 44350 Guérande, tél : 02 40 62 01 25.



Robin des Bois encouragé

L'association écologiste a été extrêmement efficace sur le terrain de la lutte contre la marée noire de l'Erika, informant les bénévoles des risques qu'ils prenaient, dénonçant les stockages toujours provisoires de l'Amoco Cadiz, etc. Cet activisme n'a pas échappé à Universal, une grosse société de disque qui a sorti début 2000 une compilation de musiciens bretons. La compagnie a décidé de reverser la moitié des bénéfices du CD à Robin des Bois qui a touché un chèque de 500 000 F. Robin des Bois a annoncé que cet argent servirait à financer un programme sur au moins trois ans : actions pour obtenir de l'Union européenne et de l'Organisation maritime internationale un renforcement des règles de sécurité sur les navires ; obtenir le respect des règlements internationaux par tous les pays afin d'empêcher les pavillons de complaisance ; assurer une formation des militants associatifs pour pouvoir contrôler les mouvements dans les ports des navires et connaître leur contenu ; lutter contre l'utilisation de déchets comme carburants par certains navires, obliger à l'élimination des déchets des anciennes marées noires, poursuivre les actions contre les responsables du naufrage de l'Erika, dénoncer les immersions de produits toxiques, favoriser l'augmentation de la flotte de remorqueurs de haute mer, etc. Robin des Bois, 15, rue Ferdinand-Duval, 75004 Paris.

Nouveau naufrage

Moins d'un an après l'Erika, la Bretagne est de nouveau menacée par une pollution. Au moment où nous clôturons ce numéro (31 octobre), le navire Ievoli Sun vient en effet de couler avec 6000 tonnes de produits toxiques dont 4000 tonnes de styrène. Le styrène est un hydrocarbure benzénique servant à fabriquer des plastiques, entre autres le polystyrène. Ce produit non soluble est suspecté d'être cancérigène et peut même exploser dans certaines conditions. La société RINA qui avait déjà autorisé la navigation de l'Erika est de nouveau montrée du doigt puisqu'elle avait aussi contrôlé ce navire. Toutes les propositions émises depuis un an pour diminuer les risques n'auront été que paroles emportées par les vents de la première tempête de l'automne.

Remettre en cause nos comportements

Ce nouveau naufrage montre — comme pour la crise de la vache folle — que tant que nous consommons certains produits, les pollutions en amont, du fait de la recherche de profits, seront inévitables. La pollution au styrène pose la question de l'utilité des plastiques : dans de très nombreux domaines, des alternatives saines existent. Ainsi, dans l'habitat, le polystyrène peut être remplacé par des isolants comme le lin, le liège, le chanvre, le papier, etc. Si nous ne voulons pas de naufrages de produits dérivés du pétrole, ne les consommons pas. Tierra Incognita, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 17 43.

Fonds marins en danger

Mi-juin, Greenpeace avait rendu public un reportage éclairant : des milliers de fûts de déchets radioactifs entassés dans la fosse des Casquets, dans les eaux territoriales britanniques des îles anglo-normandes, à 15 km du site de La Hague. Les fûts sont rouillés, certains déjà éventrés. 28 500 fûts ont été immergés là par la Grande-Bretagne entre 1950 et 1963, à un moment où la question de la gestion des déchets n'était pas prise en compte. C'est, là qu'a coulé le Ievoli Sun. Greenpeace et Robin des Bois pensent que le naufrage a été programmé, le bateau étant trop dangereux pour être ramené dans un port. Le lieu aurait été choisi par la marine nationale à cause de la grande profondeur et des courants qui peuvent disperser les polluants.

Bruit : de plus en plus mal supporté

Les ventes de boules Quiès s'élèvent à 60 millions d'unités par an. 100 000 plaintes sont déposées chaque année pour des bruits de voisinage. Le surdité représente la plus chère des maladies professionnelles : 600 millions de francs par an. Le bruit est la première cause des déménagements (31 % des ménages, 35 % chez les moins de 30 ans) loin devant les problèmes de voisinage (14 %), l'insécurité (14%), l'éloignement du centre (10%) ou le désir de plus de verdure (11%). (source : *Alternative-Santé*, mai 2000)

Eau

■ **Alsace : retour des saumures ?** La commission internationale pour la protection du Rhin regroupe les pays frontaliers. Elle a obtenu des Etats une baisse des rejets de saumure (carbonate de calcium CaCl₂). La France a promis la fermeture des mines de potasse pour 2004, ce qui provoquera alors une forte baisse de la pollution. Il n'en fallait pas moins pour que des industriels lorrains, obligés de baisser leur pollution dans la Moselle, envisagent la construction d'un «calcoduc» pour rejeter leur saumure... dans le Rhin. Le tracé rejoindrait Nancy au Rhin, à hauteur de Gamsheim, au nord de Stras-

bourg. Alors que la France paie déjà des indemnités à la ville d'Amsterdam qui se plaint de devoir dépolluer son eau, ce projet est en complète contradiction avec les recommandations européennes. La région Alsace s'est prononcée contre... sauf compensations financières ! *Alsace Nature*, 18, rue du 22-Novembre, 67000 Strasbourg.

■ **Bretagne : sondage sur l'eau.** En 1999, la préfecture de région et le conseil régional décident d'un sondage sur la question de l'eau et de l'environnement. 83 % des sondés pensent que l'environnement est une priorité essentielle, les deux-tiers classant l'eau en tête des problèmes. 73 % accusent l'agriculture de la mauvaise qualité de l'eau devant l'industrie, les collectivités et les particuliers. 90 % connaissent les problèmes des nitrates et des pesticides, 60 % des phosphates, 25 % seulement l'atrazine (mais 78 % chez les agriculteurs). 81 % estiment que la question de l'eau est à traiter de toute urgence. 15 % ne boivent plus du tout d'eau du robinet. 50 % se plaignent du coût croissant de l'eau... mais 50 % accepteraient de payer plus cher pour avoir une eau meilleure. 48 % estiment que les pouvoirs publics ne s'occupent pas assez de la question... malgré la multiplication des plans (Bretagne eau pure, contrat de plan, etc.) observée ces dernières années. (*Eaux et Rivières de Bretagne*, septembre 2000)

■ **Bretagne : Corinne et les cochons.** Un des plus gros éleveurs de cochons en Bretagne a doublé sa production sans autorisation depuis 1994, passant à 5600 places. Le préfet l'a obligé à revenir à la situation antérieure. L'éleveur a alors pris Corinne Lepage comme avocate pour demander au tribunal d'annuler cette



décision. Celle-ci est venue plaider que le préfet ne pouvait intervenir ainsi «dans la mesure où la protection de l'environnement n'est pas menacée». La même Corinne Lepage dénonçait dans son livre «On ne peut rien faire madame le Ministre» «le productivisme acharné des éleveurs de porcs sans souci de la loi et de l'environnement». (*Eaux et Rivières de Bretagne*, septembre 2000)

Animaux

■ **Fréjus : contre les corridors.** Une pétition circule pour la suppression des corridors à Fréjus précisant entre autres «au même titre que l'excision, l'esclavagisme ou la chasse/massacre des oiseaux migrateurs, la corrida est une tradition cruelle devant disparaître». *Collectif contre les corridors à Fréjus*, c/o C. Desanlis, 378, rue Général-Brosset, Résidence La Madelaine, entrée G, n°776, 83600 Fréjus.

■ **Produits chimiques et tests sur animaux.** La Commission européenne s'inquiète avec justesse sur la multiplication des produits chimiques mis sur le marché dont on ignore les conséquences sur la santé et l'environnement. Environ 100 000 produits chimiques sont ainsi concernés. Actuellement, des laboratoires de biologie font du lobbying pour obtenir un budget pour étudier les conséquences de ces produits. Outre le coût énorme que cela entraînerait, la méthode utilisée n'est pas fiable : des tests sur les animaux. On peut estimer que cela nécessiterait dans un premier temps le sacrifice de 10 millions d'animaux, ce qui permettrait sans doute de connaître certains effets sur ces animaux, mais ni sur l'environnement en général, ni sur les humains en particulier (que l'on se souvienne par exemple de l'innoffensive thalidomide pour les animaux, mais qui provoque des enfants malformés chez l'humain). C'est pourquoi l'association One Voice, Robin des Bois et d'autres associations demandent que l'on étudie autrement ces produits chimiques : par épidémiologie (enquête sur les populations exposées), par utilisation de culture de tissus humains... Avant que la Commission européenne lance un tel programme (qui pourrait atteindre 60 milliards de francs), One Voice demande que soit effectué un recensement mondial des méthodes sans animaux disponibles, que les frais de recherche soient pris en charge non par le contribuable mais par les firmes qui produisent les sub-

stances, que l'on n'hésite pas à retirer du marché les produits sur lesquels il y a déjà des doutes. *One Voice*, BP 41, 67065 Strasbourg cedex, tél : 03 88 60 64 06.

■ **Pesticides : les abeilles sinistrées.** Deux nouveaux pesticides, le Gaucho, fabriqué par Bayer, et le Régent, fabriqué par Aventis, sont accusés de provoquer un désastre chez les abeilles. Depuis l'arrivée de ces deux produits, 450 000 essaims sont morts et la production annuelle de miel est passée en France de 45 000 à 25 000 tonnes. Pendant ce temps, au ministère, on discute d'une possible interdiction. (*Politis*, 19 octobre 2000)

LES ABEILLES DÉCIMÉES PAR LES INSECTICIDES

ÇA LES EMPECHERA D'ESSAIMER LE BOUT DES PLANTES TRANSÉNIQUES!



AQUITAINE réserve menacée

Au début du siècle, il y avait 3000 hectares de zone humide au nord de Bordeaux. Urbanisme, industrie et culture du maïs ont fait descendre cette zone à 270 hectares qui, depuis 1983, sont classés en réserve naturelle. Une enquête publique vient d'avoir lieu pour autoriser la coupure en deux de cette zone par une voie routière. Les associations de protection de la nature s'y opposent. *Collectif de défense de la réserve de Bruges*, MNE, 3, rue Tausia, 33800 Bordeaux.

Vallée d'Aspe

■ **Chantier de Bedous arrêté.** Les Asperchès ont été délogés de leurs arbres à l'automne et l'arasement du bord du gave a été réalisé, mais la suite du chantier semble bloquée pour des raisons administratives, dans l'attente d'un appel d'offre pour le revêtement de macadam. L'hiver devrait stopper le chantier de contournement de Bedous jusqu'au printemps.

■ **Eric Pétetin sans le sou.** Les actions en justice et les amendes ont mis Eric Pétetin sur la paille. Il n'est pas normal que celui qui prend le plus de risques pour défendre la vallée soit pénalisé dans sa vie quotidienne par manque d'argent. Si vous êtes trop éloignés pour participer aux actions, vous pouvez au moins soutenir en envoyant un don à Eric Pétetin, La Goutte d'Eau, 64490 Bedous, tél : 05 59 34 78 83.

Climat

■ **Pari contre l'effet de serre.** La campagne «le pari contre l'effet de serre» (voir Silence de septembre 2000) suscite beaucoup d'intérêt... et le Réseau-Action-Climat qui le coordonne a multiplié les contacts à travers la France. Une coordinatrice a été embauchée : Raphaëlle Gauthier et un appel est lancé pour mettre en place des «relais locaux» chargés de diffuser l'information sur une circonscription donnée, de collecter les économies d'énergie réalisées. Avis aux volontaires.

Pour ceux et celles qui veulent relever le pari, le livret d'explication qui permet d'estimer les émissions de CO₂ dans les cinq secteurs visés (chauffage, eau, électricité, déchets, transports) est maintenant disponible sur internet. Un comité de soutien est actuellement en train de se mettre en place dont le parrain le plus connu est Hubert Reeves.

Raphaëlle Gauthier, Le Pari, Réseau Action Climat, 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, e-mail : thebet.lepari@bigfoot.com ou racf@wanadoo.fr.

■ **Europe : objectifs non atteints.** Deux études réalisées à l'occasion du sommet de La Haye arrivent au même résultat : les pays européens n'arriveront pas, d'ici 2010, à atteindre les objectifs pourtant modestes fixés lors de la réunion de Kyoto. Ces études, une allemande, l'autre néerlandaise, réalisées pour le compte du WWF, concluent qu'aucun des six grands pays ne va dans le bon sens, aucun n'osant affronter politiquement son opinion pour prendre des mesures efficaces, en particulier par la limitation dans le domaine du transport. Même la France, dont l'objectif 2010 est de rester au niveau d'émission de 1990, continue à augmenter ses émissions. Pour en savoir plus : WWF, 188, rue de la Roquette, 75011 Paris, tél : 01 55 25 84 84.

Syndrome de la guerre du Golfe

Les anciens de la guerre du Golfe (1991) continuent de souffrir de multiples maladies étranges. Une commission d'enquête parlementaire vient de voir le jour en France à l'initiative de Michèle Rivasi, députée et ancienne présidente de la CRII-Rad. Les hypothèses sur l'origine de ces maladies sont les suivantes : vaccinations défaillantes avant le départ des troupes, inhalation de produits chimiques toxiques, absorption de poussières d'uranium projeté par les bombes américaines. Alors qu'en Angleterre, l'armée avance comme hypothèse les mauvaises conditions psychologiques du retour à la vie civile (!), les analyses faites aux Etats-Unis sur 17 vétérans décédés montrent une présence anormalement élevée d'uranium dans le corps de 12 des soldats. Selon le docteur-colonel US Asaf Durakovic, l'uranium appauvri utilisé dans le blindage des chars et dans le renforcement des obus n'est pas dangereux au toucher, mais lorsqu'un obus explose il disperse de l'uranium en brouillard de particules qui, en cas de respiration, peuvent aller se loger dans les poumons.

Essais nucléaires

■ **Fuites en Alaska.** Il y a trente ans, les USA ont procédé à trois essais nucléaires souterrains en Alaska, les plus puissants jamais effectués depuis. Le Pentagone avait affirmé à l'époque que les radiations émises resteraient emprisonnées pendant les milliers d'années nécessaires dans les couches géologiques. Des recherches indépendantes menées par Greenpeace ont montré qu'il n'en a rien été : la croûte terrestre s'est rompue, un ruisseau pénétrant alors dans le sous-sol avant de ressortir de manière souterraine dans la mer de Béring. Les eaux souterraines sont fortement radioactives. (*Nexus*, septembre 2000)

■ **Grande Bretagne : graves conséquences.** Un rapport coordonné par le docteur Sue Rabbitt Roff, de l'Université de médecine de Dundee (Ecosse) montre que les rapports de santé commandités antérieurement sont incomplets, notamment en arrêtant les études à 1990, date à partir de laquelle on observe une augmentation des cancers. Sur 2500 personnes exposées dans les années 50 et 60,

30 % sont déjà mortes, pour la plupart dans la cinquantaine. Les deux-tiers des décès sont dus à des cancers connus pour être provoqués par la radioactivité. Sur 2261 enfants de ces personnes, près de la moitié sont affectés de maladies comme des affections dermatologiques, squeletto-musculaires et gastro-intestinales dont leurs pères ont souffert ou souffrent encore. Une version française de cette étude accablante est disponible contre 52 F (port compris) auprès du CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03.

■ **Ouvrons les archives.** Stop-essais a lancé une campagne de cartes postales à envoyer à son député pour demander l'ouverture des archives militaires concernant les essais nucléaires. Ceci afin d'appuyer la demande de certains députés qui veulent mettre en place une commission parlementaire sur le sujet. Les cartes sont disponibles contre 15 F les 10 ex auprès de Stop-Essais, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris.



Armée et non-violence ?

L'armée se reconverterait-elle à la non-violence ? Au milieu des traditionnels appels d'offre pour des bombes ou autres matériel de guerre, le *Bulletin officiel d'annonces du marché public* a publié dans son numéro daté du 14 juillet 2000, l'offre suivante : « Achat de confiserie (chocolat à croquer, caramel mou, chewing-gum, bonbon) : lot n°1, chocolat à croquer 25 g, 960 000 à 2 800 000 unités ; lot n°2, caramel mou 40 g, 20 000 à 300 000 unités ; lot n°3, chewing-gum, 1 million à 3 millions d'unités ; lot n°4, bonbon, 4 900 000 à 7 350 000 unités ». (*Union Pacifiste*, octobre 2000)

Guide de ressources sur la non-violence

Non-Violence Actualité vient de publier un guide de 32 pages recensant les ressources pédagogiques (livres, BD, vidéos, affiches, CD...) concernant la prévention des violences, l'éducation à la résolution non-violente des conflits, la négociation, la médiation, l'action non-violente, le développement d'une culture de paix... Il est disponible contre 30 F franco de port auprès de Non-Violence Actualité, BP 241, 45202 Montargis cedex, tél : 02 38 93 67 22.

Balkans

■ **Une guerre pour rien ?** Après la chute de Milosevic, les analystes de la presse traditionnelle se sont réveillés, osant se poser la question de l'utilité de la guerre de l'OTAN un an auparavant. Comme nous l'avons répété dans Silence pendant toute la durée du conflit, il aurait mieux valu soutenir l'opposition à Milosevic plutôt que de faire des milliers de morts et des dégâts dans une guerre totalement inutile. Mais bon, il faut bien que les armées occidentales s'entraînent de temps en temps, sinon les jeunes recrues ne vont plus connaître les affres de la guerre réelle. Après les manipulations pour justifier cette guerre, outre les morts, les blessés, les destructions de matériel, il reste aussi une haine renforcée entre Serbes et Albanais qu'il sera difficile de résorber.

■ **Internet et Big Brother.** Les journalistes présents sur place à Belgrade entre les élections et le départ de Milosevic, ont pu constater combien internet est un moyen facile pour un gouvernement de bloquer l'information : par simple repérage de mots-clés, de nombreux articles envoyés par courrier électronique sont restés bloqués à Belgrade. Le *Journal du Dimanche* et *Politix* entre autres en ont fait l'expérience.

■ **Intervention prévue de longue date ?** Selon Michel Chossudovsky, auteur de l'excellent livre « la mondialisation de la pauvreté », dès les années 80, les Etats-Unis avaient mis au point une stratégie visant à déstabiliser les expériences d'Etat-providence. Ainsi, afin de discréditer l'expérience yougoslave, des prêts « empoisonnés » ont été consentis par le FMI et la Banque Mondiale au gouvernement yougoslave, prêts supposés aider à lutter contre la « pauvreté », puis, comme pour les pays du Sud, les organismes internationaux ont géré la dette demandant de plus en plus de démanteler les acquis sociaux.

Ces prêts « coûteux » ont ainsi été renouvelés jusqu'au début des années 90. L'ouverture d'archives US a permis de mettre à jour ces informations. L'intervention militaire aurait, elle, été décidée il y a déjà quelques années afin de rétablir l'influence de l'OTAN en Europe après la chute du bloc de l'Est.



■ **Rencontres de jeunes journalistes.** Du 7 au 9 juillet, l'AIM, Alternativna informativna mreza, a organisé, en Macédoine, une rencontre entre quatorze jeunes journalistes de la région des Balkans : une Croate et un Serbe de Slavonie, région à l'est de la Croatie (Vukovar), une musulmane et une croate de la ville divisée de Mostar, en Bosnie-Herzégovine qui participent à une radio multiethnique « Studio 88 », deux de la République Srpska (entité serbe en Bosnie-Herzégovine), deux du Monténégro, deux d'Albanie, deux de Serbie (une de Voïvodine, l'autre du sud), deux de Macédoine (une de la communauté albanaise, l'autre de la communauté macédonienne). L'AIM lutte contre les barrières ethniques en stimulant le dialogue entre journalistes des différents groupes, en mettant l'accent sur la tolérance, en décryptant les discours de haine, en valorisant les valeurs démocratiques. Des interprètes avaient été prévus, mais il s'est avéré que tous parlaient le serbo-croate. L'occasion d'échanger de nombreuses informations, en particulier sur les initiatives de paix qui se développent ici ou là, mais dont les retombées ne dépassèrent pas le plus souvent les médias locaux. AIM, 17, rue Rébeval, 75019 Paris, tél : 01 40 18 03 82.

■ **Kosovo : retour d'Ibrahim Rugova.** Pendant près de dix ans, les Albanais du Kosovo se sont engagés dans une lutte non-violente contre l'autorité serbe, nommant même un gouvernement clandestin dirigé par Ibrahim Rugova. Alors que cette lutte non-violente connaît un certain succès, tout dérape à partir de 1997 avec l'apparition d'une armée de libération, l'UCK, fortement soutenue par les USA. Les médias annoncent alors la mort politique de Rugova, ce qui permet peu à peu, de dérapages en dérapages, de justifier l'intervention de l'OTAN. Malgré les gesticulations occidentales, les élections du 27 octobre viennent de mettre au grand jour la manipulation : le parti né de l'UCK ne recueille que 27 % des voix contre 58 % pour celui de Rugova.



Ibrahim Rugova



Comment on apprend à servir le marché mondial

«Nos écoles sont, en quelque sorte, des usines. Le matériau brut va y être modelé et façonné en produits destinés à répondre aux diverses demandes de la vie. Les spécifications de fabrication sont fonction des demandes de la civilisation du vingtième siècle, et c'est la responsabilité de l'école de modeler ses élèves en fonction des spécifications établies.»

E. P. Cubberly, 1934 (1)

«Cela ne fait aucun doute, la fantastique réussite des grosses firmes américaines est le résultat direct des écoles qui ont entraîné les masses populaires à avoir besoin de ceci ou cela, à avoir peur, à être envieuses, à s'ennuyer, à être des ratés et des incomplets — l'idéal pour le succès d'une économie de production en série... Chez les Amish, une petite entreprise ou une petite ferme demande de l'intelligence, de la compétence, du sérieux et de l'empathie ; nous, nous avons besoin d'une masse bien manœuvrée. Le mieux pour nous c'est des gens standardisés, amorphes, sans famille, sans amis, n'appartenant à aucune communauté, sans dieu et grégaires — des gens qui peuvent croire que la différence entre Coca-Cola et Pepsi-Cola est un sujet pour lequel ça vaut la peine de se battre.»

John Taylor Gatto, 1998 (2)

La plupart des gens admettent les dépenses d'infrastructure parce qu'ils les voient comme la rançon du progrès ; par contre, ils applaudissent à deux mains lorsqu'il s'agit d'investissements dans l'éducation. On évalue souvent le degré national d'instruction d'après les statistiques d'alphabétisation, le nombre de diplômes secondaires et les dépenses d'éducation par personne. La plupart des pays considèrent l'éducation comme une composante si cruciale du bien-être de la société qu'ils rendent obligatoire un minimum d'instruction scolaire pour les enfants. Etant donné l'importance que les sociétés modernes accor-

dent à l'éducation, on est tout à fait en droit de se demander quelle est sa fonction. D'abord, il faut bien voir que le système moderne d'éducation est un *homogénéisant*. Son objectif est de faire en sorte que les enfants soient tous moulés selon plus ou moins la même forme avant de quitter l'école. Vu sous un certain angle, cela n'est pas tellement différent du rôle que l'éducation a toujours joué dans les cultures autarciques. L'anthropologue Margaret Mead a décrit l'éducation comme «le procédé culturel... par lequel tout individu nouveau-né va être transformé en membre à part entière d'une société humaine spécifique» (3). Cette définition s'ap-

plique aussi bien aux cueilleurs-chasseurs qu'aux urbains modernes, mais la référence de M. Mead à des sociétés humaines *spécifiques* est cruciale car chaque société est unique de par son environnement, ses ressources locales et son histoire culturelle ; une éducation appropriée différera donc d'un endroit à l'autre. Or, de nos jours, un unique modèle de société s'impose dans chaque recoin de la planète, homogénéisant les cultures et effaçant les adaptations qui relient un peuple à son contexte local. Une économie mondiale monoculturelle laisse très peu de place à la diversité d'éducation ; on serait même plutôt dans un programme d'études rappelant le «taille unique» des vêtements. Wendell Berry dit à ce sujet que l'homogénéisation du savoir transforme les écoles en «institutions qui se ressemblent de plus en plus, comme les aéroports ou les motels» (4).

Ce procédé est particulièrement destructeur dans le Tiers monde, car l'éducation moderne efface systématiquement des siècles d'accumulation de savoirs spécifiques à l'endroit. Helena Norberg-Hodge a fait une description de l'éducation traditionnelle au Laddak, où les enfants apprennent de leurs parents et de leurs grands-parents comment s'épanouir dans leur environnement particulier :

«Par exemple, pour les semailles, ils apprenaient que sur un côté du village il faisait un peu plus doux et que l'autre était un peu plus froid. De par leur propre expérience les enfants en venaient à connaître les différentes variétés d'orge et les conditions de culture convenant le mieux à chaque variété. Ils apprenaient à

(1) E. P. Cubberly, *Public Education in the United States* (Boston : Houghton Mifflin, 1934), cité dans *The Work of Nations* de Robert B. Reich (New York : Alfred A. Knopf, 1991), p. 60.

(2) John Taylor Gatto, «On the Scientific Management of Children», *Scope : The Journal of Alternative Education*, vol. XV, n° 3, été 1998, p. 42.

(3) Cité dans *The Way*, d'Edward Goldsmith (Boston : Shambala, 1993), p. 282.

(4) Wendell Berry : *The Unsettling of America*, (San Francisco : Sierra Club, 1977), p. 147.

reconnaître jusqu'à la plus minuscule des plantes sauvages, et quand et comment l'employer ; et comment choisir un animal particulier, ou comment retrouver une pente de montagne éloignée... L'éducation était en relation avec l'endroit, et elle entretenait une relation étroite avec le monde vivant. Les enfants acquéraient un savoir intuitif qui leur permettait, quand ils grandissaient, de tirer le meilleur parti des ressources» (5).

Par contre, la modernisation amena avec elle une toute autre forme d'éducation : «... l'éducation moderne agit presque comme un bandeau sur les yeux, empêchant les enfants de voir le contexte dans lequel ils vivent. Quand ils quittent l'école ils sont incapables d'avoir recours à leurs propres ressources, incapables de fonctionner dans leur propre monde... L'école est un endroit où on apprend à oublier les techniques traditionnelles et, pire encore, à les mépriser... Le programme scolaire de base est une piètre imitation de ce qui est enseigné en d'autres endroits de l'Inde et qui, de toute façon, n'est rien d'autre qu'une imitation de l'éducation britannique. Il ne comporte presque rien de spécifique au Laddak» (6).

Imposée à des communautés autonomes subvenant à leurs besoins, l'instruction moderne rompt un maillon de la chaîne par laquelle les savoirs se transmettaient de génération en génération, savoirs grâce auxquels les gens pouvaient subvenir à leurs besoins à partir des ressources locales. Par contre, les critères d'uniformité et d'unicité généralisées auxquels l'instruction moderne aspire sont, eux, parfaitement bien adaptés aux besoins des firmes commerciales. En effet, celles-ci recourent aux mêmes méthodes pour produire des biens destinés à des consommateurs se ressemblant tous et répartis de par le monde entier. De ce fait, en Indonésie, par exemple, l'instruction réglementaire enseigne bien peu de choses sur les savoirs indigènes ou sur l'emploi à long terme des ressources locales ; par contre, les étudiants y sont bien préparés pour assembler des chaussures dans une usine Nike ou pour réagir favorablement à des publicités influençant leurs habitudes d'achat — et à considérer que tout cela est «le progrès». Ce n'est pas juste dans le Sud que l'instruction obligatoire coupe les enfants de leur contexte local. John Taylor Gatto, qui a reçu beaucoup de récompenses durant ses 26 ans d'enseignement dans le système scolaire public de la ville de New York, a décrit ce que ses élèves en classe de sixième/cinquième, savent : «Mes gamins ne savent pas ce qu'est un mile, pas vraiment, du moins, mais je pense quand même qu'ils donneraient la bonne réponse. Ils ne savent pas vraiment non plus ce qu'est la démocratie, ou ce qu'est l'argent, ou l'économie, ou comment réparer quelque chose. Ils ont entendu parler de Mogadishu et de Saddam Hussein, mais même si leur vie était en jeu ils seraient bien incapables de vous dire le nom de l'arbre qui pousse sous leur fenêtre... Certains d'entre eux peuvent résoudre des équations du second degré mais ils ne savent pas recoudre un bou-

ton à une chemise ou cuire un œuf. Ils peuvent remplir des bulles de bandes dessinées d'une façon très technique mais ils ne savent pas construire un mur» (7).

Comment regarder le monde d'un œil industriel

Homogénéiser tous les enfants du monde signifie également qu'on les imprègne tous du point de vue de l'industrialisme, point de vue qui, entre autres, est extrêmement scientifique et réducteur et qui accorde plus de valeur aux «faits» empiriques qu'à toute autre forme de savoir. David Orr fait remarquer que «les architectes de la conception moderne du monde, et notamment Galilée et Descartes, prenaient pour acquis que tout ce qui pouvait être pesé, mesuré et compté avait davantage de réalité que ce qui ne pouvait pas être quantifié.

concertés pour altérer, à des fins humaines, le génome du monde vivant. Une éducation compatible avec la façon moderne de voir le monde est compartimentée en sujets distincts et apparemment indépendants. Vus par le petit bout de la lorgnette d'un savoir spécialisé, les problèmes apparaissent comme des symptômes isolés et, du coup, les causes réelles sont masquées — surtout si le fait de les révéler présentait un défi aux énoncés pris pour acquis étayant le modèle industriel.

Voici ce qu'en dit Edward Goldsmith : «L'idée que le modernisme se fait du monde nous empêche de comprendre notre relation au monde dans lequel nous vivons, et de nous y adapter... C'est tout le contraire qui se passe : le modernisme (et en particulier les paradigmes des sciences et de l'économie politique) participe à la rationalisation du développement économique encore appelé 'progrès'. C'est-à-dire, précisément, au comportement qui mène à la destruction du monde naturel...» (11). De même, un angle de vue étroit et fragmenté permet aux individus de ne pas avoir à confronter



Autrement dit, quelque chose ne pouvant être compté ne comptait pour rien» (8). Cet accent mis sur le scientifiquement mesurable réduit la nature à des assemblages de matière en relation mutuelle selon les lois du hasard et de la physique. Privée de valeur intrinsèque, la nature n'a de valeur que par ce qu'elle fournit à l'homme. C'est l'attitude du siècle des Lumières exprimée voilà presque 400 ans par Francis Bacon, père de la méthode scientifique, dont l'objectif était d'«établir la puissance et la domination de la race humaine sur l'univers» (9). De nos jours on trouve encore, dans le monde scientifique et de l'éducation, des descendants adeptes de Bacon qui poursuivent toujours ce but — entre autres dans des disciplines au nom antinomique comme «gestion de la vie sauvage», ou dans d'honorables articles scientifiques consacrés à «la gestion de la planète Terre» (10), et dans des efforts

les conséquences de leurs propres actions. On trouve des gens bien intentionnés dans le personnel de firmes ou d'institutions impliquées dans des formes évidentes d'exploitation de l'homme ou de l'environnement, et beaucoup d'entre eux se sentent même concernés par l'humain et par l'environnement. Un employé de Union Carbide ne voyant pas plus loin que la productivité accrue découlant des pesticides

(5) Helena Norberg-Hodge, *Ancient Futures : Learning from Ladakh* (San Francisco : Sierra Club, 1991), pp. 110-111.

(6) *Ibid.*, pp. 110-111.

(7) John Taylor Gatto, «A Map, A Mirror, and A Wristwatch», *Challenging the Giant* (Albany, NY : Down to Earth Books, 1996), p. 321.

(8) David Orr, *Earth in Mind* (Washington, DC : Island Press, 1994), p. 31.

(9) Cité dans *The Rebirth of Nature*, de Rupert Sheldrake (Rochester, VT : Park Street Press), p. 40.

(10) *Scientific American*, septembre 1989.

(11) Edward Goldsmith, *op. cit.*, p. xiv.

peut être totalement coupé des effets sur la santé humaine, l'environnement et le gagne-pain des petits fermiers. Un employé de la Banque mondiale uniquement centré sur le revenu par personne ou sur l'accès à l'électricité peut ne pas tenir compte de l'effondrement des cultures, des communautés et des écosystèmes générés par les politiques de cette banque. Des savants peuvent consacrer toute leur vie professionnelle à des technologies allant des armes atomiques aux brebis clonées alors que les conséquences sont très nettement divisées en rubriques marquées «défense nationale» ou «curiosité scientifique». De longues années de travail spécialisé ont si étroitement rétréci le centre d'intérêt de tous ces gens que les effets subséquents de leur travail sont masqués.

Comment aimer la technologie

Le système éducatif renforce également l'idée que toute société viable doit être fondée sur le modèle industriel. Les «alternatives» éventuellement prises en considération doivent, elles aussi, être des variantes de l'industrialisme ; il en va ainsi du socialisme, du communisme, et même du «village mondial» avec ses communautés virtuelles en ligne. La «normalité» du modèle industriel n'est presque jamais remise en question par l'éducation en tant qu'institution. Elle présente pourtant des défauts fondamentaux, qu'Edward Goldsmith présente clairement : «les sciences économiques sont un sujet moderne ; elles reposent sur l'idée que le système économique destructeur aujourd'hui à l'œuvre est normal. La sociologie considère normale notre société moderne éclatée et en proie à la criminalité. Nos sciences politiques reposent sur l'idée que les dictatures élues qui gouvernent les nations modernes sont normales. Et notre science agricole repose sur l'idée que l'agriculture à grande échelle, mécanisée et bourrée de produits chimiques par laquelle notre terre arable se transforme rapidement en désert, est normale. Il ne vient même pas à l'esprit des universitaires que, vu à la lumière de l'expérience de tous les humains de notre planète, ce qu'ils prennent pour normal est très atypique» (12). Avec un point de départ très nettement ancré dans l'ère industrielle, l'éducation moderne accorde beaucoup plus d'attention aux travaux de la technosphère qu'à ceux traitant de la biosphère. On nous fait implicitement passer le message que la vie elle-même ne dépend pas du tout du monde de la nature mais bien plutôt de la technologie et d'institutions créées par l'homme. La rupture de ce lien est une caractéristique fréquente d'érudits traités sur les problèmes modernes. Ainsi, un économiste de Yale négligea tout simplement l'effet de serre pour les Etats-Unis, son prétexte étant que «l'impact économique du



climat sur les sociétés industrielles évoluées est faible» :

«les villes sont de plus en plus protégées du climat par des modifications d'origine technologique telles que l'air conditionné ou les galeries marchandes des centres commerciaux... Des études portant sur l'impact du réchauffement de la planète sur les Etats-Unis et d'autres régions développées montrent que les zones les plus vulnérables sont les zones dépendant d'écosystèmes non gérés, là où les pluies, ruissellements et gros écarts de température ainsi que leurs contraires arrivent naturellement... Par contre, dans des pays industrialisés le climat a très peu d'influence sur l'activité économique. Les unités de soins intensifs d'un hôpital ou le travail minier souterrain, les laboratoires scientifiques, les communications, les industries lourdes ou la micro-informatique font partie des secteurs probablement non touchés par les modifications climatiques. Peu d'entreprises prendront la température en compte dans leur décision de s'implanter à Varsovie ou à Hong-Kong» (13). Les populations industrialisées habitent désormais un monde tellement coupé de la nature qu'elles remarqueraient à peine des perturbations majeures de la biosphère. Par contre, des perturbations de la technosphère seraient catastrophiques : «De nos jours, la vie est impossible sans un logiciel» déclare un directeur de grosse entreprise implantée aux Etats-Unis. Sans les ordinateurs «le monde s'effondrerait tout simplement» (14). Ainsi que David Orr l'a observé pour l'instruction moderne, la foi dans la technologie «est incluse dans presque chaque partie du programme, un peu comme une acceptation tacite de la notion de progrès» (15). Mais les corporations ont également recours à l'infrastructure scolaire pour en obte-

nir l'acceptation de leurs technologies spécifiques. Cela est particulièrement vérifié en Amérique, où les entreprises fournissent du matériel gratuit aux écoles avides de ces choses et où des messages amicaux de ces sociétés sont imprimés sur les fournitures de classe des professeurs. Monsanto — la corporation responsable de technologies allant du soja Roundup-Ready à l'hormone de croissance bovine génétiquement manipulée — a récemment attribué un prix «environnement» à des employés de sa compagnie ayant mis au point un «programme d'éducation scolaire... apte à élever, chez les élèves, la prise de conscience des bénéfices que la biotechnologie génère pour l'environnement» (16). De concert avec Pioneer Hi-Bred International, multinationale de semences, Monsanto a également mis au point un programme scolaire pour professeurs, *Field of genes* [Le champ des gènes], qui présente l'opinion de l'industrie quant à la génétique, la biotechnologie et la manipulation génétique (17). Dans le même ordre d'idées, Weyerhaeuser, géant de l'industrie du bois, a créé à l'intention des professeurs un guide suggérant que les élèves discutent «des procédés novateurs» que Weyerhaeuser a introduits dans la gestion des forêts (18).

S'habituer à une économie corporative

Un autre rôle du système éducatif moderne consiste à préparer les enfants et les jeunes adultes à travailler au sein d'une économie mondiale dominée par les firmes. Ces dernières admettent d'ailleurs volontiers qu'elles comptent sur l'infrastructure de l'éducation pour leur fournir du personnel en série. D'éminents chimistes européens ont récemment publié un rapport concluant que l'industrie chimique européenne allait s'installer dans une autre partie du monde si le gouvernement n'accordait pas plus de subventions à la recherche, un des auteurs du rapport précisant que «l'industrie dépend des universités pour ses employés, nous devons donc nous assurer que les institutions académiques reçoivent suf-

(12) *Ibid.*, p. xv.

(13) William Nordhaus, «Greenhouse Economics : Count Before You Leap», *The Economist*, 7 juillet 1990, cité dans *The Growth Illusion* de Richard Douthwaite, op. cit., p. 199.

(14) *The New York Times* magazine, 1er décembre 1996, p. 40.

(15) David Orr, op. cit., pp. 32-33.

(16) «Monsanto Environmental Annual Review, 1995», Bureau public de l'environnement de Monsanto (800 North Lindbergh Boul., Saint-Louis, MO 63167), p. 20.

(17) Quoi qu'il en soit par les firmes Monsanto et Pioneer, le livre fut publié sous les auspices du Conseil national «4-H», 7100 Connecticut Ave., Chevy Chase, MD 20815.

(18) Michael F. Jacobson et Laurie Ann Mazur, *Marketing Madness* (Boulder, CO : Westview Press, 1995), p. 33.

sisamment de fonds» (19). Comme elles sont nettement plus florissantes que bien des gouvernements, les corporations insistent de plus en plus pour financer leur droit de modeler l'infrastructure éducative selon leurs propres besoins.

C'est ainsi que des firmes financent des chaires d'université, ou la construction de bâtiments et d'équipements pour la recherche, ou des secteurs universitaires entiers dont le champ est utile à leurs entreprises commerciales et maintenant, par exemple, l'université Loughborough (en Angleterre) propose une licence en recherche scientifique intitulée «la vente automobile aux particuliers» premier diplôme universitaire du pays concernant la vente de voitures. Les fonds pour ce programme sont fournis en partie par la société Ford (20).

Comme les firmes ont besoin d'une réserve assurée de diplômés, les écoles de commerce n'ont aucune difficulté à se faire donner un coup de main par les firmes. Lawrence Soley décrit, dans *Leasing the Ivory Tower*, comment les sources de financement d'un nouveau bâtiment de l'Ecole de commerce de l'Etat du Michigan sont répertoriées selon les différentes parties du bâtiment : «Le second étage porte le nom de la Fondation Kresge ; une salle de conférences de 350 places porte le nom de la firme automobile Ford ; le quatrième étage porte le nom d'un revendeur de Toyota ; le cinquième, c'est Chrysler, et le salon des étudiants s'appelle le *First of Michigan Corporation*» (21). L'estampillage par les firmes va plus loin que sur de simples parties d'un bâtiment : grâce au don de trois millions de dollars de la Banque d'Amérique à l'université Berkeley (Californie), le nouveau doyen de l'Ecole de commerce de l'université, Laura d'Andrea Tyson, est officiellement «doyen de la Banque d'Amérique». Même si leur influence n'est pas toujours aussi évidente, les firmes sont quand même très précises quant à ce qu'elles attendent du système éducatif. En Grande-Bretagne, un test d'éligibilité à un emploi réservé aux diplômés et qui «mesure et établit objectivement les compétences le plus souvent demandées par les employeurs» ne met l'emphasis que sur trois points : «la connaissance du monde des affaires», «la façon personnelle de travailler» et «les savoir-faire en informatique» (22). Rien, dans ces compétences, n'en appelle à la région elle-même et rien non plus n'est en relation, même de loin, au jugement critique, à la responsabilité civique ou à l'éthique.

Peu importe aujourd'hui que les employés très hautement qualifiés ignorent tout de l'éco-

système local. Par contre, leur formation informatique doit être irréprochable. Si l'on en croit Bill Gates, ne pas être adepte de l'ordinateur signifie que «vous risquez d'être totalement inefficace dans tout travail que vous allez entreprendre» (23). Les dirigeants du gouvernement américain sont apparemment d'accord puisqu'ils dépensent des milliards de dollars en subventions publiques afin d'équiper les écoles d'ordinateurs et de leur donner accès à Internet, avec l'objectif de «brancher» tout gamin de 12 ans. Bill Clinton a d'ailleurs expliqué que «Cela peut faire toute la différence

des firmes, et cela avant même que les enfants n'entrent dans le système scolaire régulier. Bien évidemment, tous les enfants ne vont pas se retrouver avec un travail super bien payé, à taper sur un clavier ou à diriger un empire commercial, mais les firmes ont également besoin de gens moins bien payés et le système éducatif actuel les fournit aussi à la pelle. Ainsi, en Australie, la firme McDonald's est en discussion avec le ministère de l'Education car elle veut être «accréditée» pour les employés en formation au restaurant. Avec un tel plan, les étudiants qui travaillent à McDonald's obtiendraient des équivalences de cours pour faire sauter des steaks hachés ou pour flanquer des frites dans une barquette — excellente préparation, en fait, à la seule catégorie de boulot que beaucoup trouveront dans le cadre de la nouvelle économie mondiale (26).

Apprendre à consommer

Evidemment, l'économie corporative doit être certaine que toutes les cases de l'organigramme seront remplies mais elle a aussi besoin de consommateurs pour l'étourdissante gamme de produits qu'elle débite. Donc, dans les écoles modernes, on familiarise les enfants avec le monde de consommateurs dans lequel ils vont passer le restant de leurs jours. L'Amérique a la médaille en la matière car des gamins d'âge scolaire ajoutent leurs propres dépenses à l'influence qu'ils exercent sur les habitudes d'achat de leurs parents et le marché représente dans les 485 milliards de dollars (27).

Dans le but de créer le marché mais aussi d'en tirer profit, les firmes s'insèrent de plus en plus

dans le système éducatif où l'audience captive reçoit tous les messages commerciaux qu'elles



pour les communautés qui se battent afin que leurs étudiants soient prêts pour le vingt-et-unième siècle» (24). C'est suite à des réflexions de ce genre et à une telle façon de penser que, dans le monde industrialisé, les enfants sont de plus en plus jeunes devant un ordinateur. Les parents britanniques peuvent envoyer leurs enfants à Whizzkids, ils vont y apprendre le langage informatique avant même d'avoir cinq ans [N.D.T. : Whizz kid signifie «petit prodige»]. Un organisateur d'un de ces centres d'apprentissage précoce fanfaronne qu'ils apprennent aux gamins de trois ans à utiliser leurs dix doigts sur le clavier (25). Sans même parler du matériel informatique «adapté» à des bébés de neuf mois déjà lancé sur le marché.

Manipulés par les médias (qui savent très bien combler les vides) et leur peur de perdre leur travail, les parents contribuent ainsi au modelage de leurs enfants selon les précisions

(19) «Farewell Europe», *New Scientist*, 9 novembre 1996, p. 11.

(20) Annoncé à l'émission *Today*, Radio 4, Angleterre, le 30 mai 1997.

(21) Lawrence C. Soley, *Leasing the Ivory Tower : The Corporate Takeover of Academia* (Boston : South End, 1995), p. 71.

(22) «Testing times for Britain's Students», *London Times*, 19 février 1997, p. 15.

(23) Bill Gates, *The Road Ahead* (Penguin : New York, 1996), p. 294.

(24) «Clinton Hails Internet Use on Line and on Air», *The New York Times*, 20 avril 1996.

(25) «Infant programmers», *London Times*, 25 octobre 1996, p. 37.

(26) Daniel Cass, porte-parole des Verts d'Australie pour les questions internationales, la démocratie et l'environnement, Victoria, Australie, dcass@mov.vic.gov.au

(27) Deborah Stead, «Corporations, Classrooms and Commercialism», dans «Education Life» (suppl. au *New York Times*), 5 janvier 1997, p. 31.

peuvent y glisser. Nombreuses sont les écoles où des publicités de firmes décorent les couloirs, les cafétérias, les écrans d'ordinateurs et les autobus scolaires.

L'exemple le plus insidieux de cette propulsion est sans doute *Channel One*, émission d'informations télévisées truffée d'annonces publicitaires que les étudiants doivent regarder dans presque 40 pour 100 des collèges. Whittle Communications, la société à but lucratif qui a concocté ce plan, fournit aux établissements scolaires tout l'équipement vidéo et une parabole captant *Channel One* en permanence. La contrepartie est un contrat qui garantit que les élèves regarderont *Channel One* tous les jours pendant 12 minutes - dont deux minutes de publicité. Ainsi les étudiants passent, en un an, l'équivalent d'un jour plein à regarder des annonces publicitaires. Une étude a démontré que, selon la majorité d'entre eux, les produits pour lesquels ils voient la publicité doivent être bons pour eux puisqu'on les leur montre à l'école (28).

L'impact négatif de la télévision commerciale dans une classe dépasse largement les annonces publicitaires en tant que telles car on fait ainsi croire aux enfants que la télévision est une source fiable d'information et un moyen éducatif viable. Les parents qui veulent éliminer la télévision de la vie de leurs enfants doivent non seulement affronter la pression des autres parents mais également avoir l'aval implicite du système scolaire.

Le «matériel pédagogique» corporatif

Les firmes actuelles ont coutume d'offrir «généreusement» aux professeurs des guides d'étude, des magazines, des affiches et d'autres articles pour la classe - le tout gratuitement. Si la valeur éducative de ces articles est généralement douteuse, ils sont, par contre, de très bons véhicules des messages publicitaires de la firme. Kellogg's fournit des affiches «sur la nutrition» qui présentent les céréales de la société ; Hershey Food Corporation distribue une vidéocassette sur la géographie, la nutrition et la science mettant avantageusement en scène le chocolat Hershey ; Nike distribue des couvertures de livres portant son logo... On peut dire qu'aujourd'hui, toute compagnie figurant sur la liste des 500 de *Fortune* a un programme scolaire de ce genre (29).

Beaucoup de sociétés se sont rendu compte que créer du matériel scolaire était une niche commerciale lucrative, leur but étant souvent de tout simplement familiariser les enfants, impressionnables, avec les produits commerciaux. De ce fait, les élèves du cours élémentaire apprennent l'arithmétique en comptant les bonbons Tootsie ou apprennent à lire à partir des logos de Kmart, Coca-Cola, Pepsi-Cola ou Cap'n Crunch.

On a aussi parfois recours à des idées plus sophistiquées. Par exemple, Procter et Gamble a conçu un matériel pédagogique traitant de questions du monde du travail : «S'adapter à la croissance» (*Coping with Growth*), qui encourage essentiellement les enfants à accepter les règles des firmes comme une bienveillante composante de l'ordre social. Un jeu de rôles faisant partie du programme met les étudiants en situation de voir les événements du point de vue du directeur de la firme lors d'une série de grèves (contre cette firme) en 1886 : «Chaque fois que les employés commencent une grève surprise, vous vous dites qu'il doit bien y avoir un moyen pour qu'ils fassent preuve de davantage de respect et de loyauté envers la

firme... Comment les convaincre que leurs intérêts sont, en fait, inséparables de ceux de Procter et Gamble ?» (30).

Selon Michael Jacobson et Laurie Ann Mazur, auteurs de *Marketing Madness*, du matériel similaire a été mis au point pour servir les besoins des relations publiques de l'industrie et cela va de la Société nucléaire américaine à l'Institut national de la pizza surgelée. Les auteurs disent aussi que les compagnies qui produisent ces matériels sont très claires quant à leurs buts lorsqu'elles prospectent : «Permettez que Lifetime Learning Systems soit le porteur de votre message à vos élèves, les jeunes développant à cet âge des attitudes qui dureront toute leur vie» vous susurre la trousse commerciale. «Quel que soit votre objectif, nous pouvons vous aider à l'atteindre... Votre message gagne en crédibilité puisqu'il est porté par du matériel venant de l'école.» Une autre annonce publicitaire demande aux clients potentiels : «IMAGINEZ des millions d'étudiants discutant de votre produit en classe. IMAGINEZ leurs professeurs leur présentant le point de vue de votre organisation» (31).

Les enfants d'âge préscolaire ne sont même pas à l'abri de ces assauts des firmes. Lifetime Learning Systems fait remarquer que les enfants de quatre ans prennent «d'importantes décisions», et dans une déclaration dont le sens profond a dû lui échapper sur le coup, elle fait observer que «l'école maternelle prépare les enfants à devenir des consommateurs» (32). En somme, l'éducation moderne a pour rôle de transformer les enfants en adultes n'étant rien de plus que des consommateurs passifs et des employés. John Taylor Gatto énumère certains des apprentissages attendus des Américains : «L'économie américaine a besoin que l'école nous enseigne que le statut s'achète, et que d'autres que nous dirigent notre vie. On y apprend que les sources de joie et d'accomplissement sont extérieures à nous, que la satisfaction vient des biens possédés et très rarement de l'intérieur de notre être. L'école réduit la concentration à juste quelques minutes, créant — et pour toute la vie — un insatiable désir de mettre fin à l'ennui par une stimulation extérieure. Ces leçons sont gravées à vie, conjointement avec la télévision et les jeux d'ordinateur qui ont recours à la même technologie d'apprentissage» (33).

Apprendre aux enfants leur rôle dans l'économie corporative, les endoctriner avec les points de vue des industriels et une foi aveugle dans la technologie, les assujettir à la manipulation par les firmes dans les classes, voilà des fonctions du système éducatif considérées comme tout à fait raisonnables. Même les programmes environnementaux plutôt modérés dispensés dans bon nombre d'écoles se sont fait vilipender par l'industrie. Faisant passer



(28) Michael F Jacobson et Laurie Ann Mazur, *op. cit.*, pp. 29-31.

(29) Deborah Stead, *op. cit.*, p. 30.

(30) Michael F Jacobson et Laurie Ann Mazur, *op. cit.*, p. 34.

(31) *Ibid.*, p. 31.

(32) *Ibid.*, p. 32.

(33) John Taylor Gatto, *op. cit.*, p. 24.

des vessies pour des lanternes, les critiques énoncent que «à la différence de la plupart des programmes éducatifs depuis le jardin d'enfants jusqu'au baccalauréat, l'éducation à l'environnement encourage souvent expressément les étudiants à modifier leurs comportements et les attitudes de la société dans laquelle ils vivent» (34).

Redonner sa place à l'éducation

Faire remarquer que, dans le monde industriel, l'enfant ordinaire reconnaît des centaines de logos de sociétés mais ne connaît que quelques plantes locales est un lieu commun. Même si on ne peut pas mettre entièrement cela sur le compte de l'instruction réglementaire, cela n'en révèle pas moins à quel point les enfants sont systématiquement déconnectés des endroits où ils vivent. Cela donne également la mesure de la réussite des architectes de l'économie corporative - qui ont très bien fait leur travail.

Mais on peut encore intervenir sur les systèmes d'éducation, faire en sorte qu'ils soient au service des besoins des communautés et non des firmes, et rendre les individus aptes à contribuer aux économies locales diversifiées plutôt que de devenir des rouages spécialisés portant œillères et au service d'une économie mondiale. Tout ce que cela nécessiterait est une plus grande diversité éducative — des systèmes d'éducation reflétant les contextes locaux et qui enseignent les façons de mettre à profit les ressources locales afin de répondre aux besoins locaux. Cela ne signifie pas du tout que le flot d'informations en provenance d'autres cultures devrait être interrompu ; en fait, d'ailleurs, mettre l'emphase sur l'adaptation locale fournirait aux étudiants un cadre optimal pour comprendre et respecter les différences culturelles.

Certaines modifications du système d'éducation peuvent être très simples. L'expérience directe avec la nature pourrait remplacer une grande partie des acquisitions par les livres, les vidéocassettes et les ordinateurs. Certaines de ces connaissances pourraient être beaucoup mieux transmises par les parents ou par des voisins ayant une connaissance intime de l'écosystème local que par des professeurs formés académiquement. Les fermiers du coin pourraient approvisionner les écoles en nourriture pour le déjeuner, les élèves pouvant même contribuer aux cultures. Du coup, un lien vital avec les ressources et l'économie locales serait établi. Pour certains endroits ce serait un divorce complet d'avec les habitudes actuelles, comme aux Etats-Unis où Taco Bell a des ventes dans plus de 3000 écoles et où Pizza Hut compte plus de 4000 établissements scolaires parmi ses clients (35).

Une autre grande amélioration consisterait à revenir vers les classes uniques où les élèves sont d'âges divers plutôt que de séparer les enfants en groupes du même âge fomentant la compétitivité (on trouve encore des classes

uniques en certaines zones rurales). L'expérience montre que la coopération — et non plus la compétition — devient la norme quand des enfants sont en situation d'aider les plus jeunes et d'apprendre des plus âgés.

Faire sauter bon nombre d'obstacles à l'école à la maison serait également d'un grand bénéfice, surtout quand les parents sont impliqués dans l'agriculture, la foresterie ou d'autres moyens locaux de production donc, faisant appel à des techniques ou compétences ne pouvant ni être enseignées en classe ni apprises dans les livres. L'apprentissage dans ces domaines, tout comme en artisanat local, devrait recevoir son dû en tant que réelle forme d'éducation. Un tel changement remettrait les enfants à leur place traditionnelle de membres importants de l'économie locale mais leur inculquerait aussi, dès le jeune âge, un sens de la responsabilité. Il est maintenant dans l'ordre des choses — du moins quand on les considère sous un autre angle — de remettre en question cette façon de voir, propre à l'industrie mais que l'éducation moderne implante maintenant dans les enfants. Ainsi que David Orr le fait remarquer, les produits d'un système éducatif reposant sur de telles bases constituent un incommensurable non-sens : «Terres engorgées, ciels souillés, sols érodés, rivières polluées, pluies acides et déchets radioactifs sont de très bons résultats pour être admis dans une quelconque école intergalactique pour espèces avec troubles d'apprentissage» (36). Choisir d'inculquer une façon de voir le monde qui mettrait l'emphase sur la connexion entre l'humanité et toute forme de vie serait, et de loin, plus bénéfique aux personnes et à la planète : «Cette affinité a besoin d'occasions pour se développer... Une éducation qui édifierait sur notre affinité avec la vie amènerait une sorte d'éveil des potentiels et des possibilités qui stagnent, en veilleuse, dans toute tête industriello-utilitariste» (37).

Un avenir où les gens sont libres de créer et d'alimenter des systèmes de savoirs aussi divers que les endroits où ils vivent fait partie de ces possibilités. Mais, étant donné que l'éducation joue le rôle de perpétuer une forme particulière de la société, il faudrait être naïf pour croire que l'éducation va fondamentalement subir des modifications sans que les priorités sociétales ne soient, elles aussi, radicalement réaménagées. John Taylor Gatto, se référant plus particulièrement à l'instruction américaine, signale que l'éducation moderne ne laisse aucune chance aux enfants de devenir des adultes pleinement responsables et autonomes, et ne leur permet d'ailleurs pas non plus leur diversité : «Notre économie, rationalisée pour l'automatisme et la mondialisation, se transforme de plus en plus en un ensemble de systèmes s'ajustant les uns aux autres, coordonnés à un central par des formules mathématiques et ne pouvant tenir compte de façons de penser ou de savoir qui seraient différentes. Notre système lucratif a besoin de consommateurs et d'employés radicalement «incomplets» pour fonctionner.» (38).

«Pour réhumaniser l'éducation il nous faudrait réhumaniser l'économie, et laisser tomber notre rêve d'empire.» (39).

Steven Gorelick ■

Traduction : Mariam Gayatri

(34) John Cushman, «Critics Rise up Against Environmental Education», *The New York Times*, 22 avril 1997.

(35) Michael F. Jacobson et Laurie Ann Mazur, *op. cit.*, p. 35.

(36) David Orr, *op. cit.*, p. 50.

(37) *Ibid.*, p. 205.

(38) John Taylor Gatto, «On the Scientific Management of Children», *op. cit.*, pp. 40-41.

(39) *Ibid.*, p. 42.

Pourquoi l'Erika a coulé

de François Lille
Ed. L'esprit frappeur
2000 - 100 p. - 10 F



Le naufrage de l'Erika met au grand jour les pratiques douteuses du transport maritime avec une démultiplication des responsabilités et l'usage des pavillons de complaisance. L'auteur élargit rapidement son sujet pour montrer que ces combines administratives ont un sens : il s'agit d'interactions entre, d'une part, de l'argent sale provenant de trafics, qu'il convient de blanchir et, d'autre part, de profits légaux que l'on investit dans des secteurs sales, via les paradis fiscaux. « Certaines fonctions parmi les plus 'noires' en arrivent logiquement à se domicilier directement dans ces 'paradis' (fiscaux). C'est le cas, déjà, d'organisations para-militaires de mercenaires. Ne serait-ce qu'un début ? La tendance à la 'privatisation' des fonctions sécuritaires publiques, extérieures et intérieures, n'est pas un mythe. Elle ne peut se faire efficacement que hors la loi. Sans vouloir jouer les Cassandre, on est fondé à se demander si la mondialisation libérale forcenée n'est pas en train de favoriser la gestation, au niveau mondial, d'un processus de criminalisation généralisée analogue aux processus locaux et régionaux que l'on observe dans de nombreux pays du tiers-monde et en Russie. (...) Il est essentiel surtout de prendre conscience de l'effet de ce processus sur l'accélération de l'exploitation du tiers-monde, de la destruction de ses structures sociales et de son patrimoine naturel (ce qui entraîne la multiplication, en cette fin de siècle, de conflits à tendance génocidaire (...)) C'est le pétrole qui nous rappelle, de temps à autre, en venant s'échouer sur nos côtes, une évolution

à laquelle on semble se résigner trop aisément tant que les victimes sont ailleurs » [p.39 à 41].

Si, ainsi, l'auteur rappelle le rôle des compagnies pétrolières dans le fonctionnement et la destruction de notre planète, il ne traite malheureusement, au niveau des solutions proposées, que du problème de la sûreté du commerce maritime. Et lorsqu'en début de conclusion, il annonce son intention d'« Elever encore d'un cran le niveau de l'analyse » [p.86], on espère qu'il va aborder ces mêmes questions de société. Mais cela n'est pas... et, par exemple, jamais la question de l'usage du pétrole n'est abordée (nos sociétés surconsommatrices d'énergie), pas plus que les moyens de faire cesser le pillage du tiers-monde, ce qui est un peu décevant pour un auteur qui milite à Survie. MB.

Les violences conjugales

de Kathy Souffron
Ed. Essentiels de Milan
(Toulouse)
2000 - 64 p.

On estime qu'environ une femme sur dix en France est victime d'actes de violences de la part de son conjoint (et environ un homme sur cent). Ces violences conjugales comprennent les violences verbales et psychologiques (« tu n'es bonne à rien »), la violence économique (contrôle du porte-monnaie), la violence physique (femmes battues), la violence sexuelle. Selon Police-Secours, cela représente 60 % des appels reçus à Paris ! Les études sont de plus en plus précises sur les origines de ces violences, la plus évidente étant la culture sexiste des hommes. Ce petit livre condensé est un excellent guide pour aborder la question sous toutes ses formes, avec de nombreuses références et adresses. On regrettera seulement que le recours à la justice soit placé avant le recours au voisinage, aux amis, car on retiendra qu'avant tout, ce qui permet de s'en sortir, c'est non seulement d'en parler, mais de trouver des oreilles pour se faire entendre. FV.



Chili 1967-1973

Témoignage
d'un prêtre-ouvrier
de Pierre Dupuy
2000 - 184 p. - 98 F

L'auteur, ordonné prêtre en 1956, part comme volontaire en Amérique latine en 1967. Il arrive au Chili peu après que le président démocrate-chrétien ait décidé du licenciement des militants de gauche (émeutes de 1965). Alors que l'Eglise a pris position contre Allende, Pierre Dupuy signe un appel en sa faveur, ce qui lui vaut d'être suspendu par son évêque. Il partage la vie des ouvriers, constate les actions des patrons pour exploiter les gens toujours plus : « le capitalisme, c'est comme la rage, une fois que l'on a été mordu, on a envie de mordre les autres ». L'Unité populaire commence en 1970 une campagne qui s'appuie sur 14 000 groupes de base. Allende gagne les élections. La bourgeoisie réagit violemment : sabotages, exportations du bétail, incendies de la Banque du Chili, organisation de la pénurie, grève des camionneurs et des commerçants, marché noir... Le gouvernement essaie d'organiser les échanges entre agriculteurs et citadins en vente directe et lance une réforme agraire pour redistribuer les terres. Dans les universités, il lance un programme d'éducation populaire. L'extrême-droite mène des actions de terreur. En refusant de faire couler le sang, Allende le verra couler que d'un seul côté. En 1973, il est renversé par un coup d'Etat qui met Pinochet à la tête de l'Etat. Un livre témoignage qui vient à point au moment où s'ouvrent des procédures de procès contre l'ancien dictateur. Michel Blin.

Lucio l'irréductible

de Bernard Thomas
Ed. Flammarion
2000 - 331p. - 139 F

Au début des années 1980, la police française arrête un certain Lucio Urtubia suspecté d'être le fabricant et le cerveau d'un trafic de faux travailleurs chèques à travers le monde (le montant du trafic est évalué à plusieurs milliards de centimes). Elle a du mal à croire qu'un individu aussi peu important — maçon sur des chantiers en région Parisienne — puisse être à la tête d'un tel trafic. Et pourtant, au fil de ce récit émouvant et véridique, nous découvrons la personnalité hors du commun de ce militant anarchiste. Né en Espagne peu avant la guerre de 1936, il devient, très jeune, anti-franquiste, avant de fuir l'Espagne pour la France. L'auteur nous emmène dans un voyage à travers le temps, où le destin de Lucio croise l'Histoire, aussi

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Arbres et eaux.** Solagro, 219, rue de Muret, 31300 Toulouse. 2000, 32 p. 75 F. Une brochure internationale en couleur sur le rôle des arbres champêtres dans la régulation des eaux. Présentation des différentes méthodes utilisées en Europe : bocage, vergers, haie, bois, arboriculture, etc. relations entre les arbres et l'écoulement de l'eau, dans les champs, les montagnes, en bordure de rivières, protection contre l'érosion des sols par le vent et par l'eau de ruissellement... Très bien fait, très pédagogique, mais cher.

■ **Des verts et des bien mûrs** de Jacky Pop et Woo Manh, La Baleine, 2000, 96 p. 29 F. Des arbres de la cité sont menacés d'abattage, des vieux les occupent pour les sauver. Ce sera fait avant la tempête... Petite histoire sympathique dans une collection pour les 65 à 93 ans !

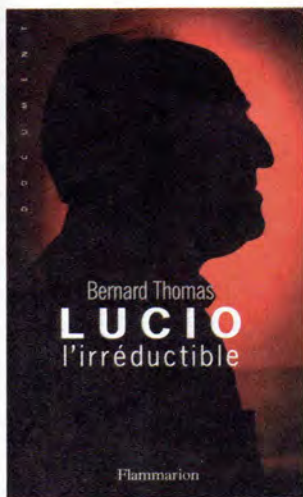
■ **Les parcours de vie des femmes**, sous la direction d'Anne Guillou et Simone Pennec, éd. L'Harmattan, 1999 - 235 p. Compte-rendu d'un colloque « Femmes : travail et cycles de vie » qui s'est tenu à Brest, en juin 1998, sur la question du travail invisible des femmes : tâches ménagères, familiales, mais également pour certaines engagement militant... qui oblige souvent à renoncer à faire carrière, à choisir un travail salarié à temps partiel. De nombreux exemples, surtout bretons, pour expliquer comment la « logique familiale » maintient les femmes dans un rapport de domination.

■ **Le culte de l'Internet.** Philippe Breton, éd. La Découverte, 2000, 128 p. 42 F. Dans ce livre sous-titré « une menace pour le lien social ? », l'auteur, sociologue spécialiste de la communication, analyse l'outil Internet, moyen de communication global pouvant fonctionner sans aucun contact direct. Internet est-il la cause d'un plus grand isolement ou son succès est-il le résultat d'un isolement déjà existant ? Le débat est d'autant plus dur que l'outil s'appuie sur des tabous proches de ceux des religions. Si l'auteur pose quelques bonnes questions, il reste très (trop) prudent sur les réponses.

■ **Le revenu d'existence ou la métamorphose de l'être social.** Yoland Bresson, éd. L'Esprit frappeur, 2000, 102 p. 10 F. La société produit des richesses. Pourquoi faudrait-il travailler pour profiter de sa part ? Un revenu inconditionnel et universel, dès la naissance changerait complètement notre approche de la vie, nos rapports sociaux. Un argumentaire très technique sur le réalisme d'une telle mesure mais qui laisse un peu trop de côté l'imaginaire. Or c'est dans l'imaginaire que l'on trouve la force de soutenir de telles propositions.

■ **Soyons moins lait.** Nicolas Le Berre, Hervé Quéinnec, éd. Terre Vivante, 2000, 256 p. 95 F. Si le lait maternel est le premier des aliments, il n'en est rien du lait de vache qui n'est bon que pour le veau. Et trop de lait peut nous rendre malade comme le montre de nombreuses études : il est trop riche en protéines, en graisse, en sucre (lactose), manque de fibres. Il n'a d'intérêt que pour le calcium que l'on peut trouver dans d'autres aliments. Conséquences : cancers du sein et de la prostate, diminution des défenses immunitaires. Après une démonstration des risques, de multiples propositions alimentaires pour consommer moins de lait.

■ **Écocitoyen au quotidien.** Jean-Paul Thorez et Jérôme Chaib, éd. Sang de la Terre, 2000, 200 p. 139 F. Illustré de nombreuses photos en couleur, cet ouvrage donne une mauvaise image de ce que pourrait être un écocitoyen car après une introduction générale, toutes les solutions proposées sont celles de l'individu seul. Et quand on parle du quartier, c'est encore pour se protéger des nuisances du voisinage. Le bon titre serait « le guide du Nimby » de l'anglais « pas dans mon jardin », ailleurs, je m'en fous.



bien celle de la lutte des anarchistes contre Franco, que celles de terroristes (ETA, Action Directe) ou de personnalités diverses (Che Guevara, Roland Dumas...).

Le but de ses trafics est de soutenir financièrement la lutte des libertaires restés en Espagne.

D'une manière très limpide mais palpitante, Bernard Thomas nous décrit et nous fait apprécier cet homme aux convictions fermes, idéalistes. Toutefois, son rôle et sa détermination peuvent paraître paradoxales, car il n'a pas côtoyé de pacifistes, ni utilisé de méthodes non-violentes, alors que la cause, même si elle est justifiée, aurait pu lui permettre de se servir de ces moyens. MJ.

Recettes végétariennes de Méditerranée

de Ida Ganci

...de l'Inde

de Kirian Vyas

Ed. La Plage

(77510 Saint-Léger)

2000 - 160 p. - 89 F chacun

Les éditions La Plage éditent uniquement des livres sur le végétarisme. Ces deux nouveaux volumes nous présentent des recettes alléchantes : une centaine dans chacun. Un cahier en couleur est inséré en pages centrales. Nul n'est besoin de viande pour faire des repas savoureux. FV.

A bicyclette

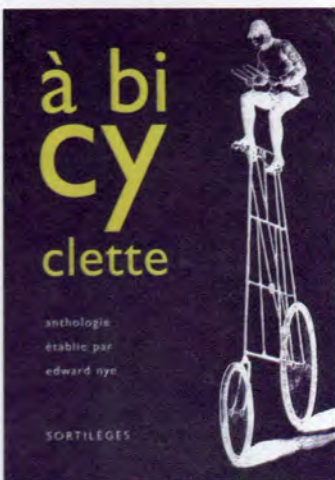
d'Edward Nye

Ed. Sortilèges

2000 - 416 p. - 145 F

Anthologie de textes littéraires autour du thème de la bicyclette. 54 auteurs. Certains textes du début du siècle sont particulièrement intéressants concernant la vision du monde que pose alors le vélo plus rapide que

l'auto. Beaucoup de poésie. Domage que les textes soient presque uniquement anglais ou français. Alors qu'aujourd'hui le vélo reste le véhicule le plus utilisé en dehors du monde occidental, il manque des textes en provenance de l'Asie ou de l'Afrique. FV.



Pratiques de médiation.

Non-Violence-Actualité

Ed. Charles Léopold Mayer

2000 - 200 p. - 50 F

Depuis quelques années, les techniques de médiation se sont développées un peu dans tous les domaines comme une approche non-violente des conflits. Ce livre regroupe des articles parus dans la revue Non-Violence-Actualité et d'autres inédits concernant l'école, la famille, le voisinage, la justice... De nombreux exemples concrets et deux excellents articles pour conclure cette réflexion : un sur les différences entre la militance non-violente et la médiation (le médiateur doit être extérieur au conflit, le militant est partie prenante) et l'autre sur le risque de conservatisme de la médiation (pouvant freiner une action de rupture légitime). FV.

ROMANS

Une coquille dans le placard

de Jacques Vallet

Librairie des pentes

d'Alix Clémence

Ed. Zulma (32380 Cadeilhan)

2000 - 250 p. - 59 F chaque

Le premier polar serait des plus classiques s'il n'était l'occasion de nous décrire le fonctionnement d'un grand quotidien à un moment clé de son

LE LIVRE DU MOIS

Noir Silence

FRANÇOIS-XAVIER VERSHAVE

NOIR silence



Qui arrêtera la Françafrique ?

les arènes

de François-Xavier Vershave

Ed. Arènes

2000 - 600 p. - 145 F

Cet énorme pavé connaît un succès juridique : c'est le premier livre qui soit attaqué simultanément par trois chefs d'Etat ! Omar Bongo (président du Gabon), Idriss Déby (président du Tchad) et Denis Sassou Nguesso (président du Congo-Brazzaville) se sont sentis fortement « offensés » par ce livre sorti au mois d'avril à partir des données collectées, année après année, par l'association *Survie* dont nous reprenons souvent les informations (voir leur bulletin « Billets d'Afrique »). Les chefs d'Etat demandent 300 000 F

d'amende chacun plus des dommages et intérêts. L'étouffement financier : une méthode qui pourrait mettre fin à l'une des sources les plus précieuses en ce qui concerne les magouilles de la France dans ses anciennes colonies, sur le rôle des compagnies pétrolières dans le maintien ou non des dictateurs locaux, sur les intérêts croisés de la gauche et de la droite française. Charles Pasqua, grand maître de ces manipulations pour la droite, avait déjà attaqué, sans succès, un précédent ouvrage. Les trois chefs d'Etat ont choisi Jacques Vergès comme avocat. Le délit d'« offense » à la base de la plainte est différente de la diffamation. Il s'agit d'une disposition de la loi française qui protège les chefs d'Etat, prolongation du « crime de lèse-majesté » d'avant la révolution. Ce droit d'offense n'a plus fait l'objet d'un procès depuis la guerre d'Algérie. Une pétition a été lancée pour défendre la liberté d'expression et d'expression en France que l'on peut se procurer auprès de *Survie*, 57, avenue du Maine, 75014 Paris. En attendant, le livre se vend très bien malgré son épaisseur : 10 000 exemplaires en six mois, ce qui est bien la preuve qu'en France, nombreux sont ceux qui soutiennent cette démarche de lutte contre les nouvelles formes de colonialisme. Dépêchez-vous de vous procurer ce livre : lorsque vous entendrez parler nos chers élus d'un pays africain, ouvrez-le à la page correspondante, lisez et cherchez les erreurs avec ce que vous raconte complaisamment la voix de son maître. FV.

existence. En fait, le tournant pris par *Libération* en 1981, quand renonçant à l'autogestion, Serge July vend son journal au grand capital. Histoire glauque dans un monde impitoyable. Le second polar nous entraîne sur les pentes de la Croix-Rousse, où la grande bourgeoisie lyonnaise va y perdre quelques plumes. FV.

Legrand résume bien l'idéologie : « que la science revienne en société est déjà, pour nos démocraties comme pour nos cultures, une belle réussite qui ne peut que nous épargner de nouveaux obscurantismes ». Depuis le nucléaire ou le retour aux cavernes des années 70, les scientifiques n'ont guère changé leur message. Il est probable qu'en 2022 — si nous sommes en démocratie — on aura arrêté les centrales nucléaires, alors pourquoi pas les OGM ? MB.

ENFANTS

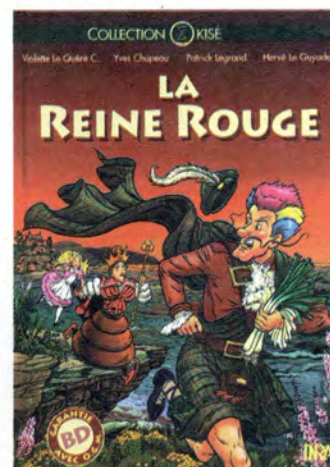
La reine rouge

de Violette le Quéré, Yves Chupeau, Patrick Legrand, Hervé le Guyader

Ed. INRA

1999 - 40 p.

Cette BD pédagogique est la quatrième de la collection. Si le scénario tient la route, une histoire de guerre entre laboratoires de recherche, le message sous-jacent est plus que douteux. On est en effet en 2022 et les OGM sont en train de se banaliser comme d'autres techniques agricoles d'aujourd'hui. Dans l'intro, Patrick



Produire tout bio ?

En 1789, la France comptait un peu plus de 25 millions d'habitants. Les ressources agricoles du pays étaient insuffisantes à son autosuffisance alimentaire. Nous importions du blé. Deux cents ans plus tard, nous voilà plus de 60 millions. Nous baignons dans les excédents agricoles. Ceux-ci sont réalisés grâce à de formidables gains de productivité dus aux progrès et entre autres ceux de la chimie. Ces gains de productivité ont été accomplis en bonne partie au détriment de la nature. L'agriculture bio ressemble par beaucoup d'aspects à celle pratiquée par nos ancêtres du XVIII^e siècle. Alors question : si tous les agriculteurs français se mettaient à la bio, la capacité de production du pays serait-elle supérieure à celle de 1789 ? Si non comment nourrir alors une population qui a plus que doublé ? Et je fais abstraction que la France compte actuellement plus de 50 fois moins d'agriculteurs proportionnellement qu'au moment de la révolution.

Vincent Cheynet
Rhône

Silence : tout d'abord, l'agriculture chimique est-elle exportatrice ? Elle exporte des aliments, mais importe d'énormes quantités d'intrants (engrais, pétrole, etc...) qui pour une bonne part sont pillés dans les pays du Sud via nos grandes firmes de l'agro-industrie. Aujourd'hui, il faut dépenser plus d'énergie pour produire un hectare agricole intensif que celui-ci en produit (en un siècle, on a augmenté la consommation d'énergie par 100 !). De plus, l'agriculture chimique n'existe que depuis la fin de la 2^e guerre mondiale. Il n'y a pas eu de famines entre la Révolution et cette date. Depuis, les rendements augmentent, mais la quantité de matière organique dans les sols diminue tellement que certains agronomes prévoient que la région parisienne puisse se transformer en désert. Nous ne sommes donc pas dans le domaine d'une agriculture durable. Sur l'agriculture biologique, identique à celle du XVIII^e siècle, c'est une erreur. Cette agriculture a évolué (seule jusqu'en 1945 rappellent-le) et a développé la recherche du côté des solutions mécaniques (par opposition au chimique). Négligée depuis cinquante ans au niveau de la recherche, elle a pris du retard et présente aujourd'hui des rendements effectivement un peu plus faibles (mais pas tant que ça !). Une volonté politique de recherches dans ce domaine permettrait sans doute de progresser aussi vite, et de manière durable, comme dans le domaine de la chimie. Enfin, l'agriculture est liée à l'alimentation : il serait possible de nourrir de deux à cinq fois plus de monde en France si nous étions tous végétariens (il faut dix kilos de céréales pour obtenir un kilo de viande... céréales que nous pourrions manger directement). Il est donc tout à fait possible de passer à la bio en totalité pour peu que dans le même temps on développe une meilleure alimentation (en fermant les néfastes-food par exemple). Pour en savoir plus sur la recherche en bio, lire la revue Alter Agri, BP78 bis, 31152 Fenouillet cedex.



Cartes des pollutions

Existe-t-il un livre qui établirait différentes cartes sur les pollutions du pays. Exemple : carte de l'emplacement des centrales nucléaires, des incinérateurs, des concentrations de pollution, des sites de déchets radioactifs ?

Thierry Montagne
Drôme



Silence : l'Andra, agence officielle, publie annuellement une carte des sites radioactifs (dont les centrales). Il y a des sites à peu près partout sauf dans les îles. Concernant les incinérateurs, il faudrait demander au CNIID. Concernant les autres pollutions, Greenpeace a déjà publié des cartes de la pollution des eaux dans le bassin du Rhône et de la Seine. Sachant que l'on a pu suivre le nuage de Tchernobyl pendant deux tours de globe, que l'on retrouve nos pesticides dans les glaces du Groenland, les effluents de La Hague jusqu'en Norvège, s'éloigner des emplacements des sites n'est pas une garantie contre une grave pollution.

Education et écologie pratique

Dans le Silence de septembre 2000, Jacques Richel décrit les merveilleux aménagements de sa maison écologique (félicitations, Jacques) après m'avoir diffamé, ce qui m'attriste.

Il disait que l'article que j'ai écrit pour Silence était « beaucoup trop théorique » ; je laisse à l'appréciation des lecteurs de voir si c'est le cas. Jusqu'ici tous les échos que j'ai eus étaient plutôt positifs. Il me semble qu'il faut de la théorie et de la pratique, mais pour avoir une vision d'ensemble en six pages, c'est difficile d'aller trop dans le détail, même si ma vie de tous les jours est faite des applications de ces principes... dans l'Education nationale : consultation des élèves sur la façon de travailler et d'évaluer, évaluation du professeur en continu et en fin d'année, règles de communication non-violentes avec dialogue et expression collective en permanence afin de respecter les élèves, montage de projets (vidéos, sketches, reportages, journaux, sorties découvertes, entretiens, jeux de rôle, création d'histoires, jeux de simulation en groupe — quand le rythme infernal imposé par le programme, les inspecteurs, et les horaires le permettent). Si une alternative existait, nous irions sûrement beaucoup plus loin. Je me demande si Jacques en a fait autant dans sa carrière d'enseignant, domaine autrement plus mouvant, moins tangible, voire délicat, que les constructions écologiques où l'on peut faire des changements sans faire bouger le mammoth.

Mais quand Jacques a dit qu'il m'a « connu et fréquenté avant 1992 », que mon projet était « trop fumeux » et que « ce n'est pas étonnant que » le « projet ait échoué », j'en suis resté un moment bouche-bée.

Je voudrais préciser que Jacques Richel et moi nous connaissions peu ; on ne se voyait dans des réunions où l'on ne parlait jamais de l'éducation, ni de nous-mêmes. Jacques n'a jamais mis le pied dans une réunion de la commission nationale de l'éducation des Verts que j'animais et nous avons dû en discuter une seule fois brièvement vers 1989. Jacques n'a jamais non plus rencontré ma femme (rencontrée en 1993) qui était partie prenante avec moi dans ce projet. Elle est animatrice avec un DEFA et un diplôme en tourisme rural avec 20 ans d'expérience dans une MJC. En 1989, le projet vague d'école alternative que j'ai évoqué était incomparable avec le projet lancé en 1994 après un long travail de préparation. Jacques n'a eu connaissance par courrier de d'un appel à souscription pour celui-ci : une école, gîte, centre de loisir et de formation, mais n'a jamais cherché à savoir plus... Seulement, l'envoi n'était que le début d'une longue période de montée en puissance du projet.

De plus, il est faux de dire que le projet ne « comptait que sur les autres pour tout financer ». Nous avons lancé la souscription pour compter les forces alternatives intéressées et adoucir les problèmes financiers (137 personnes étaient prêts à donner, à prêter à 0%, ou à troquer contre des droits de séjour dans le lieu quelque 100 000 F). Mais nous avons aussi fait des budgets prévisionnels qui montraient qu'au bout de la deuxième année, le gîte et le centre de séjour financeraient les salaires ; les frais divers, la part de loyer de l'école, et surtout le remboursement sur 15 ans de 1,4 million de francs — 1,1 MF d'achat plus 300 000 F de travaux — que deux banques avaient accepté de nous prêter pour cette affaire : un gîte 55 places en bon état à 600 mètres d'altitude à proximité de la Chartreuse et du lac Paladrus, à dix minutes de Voiron, avec 250 m² aménageables dans les combles, plusieurs grandes salles, cuisines, logements de fonction... et ce n'est pas tout... sur un terrain de 16000 m² avec potager et bois... et un parc municipal à côté. Il y avait un public, un espoir, une occasion formidable, des instituteurs et professeurs intéressés, bien formés et motivés, prêts à tenter le coup... Le projet a échoué à cause d'une mairie qui a voulu préempter « partiellement ». En 2000, les propriétaires ayant gagné leur procès à ce propos, nous avons réessayé, mais un promoteur immobilier, qui avait l'argent en poche et aucune formalité à accomplir auprès de l'Education nationale, Jeunesse et sports, le DDSIS, Gîtes de France, et d'autres, nous est passé devant. Bien sûr on aurait peut-être échoué par la suite ; une telle entreprise n'est pas évidente. Et bien sûr notre projet n'était ni parfait ni élaboré en détail au moment de l'achat (même si le projet de base pour l'école faisait 15 pages, sans compter le centre de séjour et de formation). Comment pouvait-il en être autrement, compte tenu de notre souhait que les parents et des élèves participent en permanence à l'élaboration du projet autour d'un lieu à partir d'un certain nombre de principes et des pratiques des enseignants ? Mais de là à parler de « fumeux » et « irréaliste », il y a un pas, assez méchant, à franchir.

Jacques, je suis content que tes projets se réalisent, et je comprends que tu veuilles du concret dans le milieu écologiste. Mais il existe du concret qui n'est pas « matériel ». Le fonctionnement mental/psychologique des enfants sera déterminant pour l'avenir, et l'éducation y joue un rôle crucial même si c'est un chantier difficile. Comment te sentiras-tu si les enfants choisissent une société de consommation ou de conformisme social malgré tes innovations technologiques ?

Gregg West
Isère



Pour moins de gaspillage et plus d'autonomie

Au travers du courrier des lecteurs des derniers numéros, j'ai l'impression qu'il se trouve de plus en plus de citoyens abonnés de Silence qui sont pour «plus d'écologie pratique».

En page 39 du n°261, Jacques Richel demande: «Que Silence propose le plus possible de réalisations concrètes afin de faire avancer l'écologie pratique. C'est ce qui est important». En page 21 du n° d'été, Patrick Baronnet dit: «Notre société vit dans l'illusion de l'intellect et du verbiage. Dire c'est bien, faire c'est mieux. Si tout le monde fait son jardin, l'industrie agro-alimentaire perd de son pouvoir, si tout le monde installe ses photovoltaïques sur son toit, EDF perd de son pouvoir, si...». Personnellement, je préfère de loin ceux qui le font à ceux qui en parlent.

Il me paraît aussi très important de montrer les réalisations afin que celui qui n'est pas encore passé à l'acte puisse se rendre compte que tout est possible.

L'article dans le n° d'été concernant la maison autonome de P. Baronnet m'a beaucoup plu, c'est pourquoi nous y sommes allés ces vacances...

Aussi bien le courrier de Jacques Richel que le livre de Patrick Baronnet (De la maison autonome à l'autonomie de penser) montrent des faits et observation objectives. Un exemple de ce que chacun peut faire

facilement dans un premier temps: mesurer sa consommation en électricité. Leur consommation avoisine les 1200 kwh/an alors que la consommation moyenne des Français est de 5000 ! Il y a 5 ou 6 ans, nous en consommions environ 8000 (sèche-linge, chauffe-eau électrique, mauvaise isolation, ...). Depuis, nous avons acquis une maison bien isolée dans laquelle nous avons installé le chauffage central avec la chaudière dans une petite pièce au centre de la maison (plus de sèche linge) et un bon système de programmation de la régulation de température, le lave-vaisselle est équipé d'une alimentation en eau chaude ainsi que le lave-linge et les lampes sont de 15 ou 18W de puissance. Notre consommation est passée en dessous des 3000 kwh/an sans faire beaucoup plus d'efforts techniques que ceux-là. (...) Nos besoins actuels nous permettent d'envisager concrètement notre autonomie. Nous pensons d'ici peu, réaliser en auto-construction un chauffe-eau solaire avec un capteur-stocker qui permet de chauffer ou pré-chauffer l'eau de consommation directement sans circuit primaire (gain d'énergie et de coût d'investissement, voir l'excellent site de François Gendre : <http://perso.libertysurf.fr/basile/capteur.htm>) et mettre en pratique la «Toilette à Litière Biomaitrisée» de Joseph Orszagh (voir n°242).

Merci à Silence pour ses articles concrets. Que Silence propose le plus possible de réalisations concrètes afin de faire avancer l'écologie pratique. C'est ce qui est important.

Pierre Amet
Vosges

Silence : nous sommes preneur de tout récit de réalisation concrète... mais malheureusement, nous n'avons pas les moyens de nous déplacer souvent pour faire le reportage nous-mêmes.

Rouler au GPL

Soucieux de notre environnement, nous avons acheté une Fiat Maréa week-end roulant au GPL. Bien sûr, nous l'avons payé 5000 F plus chère qu'une à l'essence : c'était notre choix. Il y a quelques contraintes : bien choisir son itinéraire pour pouvoir faire le plein, ne pas être admis dans certains parkings...

La voiture s'avérant un peu grande car nous ne sommes plus que deux ou trois : impossible de la revendre ! En acheter une autre : impossible en ce moment, on attend de nouvelles normes (cela risque de durer longtemps) ! Si nous gardons la Maréa, il va falloir la mettre aux normes : coût de 6 à 8000 F. Le GPL, seul carburant à avoir pris 11 centimes alors que l'on crie sur tous les toits la baisse des carburants, c'est n'importe quoi !

Pourquoi en Italie (pays aussi civilisé que nous) le GPL est-il plus développé ? Rien n'est fait pour encourager à polluer moins en France.

Au quotidien, j'ai repris le vélo, mais quelle galère ! L'attention doit être soutenue pour éviter d'être accrochée : le cycliste est gênant et quantité négligeable ! C'est difficile d'être en accord avec ses idées dans un tel monde : c'est décevant !

Heureusement qu'à la lecture de votre revue, on se sent moins seul pour défendre des idées en pensant à ceux qui prendront la relève : les générations futures.

Nicole Steib
Aube

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges. anciens numéros (franco de port)

184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !	23 F
Maison de quartier de Neudorf. Bhopal.	
187 Prolifération nucléaire (1).	
Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière.	23 F
188 Prolifération nucléaire (2)	
Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme.	23 F
190 Nicaragua face au marché mondial	
Brennelis. Malville. Retraite et chômage.	23 F
191 Santé et autonomie (1)	
Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grunen.	23 F
196 Canal Rhin-Rhône	
AS1 Grenoble-Sisgron. Santé et autonomie (4). Irlande.	23 F
197 La défense par actions civiles (1)	
La Hague. Grunen et non-violence. Amiante. Salsigne.	23 F
199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs	
Turquie sanglante. Santé et autonomie (5)	35 F
201 Marée noire sur droits de l'homme	
Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat	23 F
202 Soyons Réseau-nables	
Maalorm. Primevere. L'impatient. Cuisseur solaire.	23 F
204 G7 : l'argent d'abord	
Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail.	23 F
205 Radios actives	
G7. Solaire au Népal. Bouteilles. Médias et social.	23 F
206-207 Face au G7, ouvrons-là !	
Presse différente. Internet. Santé et autonomie (7)	35 F
211 L'équivoque humanitaire	
Superphénix. SEL et informel. Tibet. Vache folle.	25 F
212-213 Ecologisme et Etat	
SEL. La Hague. Communication ONG. Palestine.	38 F
218 Alternatives en Alsace	
Une trentaine d'articles sur la région	25 F
225 Gandhi aujourd'hui	
Développement. Femmes et santé. SEL	25 F
237 Alternatives à la mondialisation	
Chasse. Val Dieu. Femmes et santé. Anvers.	25 F

239-240 Enquête sur les écologistes	
Déchets. Réfractaires au plus fort de la guerre. Nucléaire.	38 F
241 OGM, mauvaise réponse à la faim	
Corne du rhinocéros. Propagande nucléaire	25 F
242 Eaux, la pollution de nos WC	
Vêtements venus de l'est. Voyage en Chine. La Cravola.	25 F
246-247 Autour des SEL	
Commerce équitable. Alpes. Entreprises alternatives.	38 F
248 Les crimes publicitaires	
Chasse. Eco-villages. Energies	25 F
250 Sortir de la voiture	
Culture conviviale. Objectif insensé. Special lecteurs.	25 F
251 L'écocriticisme	
Nucléaire au Japon. Révolte en Indonésie	25 F
252-253 Les Gros rafflent la mise	
Transcontinental. République verte. Monde diplo.	38 F
254 L'Ecopsychologie	
OMC. Retraites. Femmes militantes incorrectes.	25 F
255 L'empreinte écologique	
Habitat sain. Publicité. Les Gros (IV)	25 F
256 Commerce équitable	
La Poudrière. Mont Verdun.	25 F
257 Ecole, écologie	
35 heures. Bure, mobilisation contre l'Andra	25 F
258 Parcs naturels ou peuples indigènes	
Effet Bové. Société. Communication du globalisme.	25 F
259-260 Alternatives en Bretagne	
Nucléaire mission granite. Sauvons nos marchés	38 F
261 Sortir du sport marchandise	
Eurostat. Effet de Serre. Après Millau	25 F
262 Quelle démocratie	
Climat. Maison en papier. Médias	25 F
263 Commerce équitable (II)	
Pile à combustible. Porto Alegre. Sans achat	25 F

Librairie par correspondance

Nouveautés

1 Ecologisme à l'aube du XXI ^e siècle	175 F
2 Libérez les enfants	150 F
3 Propagande, médias, démocratie	75 F
4 José Bové, la révolte d'un paysan	65 F
5 Who's counting ?	155 F
6 A Dieu vat	90 F
7 Dessins les droits de l'Homme	30 F

Hors-série Silence

1 Paris-Dakar : Pas d'accord	25 F
2 Radioactivité, les tablas doses	30 F
3 Du chômage à l'autonomie conviviale	30 F
4 La menace climatique	30 F
5 Les métiers de l'écologie	70 F
6 SEL : pour changer échangeons	50 F

Editions Silence

1 Le soleil à votre table	89 F
2 Séphastoché, mon premier cuseur	36 F
3 Construire votre cuisine solaire	30 F
4 La cuisson solaire facile	29 F
5 La liberté de circuler	70 F
6 Où va le climat ?	40 F
7 Quelle écologie radicale ?	70 F

Diffusion Silence

Ed. Ecosystème (Montréal)	
Leur catalogue complet sur demande.	
1 La belle vie	85 F
2 L'écologie ou la sagesse de la nature	85 F
3 Moi, ma santé	85 F
4 Deux routes, un avenir	100 F
5 L'écologie politique	85 F
6 Et si le Tiers-Monde s'autolimitait	110 F
7 Des ruines du développement	85 F
8 Les carnets d'un militant	110 F
9 Pierre Kropotkine, prince anarchiste	150 F
10 La simplicité volontaire	100 F
11 Le municipalisme libertaire	110 F
12 Entretiens avec Chomsky	85 F
13 Mondialisation de la pauvreté	125 F
14 Notre empreinte écologique	125 F
Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)	
Qu'est-ce que l'écologie sociale ?	35 F
Société à relire : une écologie de la liberté	88 F
Philosophie et politique de l'anarchisme	38 F
Sociobiologie ou écologie sociale	30 F
Le rêve au quotidien	75 F

Ed. Ulovie (Landes)	
1 Nous sommes peut-être frères	36 F
2 L'homme qui plantait des arbres	36 F
3 N'hésite pas à le dire	36 F
4 Ambiance bois	90 F
Ed. du Frayssé (Lot)	
1 Guide des alternatives 1999	95 F
2 Guide des vacances écologiques	66 F
Ed. Courrier du livre (Paris)	
1 Le solaire pour tous	90 F
Ed. Jouvence (Genève)	
1 Découvrez les vraies richesses	96 F
Ed. Golias	
1 Petit manuel anti-McDo	48 F
Ed. d'en bas (Lausanne)	
1 L'énergie au futur	120 F
Ed. Association Energies solaires développement	
1 Solix	30 F
Ed. Georg (Lausanne)	
1 Additifs alimentaires	98 F
2 Gestion des déchets	98 F
3 Les sols	98 F
4 L'eau	98 F
5 L'alimentation	98 F
6 L'air	98 F
7 Le bruit	98 F
8 Les déchets dangereux	98 F
Ed. Ojal del libre (Canal)	
1 Jouets de toujours	120 F
Autodidaction	
1 Ya trop d'étrangers dans le monde	50 F
2 Aux victimes du harcèlement économique	50 F
Ed. Terre Vivante (Mons)	
1 L'habitat écologique	98 F
2 Facteur 4	118 F
3 La maison des négawatts	79 F
Ed. Yves Michel	
1 Les SEL : pour un vrai débat	63 F
Ed. Esprit frappeur	
1 Tout nucléaire, une exception française	10 F
2 Rwanda, un génocide français	10 F
Ed. Théâtre Eprouvette	
1 Chansons riches des pauvres d'aujourd'hui	100 F

Frais de port

1 ouvrage	15 F
2 ouvrages	28 F
3 ouvrages et plus	40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

1 Découverte 1ère année	6 n°	100 FF
2 Particulier	12 n°	265 FF
3 Institution	12 n°	530 FF
4 Soutien	12 n°	330 FF et +
5 Petit fûté	24 n°	430 FF
6 Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	660 FF
7 Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	985 FF
8 Petit budget	12 n°	165 FF

BELGIQUE

1 Découverte 1ère année	6 n°	1000 FB
2 Particulier	12 n°	1880 FB
3 Institution	12 n°	3760 FB
4 Soutien	12 n°	2000 FB et +
5 Petit fûté	24 n°	2700 FB
6 Petit budget	12 n°	1650 FB

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

1 Découverte 1ère année	6 n°	150 FF
2 Dom-tom et étranger	12 n°	300 FF

je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B - 1380 Ohain, tél : 02 633 10 48

Espagne : sortie du nucléaire ?

Dans votre rubrique «énergie» du n°261 sur la sortie du nucléaire en Espagne, il y a trois inexactitudes.

Il est vrai que le gouvernement socialiste avait décidé d'arrêter la construction de nouvelles centrales, mais jusqu'à présent aucune fermeture n'a été faite, au contraire, le gouvernement actuel a prolongé la vie des deux plus vieux réacteurs.

Concernant l'objectif de 12 % en renouvelables, ce chiffre a été fixé par l'Union européenne et non par l'Espagne. Le gouvernement espagnol a gelé un plan de développement des énergies renouvelables et voudrait réduire de 800 millions de francs les aides actuellement accordées.

Enfin, concernant le décret de 1998 sur l'énergie et l'industrie, celui-ci donne à chacun la possibilité de devenir un producteur d'électricité (à partir de 5 KW). Il oblige la compagnie d'électricité à acheter le courant. Le prix actuel est de 66 pesetas (2,60 F)... mais arguant de problèmes techniques, la compagnie d'électricité n'achète pour le moment aucune production en provenance du photovoltaïque.

Daniel Haber -Finistère

Bure : centre de la lutte antinucléaire

Le site de Bure a été appelé «laboratoire» mais personne n'est dupe. Il s'agit bien d'un centre d'enfouissement irréversible de déchets hautement radioactifs. Ce pseudo-labo a été inauguré le 27 septembre 2000 dans l'indifférence générale, excepté un groupe de citoyens vigilants qui a manifesté à cette occasion son total désaccord.

Durant l'été, pendant deux mois, des citoyens courageux se sont relayés pour être présents devant ce sinistre lieu et exprimer leur opposition. Et à la fin août, une manifestation qui devait être le point fort de la mobilisation a rassemblé... 800 personnes ! Les sites «granite», le réseau «sortir du nucléaire», les Verts, les associations locales étaient là, merci, merci, merci ! Mais où était le peuple ? (...) Cette situation pourrait encore changer si une force nationale se levait contre le rouleau compresseur nucléaire et s'il existait de véritables médias anti-nucléaires.

(...) Le réseau «Sortir du nucléaire» n'a pas encore compris que le combat de Bure est le combat principal à mener durant les cinq prochaines années. L'abandon de Bure était la clé de l'abandon du nucléaire en France. Malheureusement, Bure a été inauguré et ce «labo» va maintenant monter en puissance jusqu'à la reconnaissance officielle de sa véritable nature en 2006.

(...) Le traitement de la diffusion de l'information sur le combat de Bure a été le même pour le Réseau Sortir du nucléaire et la revue Silence : insignifiant.

(...) J'ai la désagréable impression que Bure est trop éloigné de Lyon, qui est le centre du réseau Sortir du nucléaire et de Silence. Je ne regrette pas personnellement d'être descendu plusieurs fois manifester contre Superphénix car le combat a été finalement payant. Mon souhait maintenant est que le site de Bure devienne le point de mire de la lutte anti-nucléaire française et pourquoi pas européenne, comme Superphénix par le passé. Or, vous connaissez le pouvoir des médias. L'avenir de Bure et au-delà du nucléaire français est entre les mains du Réseau et des médias. La Meuse ne pourra rien seule (la majorité des élus lorrains s'en foute), sans le soutien concerté et efficace de toutes les forces anti-nucléaires disponibles. En 2006, il sera trop tard.

Pierre Fetet - Vosges

Silence : *Nous avons tous conscience que Bure est l'un des points centraux de la lutte anti-nucléaire actuelle (avec La Hague). Par manque de moyens, notre démarche se limite souvent à reprendre l'information que nous recevons des groupes... Nous en avons eu pour la manifestation des 18 et 19 mars. Concernant la manifestation du 27 août, nous n'avions pas l'information lors de la clôture du numéro d'été (début juin). Nous n'avons eu un compte-rendu des groupes locaux que mi-octobre... La Meuse ne pourra rien seule, c'est sans doute exact, mais elle n'aura du soutien que si l'organisation d'actions se fait en respectant les délais (longs) de réaction des autres. Nous sommes bien sûr prêts à y participer.*

Détruire le plutonium ?

A la lecture de Silence n°262, octobre 2000, je suis surpris par l'emploi du terme «détruire le plutonium» employé en page 20 et 21, une fois par la rédaction de Silence, une fois par Didier Anger. Le Petit Robert précise : «Détruire : défaire entièrement, par extension altérer jusqu'à faire disparaître». Tout à coup, je me dis que pendant que nous bivoaquions à Vignemale, les scientifiques ont trouvé la «solution et l'application». Ce que nous antinucléaires rabâchions depuis plus de cinquante ans n'avait plus de sens.

Je suis sur le cul ! Le Pu239, métal lourd artificiel, créé par le génie humain au XXe siècle pour une activité hautement désintéressée, la bombe atomique, va pouvoir se volatiliser. Fini les 24 000 ans de demi-vie, fini la toxicité chimique, fini la radioactivité. La plutonium va retourner d'où il n'aurait jamais dû sortir : le néant.

Je sais, les mots ne sont que des mots, mais trop souvent mal employés, ils apportent la confusion et d'elle naît la démobilisation. Pendant ce temps, les matières radioactives prolifèrent.

Marc Ferla -Marseille

Silence : *vous avez tout à fait raison de protester. Il s'agit en fait de mélanger le plutonium chimiquement pour le rendre inexploitable militairement, ce qui peut changer sa toxicité chimique, mais pas les problèmes de radioactivité.*

Sortir du nucléaire

Dans le numéro de septembre, sous le titre «Sortir immédiatement du nucléaire», ce sont quelques cent dix mots qui vous semblent suffisants pour évacuer un sujet qui pourtant me paraît être de l'ordre de vos principales préoccupations.

Je ne comprends pas que vous traitiez une telle information avec autant de désinvolture, vous citez une charte et vous ne la publiez pas. Est-ce le manque de place ou la volonté politique qui influence vos choix ?

Vous dites que six groupes trouvent trop molle la démarche du «Réseau sortir du nucléaire» (450 groupes) qui prône une prise de «décision immédiate de sortie progressive du nucléaire».

J'ai participé au Réseau, au début de sa création, lors des assemblées d'Agen et de Nantes en 1998. L'adoption de la charte du réseau à Agen fut un exemple typique de l'inconscience politique ambiante. Cette charte fut adoptée par pur pragmatisme : «pour garantir l'unité» et la continuation du Réseau, pour permettre la participation du parti des Verts à la fois au Réseau et au gouvernement pluriel pronucléaire (dont le ministère de l'environnement a signé entre autre le démarrage de la centrale atomique de Civaux en septembre 1997).

Dominique Léonard

A Agen, il fut très difficile d'intégrer à la charte la notion de résistance au nucléaire militaire. Ce qui fut quand même fait grâce aux efforts de quelques participants. Il fut ensuite impossible d'amender cette charte à Nantes (...).

Les campagnes pour les énergies renouvelables, campagnes de dénigrement des autres

sources d'énergie menées par les associations membres du Réseau furent autant de coups portés aux partisans de l'arrêt immédiat possible par le recours transitoire aux énergies fossiles de substitution, principalement le charbon. Merci Greenpeace, merci les Verts. Tous unis avec les nucléocrates pour faire de l'effet de serre et de son corollaire, l'impôt sur la production de CO2, les derniers coups de grâce à l'arrêt du nucléaire. Le capital national ne serait être que satisfait et remerciant.

Vous comprendrez tout l'intérêt d'une charte de plus ou de moins...

(...) Je compte sur vous pour mener le débat qui s'impose. Je considère que la recherche de la vérité et sa divulgation pour le bien de tous, pour la cause antinucléaire, valent mieux que de vulgaires considérations politiciennes.

Claude Courtes - Haute-Garonne

Silence : *Par manque de place, nous ne publions pas tout, pas plus la charte de cette nouvelle coordination que celle du Réseau. Pour ce qui est de la vérité, la charte du Réseau ne parle pas de «sortie progressive», mais de «décision immédiate de sortie du nucléaire». Quant à nous, nous privilégions les campagnes aux querelles, qu'elles soient du Réseau, des Verts, de Greenpeace, de cette nouvelle coordination ou des groupes locaux.*



Action devant l'Assemblée nationale